

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13958 - 6 F

DIMANCHE 10-LUNDI 11 DÉCEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Tandis que le chancelier Kohl se rallie au processus d'union économique et monétaire

Les Douze acceptent que le peuple allemand « retrouve son unité »

Les exigences de l'interdépendance

LA route promet d'être longue qui mènera à la mise en place, au cours de la prochaine décennie, d'une union économique et monétaire, c'est-à-dire à la création d'une banque centrale commune et à un « pilotage » plus collectif des politiques financières. Cependant, en fixant la date de la conférence intergouvernementale chargée de rédiger un nouveau traité, le conseil européen a franchi un cap important. L'expérience l'a prouvé : quelles que soient les réticences, la dynamique d'une telle conférence, prenant appui sur des engagements politiques clairs, est bien réelle. Comment imaginer que les Douze pourraient admettre, à la fin de 1991, que leur projet n'était qu'illusion ?

Il faudra, entre-temps, convaincre les Britanniques, hostiles aux transferts de souveraineté qu'implique l'union. Londres garde la possibilité de tout bloquer, même si la « compréhension », confinant à l'indifférence, de M^{me} Thatcher illustre la caractéristique d'un tel pouvoir et les dangers de l'automarginalisation.

CONVAINCRE Bonn de ne pas renoncer exigera une persévérance. La raison n'en est pas que les Allemands se détournent de la construction européenne, gagnée par un rêve de puissance ou attirée dans une quelconque dérive à l'Est. L'adhésion politique qu'ils professent à l'égard de l'unification de l'Europe est sincère. Mais, ayant érigé le mark, la stabilité et la puissance qu'il représente, en symbole de la nation, ils résistent à partager avec des partenaires jugés souvent faibles la conduite de leurs affaires.

Or c'est ce but qu'a assigné M. François Mitterrand à sa quête européenne : ne plus subir la loi de Francfort, acquiescer à un droit de regard sur la politique de la Bundesbank. Raisonnablement, il faut s'attendre à ce que M^{me} Thatcher, le président de la République est convaincu que retrouver le pouvoir d'influencer les décisions passe, pour la France, par un partage de la souveraineté.

DEPUIS deux ans, Paris n'a pas lâiné sur les concessions pour convaincre ses partenaires de sa bonne volonté : le marché unique de 1993 se bâtit en suivant la voie libérale souhaitée à Londres comme à Bonn. Aussi y estime-t-on devoir être payés de retour.

De sérieux « coups de semonce » ont été adressés à Bonn, lorsque M. Helmut Kohl a donné l'impression de se dérober. L'Allemagne a besoin de la France, de son marché et, aujourd'hui, de son appui pour régler, dans le dialogue, ses problèmes à l'Est. La France a besoin de l'Allemagne pour construire une Communauté devenue pour elle celle de la nécessité.

Les exigences de cette interdépendance ont fait l'objet d'un dialogue serré, et l'appui spectaculaire donné par M. George Bush au projet communautaire n'a pu que contribuer à inciter M. Kohl, cette fois encore, à arbitrer du bon côté.

M 0146 - 1211 0 - 6,00 F



3790146006000 12110

L'« autodétermination » devra « se situer dans la perspective de l'intégration communautaire »

Le conseil européen de Strasbourg, qui devait terminer ses travaux samedi après-midi 9 décembre, avait réglé, dès vendredi soir, deux difficiles dossiers. Les Douze, après le ralliement de M. Kohl, ont en effet mis au point le processus d'union économique et monétaire. Ils se sont aussi mis d'accord sur une déclaration prévoyant que le peuple allemand pourra « retrouver son unité à travers une libre autodétermination ». Ce droit ne pourra cependant s'exercer que « dans un contexte de dialogue et de coopération Est-Ouest » et « se situe

dans la perspective de l'intégration communautaire ». Le chancelier Kohl aurait, d'autre part, affirmé qu'il n'était pas question de toucher à la ligne Oder-Neisse, qui détermine la frontière germano-polonaise depuis la fin de la guerre.

Vendredi également, les Douze avaient approuvé le projet de création d'une banque pour les pays de l'Est, proposé par M. Mitterrand. Onze d'entre eux (M^{me} Thatcher s'est abstenue) ont aussi adopté le projet de charte sociale.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Le discours que tiennent depuis quelques mois les Occidentaux face aux tumultes des pays de l'Est est devenu, vendredi 8 décembre, plus crédible. L'affaire peut paraître bien technique au profane, mais, en décidant de commencer avant la fin de l'année prochaine à élaborer les instruments d'une politique

économique et monétaire commune, la Communauté confirme qu'elle veut changer de nature et qu'elle entend se donner les moyens de ses ambitions : structurer autour d'elle une future grande Europe.

C'est le signal qu'on attendait, de Washington à Moscou en passant, bien évidemment, par Budapest, Berlin-Est, Prague et Varsovie. D'abord parce que,

pour qu'un ordre nouveau s'organise à partir des mutations chaotiques actuelles, il lui faut des points d'appui. Une Communauté forte en est un, essentiel. Mais surtout, parce que, d'Est en Ouest, on craint plus ou moins explicitement de voir surgir de ce chaos une grande Allemagne qui tournerait le dos à la Communauté pour faire cavalier seul.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite page 3



La longue nuit du PC de Berlin-Est

A l'issue de débats confus, le Parti communiste de RDA s'est donné un nouveau chef, avant de changer de nom et de programme

Nommé, samedi matin 9 décembre, président du PC est-allemand, l'avocat Gregor Gysi a déclaré que le parti devait définir une nouvelle voie, caractérisée, notamment, par une « démocratie radicale ».

A Prague, les négociations entre le pouvoir et l'opposition ont abouti, vendredi soir, à un accord pour la formation d'un gouvernement où les communistes seront minoritaires (page 18).

A Sofia, le comité central a procédé à un remaniement important de la direction du parti, qui renforce la position de M. Mladenov, successeur de M. Jivkov, lequel a été exclu du comité central.

A Moscou enfin, le comité central s'est réuni, samedi matin, à trois jours de la session du congrès des députés, dans une atmosphère tendue, en raison des mises en garde répétées des conservateurs (page 4).

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

La nuit a été très longue dans le stade couvert du célèbre club Dynamo de Berlin-Est où les 2 800 délégués du congrès extraordinaire du Parti communiste est-allemand ont élu, samedi 9 décembre, aux premières heures du jour, l'avocat Gregor Gysi, quarante et un ans, président d'un parti sans nom, dont la structure de direction a été entièrement changée.

Les délégués ont ensuite procédé à l'élection d'un comité directeur (Vorstand) d'une centaine de membres pour remplacer l'ancien comité central. Il n'y a plus ni bureau politique ni secrétariat général.

A une majorité qualifiée, le congrès avait voté auparavant

de nombreux délégués ont estimé que l'ancien SED était lié à de trop mauvais souvenirs pour

servir de porte-drapeau dans une campagne électorale, et ont expliqué au cours des débats qu'il s'agissait, en changeant le nom du parti, de donner un signal à la population de sa volonté de changement.

« La longue nuit du SED », tirait sur toute sa manchette le quotidien de Berlin-Ouest *TagesZeitung* distribué par centaines d'exemplaires dans la nuit aux délégués ! Interruptions de séance, modifications de l'ordre du jour, appels à la démocratie mais aussi à la discipline, le parti a donné de lui, toutes ces heures, dans cette immense salle de sport, une impression de confusion, l'image d'une sorte de bateau ivre.

HENRI DE BRESSON

Lire la suite page 4

La réforme de l'usure

Le taux maximum ne pourra dépasser d'un tiers le taux moyen de la Banque de France page 15

Accalmie aux Philippines

Importante manifestation de soutien à M^{me} Aquino page 5

La télévision privée en Grande-Bretagne

Central TV redouble de dynamisme page 11

« Grand Jury RTL-Monde »

Débat entre Jean Elieinstein et Guy Sorman, dimanche, à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 18

La mort de Hans Hartung

Le peintre, pionnier puis classique de l'« abstraction », est mort, vendredi 8 décembre, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans

C'était à Antibes, il y a quelques années, dans la villa-atelier que l'artiste avait édifiée quand la célébrité le lui avait enfin permis. Le peintre évoquait sans le moindre pathétique les drames qu'il avait traversés sa vie durant. Mais il ne disait pas « c'était en... », mais plutôt « c'était quand je peignais... », tant il était clair pour lui que sa vie avait moins d'importance que ses toiles. Quelle vie pourtant !

Commencée à Leipzig le 21 septembre 1904, dans une famille bourgeoise et artiste à la fois, elle fut d'abord celle d'un jeune Allemand lettré : études à Dresde et à Leipzig, premières copies de maîtres anciens et modernes vers l'âge de vingt ans, passages aux Beaux-Arts de Dresde et de Munich.

En 1926 cependant, Hartung se convainquit qu'il doit quitter son

pays natal pour éviter de tomber dans le provincialisme. Voyage à Paris donc, après un tour en Italie à bicyclette. Finie l'adolescence facile. Hartung a vingt-deux ans et connaît promptement la bohème.

Parce que la vie y est moins chère, il s'établit à Leucate, puis aux Baléares, à Minorque, où il mène une vie de peintre-pêcheur en compagnie d'Anna-Eva Bergmann. Les liens avec l'Allemagne se rompent quand le père du peintre meurt, en 1932, et quand Hartung devient *persona non grata* dans l'Allemagne hitlérienne. C'est qu'il est déjà un « dégénéré », c'est-à-dire un moderne qui pratique l'abstraction et se réfère au cubisme et à Cézanne.

En 1935, étant revenu à Berlin avec l'espoir de vendre quelques

toiles par nécessité économique, il doit fuir la police et quitter clandestinement sa patrie grâce à Christian Zervos.

Réfugié à Paris, il s'enfonce dans la dépression et la pauvreté. Son épouse le quitte. Ses amis, le sculpteur Gonzales en particulier, s'efforcent de le secourir, mais sa peinture, de plus en plus gestuelle, et d'une abstraction qui n'a rien à voir avec la géométrie mondrianesque et l'enseignement du Bauhaus n'a aucun succès. Il s'y tient cependant, avec une fidélité admirable.

Alors qu'un compromis lui permettrait d'améliorer son ordinaire et de payer le loyer d'un petit atelier, Hartung fait du Hartung, dans l'indifférence à peu près générale des amateurs et de la critique.

PHILIPPE DAGEN
Lire la suite page 10

L'EGYPTE

de Jean-François CHAMPOLLION

photographiée par Hervé CHAMPOLLION

« UN LIVRE UNIQUE » !

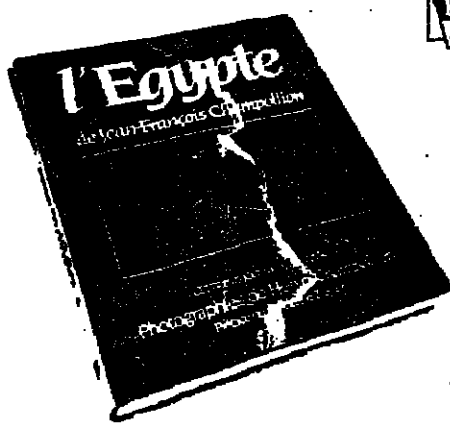


image
magie

rélié
sous
coffret

Lettres
et récit
de voyage

34 x 28 cm
300 photos
404 pages

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 s. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Le Conseil européen de Strasbourg

Le ralliement tardif du chancelier Kohl au processus d'union économique et monétaire

La conférence intergouvernementale chargée de définir les deuxième et troisième étapes de l'union économique et monétaire (UEM), ainsi que les exigences institutionnelles qu'elle suppose, sera bien ouverte fin 1990, et la charte sociale a été approuvée par onze États membres, M^{me} Margaret Thatcher restant, comme prévu, à l'écart.

STRASBOURG

Tout s'est donc passé comme dans un scénario bien huilé. « Nous avons le souci qu'un message politique clair, c'est pourquoi je suggère qu'on fixe une date. Il convient que ce soit déjà en 1990. Si nous tardions trop, on perdrait en effet d'efficacité », c'est M. Helmut Kohl qui est intervenu de la sorte dès le début du débat, indiquant avec netteté que le temps des hésitations et des réticences était révolu. La voix ainsi dégageée, les chefs de gouvernement ont souligné, les uns après les autres, qu'il importait d'aller de l'avant. Mme Margaret Thatcher a affirmé, quant à elle, qu'elle trouvait la convocation de la conférence prématurée. Mais elle l'a exprimé avec modération, sans chercher à ouvrir le débat, en expliquant qu'elle était favorable à l'instauration d'une UEM mais qu'elle préférait parvenir par une formule évolutive, sans modifier le traité.

Dans cette ambiance presque consensuelle, il n'était pas nécessaire de procéder à un vote qui aurait mis en relief la marginalisation du premier ministre britannique. « Je suis en droit de constater que la majorité est réunie pour tenir une conférence intergouvernementale. Celle-ci commencera ses travaux fin 1990 à la diligence de la présidence allemande », a déclaré M. François Mitterrand.

Les Français ne cachent pas leur satisfaction. « C'est un résultat important, c'est en fixant des échéances précises que nous avançons », observait un membre de la délégation, notant que la décision sur l'UEM venait d'être prise dans le contexte plus général d'une réflexion sur l'avenir de l'Europe, sur la nécessité de renforcer la Communauté comme pôle de stabilité face aux événements de l'Est. M. Jacques Delors se félicitait de « l'équilibre dynamique » qui venait d'être trouvé entre les différentes préoccupations de la Communauté. « L'Europe s'est penchée sur l'après-1992, la mutation est

engagée », observait le président de la Commission européenne.

La conférence intergouvernementale traitera de l'UEM avec tout ce que cela implique (le chancelier Kohl ne revenant sur la nécessité d'accompagner le saut qualitatif qu'il implique l'instauration d'une union économique et monétaire en renforçant les pouvoirs du Parlement européen mais en étant attentive cependant, à ne pas trop charger la barque. Ce que la conférence

Delors, doit assurer la stabilité grâce à la mise en place d'une banque centrale commune et en renforçant de manière équilibrée l'intégration économique et l'intégration monétaire. Sa mise en place bénéficiera de l'expérience de la première étape du programme de l'UEM, qui débute le 1^{er} juillet 1990.

Aucune date n'est fixée pour le passage de la première à la deuxième étape. Celui-ci sera pos-



devoir étudier, c'est l'union économique et monétaire des Douze, étape importante vers l'union politique, sans qu'il s'agisse pour autant, à ce stade, de tracer les contours de cette union politique.

De sérieux coups de semonce

Les travaux préparatoires vont se poursuivre en 1990. « Le rapport du groupe Guigou a établi l'ordre du jour de la conférence. Il ne faut pas répondre maintenant aux questions qui sont posées, mais voir les options possibles, essayer d'avancer », expliquait-on du côté français. Une tâche qui occupera les ministres des finances, ceux des affaires étrangères et, bien sûr, la Commission européenne, en 1990. Celle-ci va lancer la rédaction d'un rapport où elle évaluera les avantages d'une UEM pour la Communauté. Aucune échéance n'est fixée pour la fin de la conférence, même si l'un ou l'autre des intervenants a expliqué que le traité devrait être ratifié à la fin de 1992. Personne ne doute qu'il faudra au moins un an — l'année 1991 — pour s'entendre sur le mode de fonctionnement de l'union économique et monétaire. Celle-ci, si l'on se réfère aux lignes directrices du rapport du comité

sible aussitôt le nouveau traité ratifié, mais ne sera décidé qu'en fonction des progrès accomplis. Personne ne doute que les Britanniques participent aux travaux à venir ainsi qu'à la conférence. Ils auront alors théoriquement le pouvoir d'empêcher un accord qui exige l'unanimité. Mais en prenant la mesure de la tâche organisée leur coopération économique et

monétaire entre eux, en dehors du traité.

La pleine adhésion au projet d'UEM manifestée, vendredi, par M. Helmut Kohl ne peut faire complètement oublier la démarche hésitante des jours précédents. « Il a fallu qu'il clarifie sa position. Il est évident que, depuis le début de la semaine, de sérieux coups de semonce lui ont été adressés. Mais cette périple ne laissera pas de séquelles. Le couple franco-allemand est reparti pour un tour », commentait, samedi soir, M. Delors.

La charte des droits sociaux fondamentaux a été approuvée par onze pays. Cette fois encore, M^{me} Thatcher a marqué sa défiance. Elle résume la charte, a-t-elle expliqué, non pas par désintérêt pour la dimension sociale du marché unique, mais parce que la démarche est trop dirigiste. Elle redoute qu'elle ne suscite une nouvelle vague de réglementations communautaires qui ne pourra qu'entraver l'investissement des entreprises et, par là même, l'activité économique. Le premier ministre britannique a cependant indiqué que le Royaume-Uni participera sans restriction aux débats sur les projets de directives qui présentera la Commission pour assurer la mise en œuvre de la charte.

Cet échange de vues a été l'occasion pour plusieurs chefs de gouvernement de suggérer que les échanges se fassent sur une politique commune de l'immigration et du droit d'asile. M. Mitterrand a apparemment estimé que s'engager dans cette voie était prématuré.

PHILIPPE LEMAITRE

Les étapes de l'UEM

Synthèse des travaux d'une douzaine de banquiers centraux et d'économistes de la Communauté : le rapport Delors a été présenté le 17 avril dernier, puis adopté au sommet de Madrid le 27 juin. Le principal reproche qui lui avait été fait, était de ne pas fixer de date pour l'achèvement de l'union économique et monétaire (UEM). Seul, le lancement de la première étape est fixé au 1^{er} juillet 1990, date de la libéralisation des mouvements de capitaux dans la CEE. Au terme de trois étapes, l'achèvement de l'UEM doit être symbolisé par l'adoption d'une monnaie commune :

— Première étape : il s'agit principalement d'obtenir une plus grande convergence des performances économiques en renforçant la coordination des politiques économiques et monétaires dans le cadre institutionnel existant. C'est au cours de cette étape que doit être préparé, adopté et ratifié le nouveau traité.

— Deuxième étape : dotée d'un nouveau traité, les pays de la Communauté pourront préparer leur véritable union monétaire. Un système européen de banques centrales (SEBC) devrait être créé. Il absorberait les arrangements monétaires existants et approuverait progressivement une politique monétaire commune.

Les monnaies conserveraient leur autonomie, mais leurs cours devraient évoluer de manière parallèle et les réajustements devraient devenir exceptionnels.

— Troisième étape : l'UEM existerait véritablement car les parités des monnaies seraient irrémédiablement fixées, et dès lors une monnaie unique, de préférence l'écu, pourrait être adoptée. Les règles de la Communauté dans les domaines macro-économique et budgétaire deviendraient convergentes. Le SEBC serait seul responsable des interventions sur les marchés et gèrerait l'ensemble des réserves de change.

Les principaux pays ont manifesté d'importantes divergences d'opinion depuis la conception du rapport Delors. Ainsi, les Allemands sont favorables à une approche gradualiste et excluent que l'UEM puisse être réalisée sans la totalité des membres de la Communauté. Les vues du gouvernement de la Bundesbank, M. Karl Otto Pöhl, favorables à une évolution par étapes, semblent d'ailleurs avoir emporté au sein du comité Delors sur celles de son homologue français, M. Jacques De Larosière, qui prônait la création précoce d'un fonds de réserve européen.

F. L.

La charte sociale

Déclaration solennelle n'ayant aucune valeur contraignante, la « charte sociale » adoptée à onze a surtout une signification symbolique et constitue l'une des priorités de la présidence française. Ainsi que l'ont rappelé plusieurs chefs de gouvernement, elle donne une « dimension sociale » aux objectifs économiques de la Communauté européenne dans la perspective du marché unique. Ce document de principe devrait être complété par un programme d'action qui sera préparé par la Commission.

Intitulé « Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs », le texte comprend vingt-neuf articles d'orientation générale à appliquer « selon les modalités propres à chaque pays » et destinés à déboucher un futur droit social européen.

Il passe donc en revue tous les thèmes indispensables : les conditions de vie et de travail (durée et aménagement du temps de travail, repos hebdomadaire, congé annuel payé et contrat de travail), la « libre circulation des travailleurs », le droit à une rémunération « équitable » pour avoir un niveau de vie « décent », ou le droit à une protection sociale « adéquate ». Il reconnaît bien sûr la liberté d'association des employeurs et des travailleurs et ouvre la possibilité de la signature de conventions collectives européennes. Enfin, il recommande des mesures pour les personnes exclues du marché du travail, se déclare en faveur du droit à l'information et à la formation professionnelle ainsi que pour l'égalité professionnelle.

A. L.

L'acceptation des Douze

Suite de la première page

Le chancelier Kohl a donné, vendredi, le gage que telles ne sont pas ses intentions. L'union économique et monétaire implique, en effet, des transferts de souveraineté beaucoup plus importants que tous ceux auxquels la Communauté a procédé depuis sa création.

En outre, étant données l'actuelle suprématie du mark et la belle indépendance des institutions monétaires ouest-allemandes, c'est la République fédérale qui, dans cette affaire, risque de laisser des plumes.

L'engagement que l'on attendait du chancelier Kohl était présenté comme un test de sa bonne foi européenne. C'est aussi un acte de courage, car le projet est impopulaire dans de larges secteurs de l'opinion allemande qui recourent son électeur.

L'épreuve de vérité imposée au chancelier a consisté aussi à lui faire clarifier ses positions, jugées sous certains aspects ambiguës, lors du déjeuner et du dîner des Douze, vendredi. Il savait que certains de ses partenaires n'avaient pas apprécié de n'être pas informés au préalable du plan en dix points sur l'unité allemande qu'il a présenté le 28 novembre au Bundestag.

Il savait aussi que les mêmes, médiant leurs voix à celle de M. Gorbatchev, lui reprochaient de n'avoir pas évoqué dans ce plan la question des frontières, c'est-à-dire de n'avoir pas donné de garanties sur l'intégrité de la frontière entre la RDA et la Pologne. C'était le cas pour M. Mitterrand, mais aussi pour M. Andreatti et pour M^{me} Thatcher, qui le questionna avec une particulière opiniâtreté.

La ligne Oder-Neisse

Ces propos de table des Douze ne font traditionnellement pas l'objet de comptes rendus détaillés. Mais il semble que le chancelier se soit prêté de bonne grâce à ce jeu de la vérité, qu'il avait lui-même le souci de dissiper les malentendus et qu'il y est parvenu notamment à propos de la ligne Oder-Neisse. Il aura été, si l'on en juge par les échos de ces conversations, plus net dans ce huis clos avec ses partenaires qu'il n'a jamais voulu l'être jusqu'à présent en public.

Ces malentendus, de même que les atermoiements du chancelier à propos de l'union monétaire, avaient sensiblement détérioré ces dernières semaines la qualité des relations franco-allemandes. La bonne entente paraît avoir été restaurée vendredi.

Il était grand temps en tout cas d'assainir l'atmosphère, comme l'a montré par exemple le débat sémantique auquel se sont livrés de leur côté vendredi après-midi les fonctionnaires des ministères des affaires étrangères pour mettre la dernière main à un projet de déclaration sur l'Europe de l'Est. Les Allemands avaient demandé que

soit inclus dans ce texte un paragraphe disant que les Douze recherchent « un état de paix en Europe dans lequel le peuple allemand retrouve son unité à travers l'autodétermination ».

Les Italiens, dans leur grand souci de ne pas peiner M. Gorbatchev, ne voulaient pas que figure le terme « autodétermination » et bagarrent un moment avec une vague complexité française. C'était tout simplement manquer au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et être en cela plus royaliste que le roi du Kremlin lui-même. Les Italiens durent renoncer moyennant des aménagements du texte qui précise que ce droit des Allemands à l'autodétermination doit « s'exercer » dans un contexte de dialogue et de coopération Est-Ouest, et qu'il « se situe dans la perspective de l'intégration communautaire », autrement dit qu'il n'est pas un droit absolu.

Deux débats séparés

A aucun moment les chefs d'Etat et de gouvernement présents ne donneront l'impression qu'ils mettraient entre les mains du chancelier une sorte de marché en vertu duquel ils auraient échangé leur compréhension bienveillante pour l'unité allemande contre son engagement pour l'union monétaire. Les deux questions ont été traitées séparément. Elles n'en sont pas moins liées sur le fond. M. Kohl a beaucoup donné puisqu'il a fait passer ses convictions européennes avant des intérêts nationaux et avant ses intérêts électoraux. Le moins qu'il en est en droit d'attendre maintenant est qu'on lui donne des marques claires de confiance.

Les chefs d'Etat et de gouvernement n'avaient plus, samedi matin, qu'à approuver les diverses déclarations politiques dont la préparation s'est achevée dans la nuit. Outre celle qui porte sur l'Europe de l'Est, prodige des encouragements à M. Mikhail Gorbatchev, prime le changement dans la stabilité et défend le droit à l'autodétermination sous conditions des Allemands, d'autres déclarations sont consacrées au Moyen-Orient et au Liban, à l'Afrique australe et à l'Amérique centrale.

Les Douze devraient encore parler de l'Europe de l'Est, et notamment de la politique à mener envers la RDA où M. Mitterrand devrait se rendre avant la fin de la présidence française de la Communauté. Ils approuveront formellement un accord — que M. Roland Dumas présentait vendredi soir comme acquis — sur les trois propositions faites par M. Mitterrand en matière d'aide à l'Est : création d'une banque d'investissements pour l'Europe de l'Est, une fondation européenne pour la formation et accès des ressortissants d'Europe de l'Est aux programmes de formation de type Erasmus.

Le bilan pour la présidence française est donc très consistant.

CLAIRE TRÉAN

Clôture du douzième round des négociations de Genève

Américains et Soviétiques ont conclu deux accords sur le contrôle des armements nucléaires

Américains et Soviétiques ont conclu à Genève deux accords de vérification expérimentale, l'un sur les bombardiers lourds et l'autre sur les missiles balistiques. Un troisième accord pourrait être conclu prochainement sur le contrôle des ogives de missiles balistiques.

Genève (AFP). — Clôture du douzième round de négociations sur les armes nucléaires et spatiales qui, commencé le 29 septembre, a pris fin vendredi 8 décembre, les chefs des délégations américaine et soviétique, MM. Richard Burt et Loui Nazarkine, ont tenu leur première conférence de presse commune et signé l'un de ces accords en présence des journalistes.

Les deux parties sont convenues de procéder à des démonstrations réciproques des procédures de vérification permettant de faire la distinction entre les bombardiers lourds équipés de missiles de croisière et ceux qui ne le sont pas. De même, elles exhiberont l'une et l'autre les techniques d'identification des missiles balistiques, un procédé baptisé « Tagging » (étiquetage). Celui-ci permettra, a expliqué M. Burt, de disposer, à quelque sorte, de « l'empreinte digitale » de chacune de ces armes, et donc d'établir une identification individuelle. De tels essais devraient aider à mettre au point les dispositions définitives d'un

traité START et des procédures de contrôle.

Autre résultat de ce douzième round de négociations : les États-Unis ont formellement levé leur opposition à l'inclusion des missiles mobiles dans les discussions, et les Soviétiques ont accepté de se rendre, dans les jours qui viennent, en visite dans deux laboratoires américains, où se poursuivront les recherches liées au déploiement d'un bouclier spatial (initiative de défense stratégique). A ce propos, fait-on valoir du côté américain, l'URSS a certes renoncé au lien formel qu'elle établissait entre la conclusion d'un traité START sur les armements offensifs et un accord sur les armes défensives, mais elle a fait un pas en arrière en reconnaissant le droit de se retirer d'un accord START si elle en vient à considérer que les Américains ont pris des libertés avec les clauses du traité ABM de 1972 sur les missiles antibalistiques. « Les approches des deux parties sont encore très éloignées l'une de l'autre », a souligné en écho M. Nazarkine.

Le treizième round des négociations nucléaires et spatiales se tiendra en février. Il aura été précédé, en janvier, d'une nouvelle rencontre entre M. Baker et le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, qui ont reçu pour instruction, au récent sommet de Malte, d'accélérer la négociation afin que le traité soit pratiquement prêt pour la rencontre de juin prochain entre les deux présidents.



EUROPE

L'accélération des changements en Europe de l'Est

«L'armée n'est pas au service d'un seul parti»
déclare le ministre de la défense est-allemand

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Si des manifestants devaient s'en prendre aux installations militaires de la RDA, comme ils l'ont fait déjà pour certains locaux de la police secrète (la STASI), ce serait une action autrement plus irresponsable et, donc, autrement plus grave, dès lors qu'ils parviendraient à s'emparer par la force de matériels — des armes et des munitions — représentant un danger pour les citoyens est-allemands et pour l'armée chargée de les protéger. C'est en substance l'avertissement lancé, vendredi 8 décembre, par le ministre est-allemand de la défense, l'amiral Theodor Hoffmann qui recevait — pour la première fois depuis la création de la RDA il y a quarante ans — des journalistes français chargés des problèmes de défense.

« Nous n'avons rien à cacher mais on ne s'envie pas dans une guerre civile l'autorisation spécifique de délivrer par la Chambre du peuple à laquelle l'armée est constitutionnellement subordonnée », a expliqué l'amiral Hoff-

mann. Le ministre a laissé sans réponse une question concernant l'attitude de l'armée nationale populaire est-allemande (NVA) en cas d'action contre des installations de l'armée soviétique en RDA. Des informations de source ouest-allemande ont fait état, sans la dater précisément, de l'entrée de manifestants est-allemands dans un centre soviétique d'écoute des transmissions de l'OTAN à la frontière des deux Allemagnes. L'amiral Hoffmann n'a ni démenti ni confirmé cette information rapportée par l'*International Herald Tribune* du 8 décembre (le Monde du 9 décembre).

« Je dois confesser, a expliqué le ministre est-allemand de la défense, qu'il existe dans notre pays une situation compliquée. Les nerfs sont tendus et, dans un tel contexte, on ne peut pas exclure des actions imprudentes et irréversibles de la part d'éléments qui ne seraient pas seulement extérieurs au pays. A ce jour, il n'y a pas eu d'agressions contre des casernes de la NVA. Mais, nous militaires, nous sommes inquiets parce qu'il peut y avoir des actions

imprudentes, comme des effractions pour vols d'armes et munitions. »

L'amiral Hoffmann a précisé que les informations dont il disposait ne lui permettaient pas de conclure sur l'existence d'un mouvement de s'en prendre aux installations de la NVA. « Mais certains citoyens de notre pays, n'ont pas hésité à faire allusion à des militants du Nouveau Forum, cherchant à inspecter des locaux militaires. Nous sommes prêts à ouvrir nos installations avec l'accord de la Chambre du peuple. Nous n'avons rien à cacher et, dans nos casernes, il n'y a aucun matériel qui soit dirigé contre la population de notre pays. »

A plusieurs reprises, le ministre est-allemand de la défense a insisté sur l'idée que « la NVA est ouverte à tous les citoyens de la RDA et à leurs différentes organisations ». « Nous sommes une partie du peuple de la RDA », a expliqué l'amiral Hoffmann avant d'indiquer que « nous ne sommes pas au service d'un seul parti, mais de toute la population de la RDA ».

JACQUES ISNARD

La longue nuit
du PC de Berlin-Est

Suite de la première page

Partagés entre l'envie de se montrer révolutionnaires et la difficulté de changer de comportement, nombre de députés ont laissé transparaître un découragement devant une situation qui échappe en grande partie à leur contrôle. Même si la grande majorité d'entre eux sont des nouveaux venus, il n'est pas facile en quelques semaines de transformer un parti entièrement contrôlé d'en haut, habitué à recevoir et à répéter des ordres, en un parti d'initiatives, d'idées.

Dissolution
refusée

Après avoir accepté d'ouvrir le congrès à la presse, les députés n'ont cessé de manifester à son égard leur hostilité, applaudissant bruyamment dès que l'on demandait aux journalistes d'interrompre l'interview des dirigeants et de regagner leur place à l'issue des interruptions de séance.

La presse a fini par être prise comme bouc émissaire au milieu de la nuit et prise de vider les lieux alors que l'on se disputait dans les rangs sur la manière de poursuivre les débats.

Ceux-ci ont fait ressortir l'énorme pression qui pèse actuellement sur les militants du parti. Tel député est venu dire que dans son circonscription le parti avait dû se retirer sous la menace de grèves. Tel autre que si l'on n'était pas capable de s'entendre sur des décisions concrètes, il ne serait pas à même de regagner lundi son poste de travail tant la déception des gens serait grande. Tel autre enfin avouait sa peur de se déclarer encore membre du parti dans son entreprise, affirmant que ses collègues avaient cessé de lui adresser la parole.

Certains auraient souhaité des solutions beaucoup plus radicales. Un député d'Erfurt est venu proposer la dissolution pure et simple du parti. Il s'est fait accueillir par des sifflets. La proposition, qui reflète néanmoins un courant encore minoritaire, a été repoussée dans la nuit par la Chambre. Le premier ministre, M. Hans Modrow, était lui-même intervenu avec véhémence, à la reprise des travaux à huis clos, contre une telle extrémité, affirmant que son gouvernement avait besoin de l'appuyer sur un parti en état de fonctionnement pour poursuivre les réformes.

M. Gysi : un avocat présent
sur tous les fronts

M. Gregor Gysi, le nouveau président de l'ex-Parti socialiste unifié d'Allemagne, était encore un total inconnu en politique il y a deux mois seulement, alors qu'éclataient les premières manifestations qui allaient balayer l'ancien régime communiste. A quarante et un ans, cet avocat brillant avait pourtant déjà fait parler de lui. Il présidait l'Union des avocats de RDA et passait pour avoir de bonnes relations avec l'Eglise protestante. Son père avait d'ailleurs, pendant de longues années, été secrétaire d'Etat aux affaires religieuses, avant d'être contraint de quitter son poste l'année dernière.

Beaucoup
de naturel

Face à un homme de terrain comme M. Berghofer — maire de Dresde, dont la candidature avait été envisagée — M. Gysi est, lui, davantage un intellectuel. On l'a souvent vu ces dernières semaines prendre part à des discussions, des débats publics au milieu de membres de l'opposition et d'artistes contestataires de l'ancien régime. Il était ainsi présent lors du débat organisé à l'issue du récépissé dimanche dernier à Berlin-Est par le chanteur Wolf Biermann, qui retrouvait la RDA après treize ans d'exil. Il a toujours eu un rapport très à l'aise avec les principaux leaders nationaux des groupements politiques apparus ces derniers mois. C'est lui, avec M. Berghofer, qui représentaient le parti vendredi à la table ronde ré-

nissant les communistes, leurs anciens alliés du bloc national et l'opposition.

Dans les couloirs, entre deux interviews à la presse, M. Gysi se montrait volontiers et avec beaucoup de naturel en grande conversation avec les représentants de ces mouvements d'opposition, dont il semble d'une certaine manière beaucoup plus proche que des politiciens plus traditionnels des anciens satellites du Parti communiste, les chrétiens démocrates, libéraux démocrates et autres.

M. Gysi avait été délégué dimanche dernier lors de la constitution du groupe de travail chargé de préparer le congrès extraordinaire du parti pour diriger l'enquête interne sur les abus de pouvoir de l'ancienne direction communiste. On l'a vu cette semaine sur tous les fronts à la fois. Son intervention vendredi soir à la tribune du congrès s'en partie déçu certains délégués qui auraient souhaité un discours plus ferme. Habitué des prétoires fustigés de la RDA, homme de nuances, M. Gysi a tenu jusqu'à ses collaborateurs les plus directs en improvisant totalement son discours à la tribune.

Remarquablement doué, il lui manque encore de toute évidence une expérience politique qu'il ne devrait pas avoir de difficultés à acquérir si on lui en laisse le temps.

H. de B.

Information judiciaire
contre l'ancien
numéro un de RDA
M. Erich Honecker

Berlin-Est. — La justice est-allemande a annoncé, vendredi 8 décembre, l'ouverture d'une information judiciaire contre l'ancien numéro un de la RDA, sous l'accusation d'abus de pouvoir et corruption.

Le procureur général de la RDA, M. Peter Przybylski, accuse M. Honecker, dix-sept ans, d'avoir ainsi porté lourdement atteinte à l'économie du pays et de s'être personnellement enrichi.

Des informations judiciaires, sous les mêmes chefs d'accusation, ont également été ouvertes contre cinq anciens hauts responsables de la RDA, dont l'ex-premier ministre Willy Stoph et l'ex-ministre de la sécurité d'Etat Erich Mielke, a ajouté l'agence ADN.

Quatre des personnes accusées ont été incarcérées : MM. Mielke et Stoph, ainsi que MM. Günther Kleiber, ancien vice-chef du gouvernement, et Werner Krollowski, ancien secrétaire du comité central du Parti communiste (SED) pour l'agriculture. — (AFP.)

qu'il ne s'agissait pas de mettre la charrue avant les bœufs. L'élection du comité directeur et du nouveau président du parti n'a pas lui non plus donné lieu à de réels débats.

Les listes de candidats à la direction avaient été arrêtées d'avance par les conférences régionales de députés, et il n'y a eu que quelques candidats en plus du nombre prévu de membres du comité directeur. L'avocat Gregor Gysi a été de la même manière le seul candidat pour la présidence. Le maire de Dresde, M. Wolfgang Berghofer, qui a présidé les débats au cours de la nuit et qui passait pour l'un des candidats les plus sérieux, avait renoncé par avance à se présenter contre M. Gysi. Dans son discours à l'ouverture du congrès, ce dernier s'est prononcé avec force pour une rupture radicale avec le passé stalinien de la RDA.

Avec des accents qui rappelaient certains débats socialistes en France à la fin des années 70, il a revendiqué une « troisième voie », socialiste entre les errements du passé et une domination par le « complexe militaire-industriel international ». « Notre combat, a-t-il dit, va être contre toutes les structures monopolistiques de domination, que ce soit dans l'économie, la politique, la vie intellectuelle. Cette troisième voie vers le socialisme que nous voulons se caractérise par une démocratie radicale, l'état de droit, l'humanisme, la justice sociale, la protection de l'environnement, l'égalité de la femme. Il ne s'agit pas de changer la tactique, nous voulons un nouveau parti », a proclamé M. Gysi avec force sous les acclamations de la salle.

Le nouveau président du parti a également rappelé que les enquêtes sur les abus de pouvoir et les privilèges des dirigeants seraient menées jusqu'au bout. Il a également défendu la dissolution de l'ancien ministère de la sécurité d'Etat (Stasi). Il s'est prononcé pour la suppression des « groupes de combat » de la classe ouvrière, que le gouvernement avait déjà décidé en début de semaine de décamer.

De son côté, M. Modrow, le premier ministre, auquel il était revenu de prononcer la première allocution du congrès, a consacré celle-ci à un plaidoyer en faveur de l'existence de « deux Etats allemands ». « Stabilisons ce pays en toute souveraineté. Ne nous laissons pas acheter par la République fédérale. La réunification n'est pas à l'ordre du jour », a-t-il proclamé en soulignant le danger d'un « chauvinisme grand-allemand ».

Il a rappelé qu'il était prêt à un renforcement considérable de la coopération avec l'Allemagne fédérale et a indiqué que, si l'on pouvait avancer dans la voie de structures fédérales, tout autre perspective concernant l'avenir des deux Allemagnes devait être laissée pour le futur.

HENRI DE BRESSON

Le comité central du PC soviétique
s'est réuni en session plénière

Une session plénière du comité central du PC soviétique s'est réunie samedi 9 décembre à Moscou. Selon l'agence Tass, ce plénum devait notamment entendre un rapport de M. Rykov sur les « mesures d'assainissement économique » et la mise au point du plan quinquennal 1991-1995, et discuter de la création d'un bureau spécial du parti pour la fédération de Russie.

Selon des sources communistes citées par l'AFP, on s'attendait, à l'occasion de ce comité central, à une offensive des « orthodoxes » contre la politique de M. Mikhaïl Gorbatchev. Ce plénum se réunissait alors que le vieux ordre socialiste en second dans les pays de l'Europe de l'Est et que ces bouleversements poussaient les réformateurs en URSS à intensifier leur campagne pour la légalisation du multipartisme et l'abandon du rôle dirigeant du parti, fixé par l'article 6 de la Constitution. Tandis que la Pravda admettait, dans un éditorial publié vendredi, que « n'importe quelle disposition constitutionnelle, y compris l'article 6, peut faire l'objet de réévaluation, de modification, ou même d'abrogation », l'organe du parti affirmait que « cela doit être fait dans le cadre du réexamen radical et constructif de l'ensemble de la loi fondamentale » et mettait en garde contre l'« émotion » et les « appels irresponsables ».

A ce propos, une réunion du comité du parti pour la ville de Moscou, tenue vendredi, a condamné l'appel à la grève comme « une pression inadmissible » exer-

cée sur le Congrès des députés. Condamnant également « la prolifération des rumeurs qui ont pour objectif d'introduire la scission au comité central », le comité de Moscou appelle « le bureau politique à se montrer ferme dans cette situation difficile, à faire preuve de sang-froid et à ne pas prendre des décisions hâtives et irréfléchies ».

Non content de donner pour la première fois des conseils à l'instance dirigeante du parti, le comité moscovite affirme que « la perestroïka a été mal préparée dans les domaines idéologiques et a eu pour résultat la diminution de l'influence de la vision communiste du monde et des idéaux socialistes ». Il regrette également « les mesures hâtives » prises pour la réforme économique, qui ont conduit à « l'état actuel de l'économie ». M. Lev Zaïkov, membre du politburo, qui a récemment abandonné la direction du parti à Moscou pour devenir premier vice-président du conseil de défense, assistait à cette session.

A Leningrad, plus de 40 000 personnes se sont réunies mercredi soir pour « soutenir la perestroïka » et protester contre un meeting conservateur qui s'était tenu au même endroit le 22 novembre à l'appel du Parti communiste local, a rapporté vendredi la *Komsomolskaya Pravda*. Le premier secrétaire du parti pour la région et la ville de Leningrad, M. Boris Guidaspov, y a pris la parole, « mais sa voix était couverte par les hurlements de la foule qui scandait : à la retraite, à la retraite ! », a précisé l'organe des Jeunesses communistes. M. Guidaspov s'était fait remarquer ces derniers temps par plusieurs interventions de sens conservateur dans la presse. — (AFP.)

Remaniement à la tête du PC bulgare

M. Jivkov est exclu du comité central

Sofia (AFP). — Un plénum spécial du comité central du PC bulgare a exclu de ses rangs, vendredi 8 décembre, M. Todor Jivkov, et procédé à un profond remaniement du bureau politique, dont il a chassé quatre partisans de l'ancien régime. L'ancien limogé le 10 novembre dernier de son poste de secrétaire général du PC et de chef de l'Etat. Ces décisions renforcent la position du nouveau numéro un, M. Petar Mladenov, et donnent des gages à l'opposition extra-parlementaire qui avait sévèrement critiqué les quatre personnes qui viennent d'être exclues de l'instance dirigeante du parti.

Le comité central a accablé Todor Jivkov en retirant les « honneurs » qui lui avaient été accordés le 10 novembre dernier « pour son travail pendant trente-cinq ans à la tête du parti » et en dénonçant sa « culpabilité » pour les « déformations » dans le passé et ses responsabilités dans la situation actuelle de la Bulgarie.

Yordan Yotov, soixante-neuf ans, responsable pour l'idéologie, Pentcho Koubadinski, soixante-douze ans, président du Front de la patrie (la plus grande organisation de masse) et l'un des responsables de la bulgarisation des noms de la minorité d'origine turque, Ivan Panev, cinquante-six ans, secrétaire du comité urbain du parti à Sofia, ont perdu leurs fonctions au bureau politique.

Mais l'exclusion la plus remarquée du bureau politique est celle de Natcho Papazov, soixante-huit ans, élu seulement le 16 novembre dernier membre du bureau politique et secrétaire du comité central. Il paie son impopularité auprès de l'opinion publique bulgare qui lui reproche d'avoir calomnié et exclu du parti, sous la pression de Todor Jivkov, le journaliste Georgui Tambouev, qui avait critiqué la corruption dans le parti. Deux autres anciens partisans de Todor Jivkov, Grigor Stoitichkov et Georgui Yordanov, membres suppléants du bureau politique, ont également été exclus. Yordanov a été témoin de mariage de Vladimir Jivkov, fils de l'ancien numéro un, et Stoitichkov est tenu pour responsable de la désastreuse politique économique menée sous Todor Jivkov.

Alexandre Ilkov, cinquante-six ans, limogé par Jivkov en 1983, retrouve en revanche ses fonctions de membre du bureau politique et de secrétaire du comité central. Il réalise la percée la plus spectaculaire puisqu'il n'était même plus membre du comité central. Le ministre des finances, Belcho Belchev, cinquante-sept ans, est le second nouveau au bureau poli-

tique, qui comprend désormais huit membres dont cinq nouveaux, nommés soit le 16 novembre, soit vendredi.

Deux anciens de la vieille garde demeurent au bureau politique mais ce sont des proches de Petar Mladenov. Il s'agit de Gucoorgui Atanasov, cinquante-six ans, fidèle soutien du nouveau chef du PC bulgare et du ministre de la défense, et de Dobri Djourov, soixante-treize ans, figure populaire en Bulgarie car il a été le seul à s'opposer de temps en temps à Todor Jivkov.

Petar Mladenov peut maintenant, avec cette nouvelle équipe qui lui est entièrement acquise, s'attaquer aux problèmes politiques et économiques de la Bulgarie au cours d'un autre plénum spécial qui débute lundi prochain à Sofia.

Le nouveau
bureau politique

Voici la liste des membres de plein droit du nouveau bureau politique :

— Petar Mladenov, cinquante-trois ans, secrétaire général depuis le 10 novembre dernier, membre du BP depuis 1977, ministre des affaires étrangères depuis 1971.

— Andreï Loukanov, cinquante et un ans, membre du BP depuis le 16 novembre dernier, secrétaire du CC, ministre du commerce extérieur depuis 1987.

— Alexandre Liov, cinquante-six ans, nouveau membre du BP depuis vendredi, membre du BP et secrétaire du CC jusqu'en 1983 lorsqu'il avait été limogé par Jivkov.

— Mintoche Iovtchev, quarante-sept ans, membre du BP depuis le 16 novembre dernier, premier secrétaire du parti à Haskovo (sud-est de la Bulgarie) depuis 1987.

— Pantelei Patchov, cinquante ans, membre du BP depuis le 16 novembre dernier, premier secrétaire du parti à Plovdiv (sud de la Bulgarie) depuis 1987.

— Georgui Atanasov, cinquante-six ans, membre du BP et président du conseil des ministres depuis mars 1988.

— Dobri Djourov, soixante-treize ans, membre du BP depuis 1977, ministre de la défense depuis 1982.

— Belcho Belchev, cinquante-sept ans, nouveau membre du BP depuis vendredi, ministre des finances de 1976 à 1987 puis successivement ambassadeur de Bulgarie en Yougoslavie et ministre des finances depuis le 17 novembre.

AMÉRIQUE

L'URSS fait un pas
en direction des Etats-Unis

PROCHE-ORIENT

Le général Aoun peut rester
à la tête du Liban, mais pas l'empêcher

M. S. H. Hoss

AFRIQUE DU SUD

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

Démocratie

AMÉRIQUES

A propos de l'Amérique centrale

L'URSS fait un pas en direction des Etats-Unis

Alors que, la veille, M. Fidel Castro avait protesté contre le « chantage » des Etats-Unis à l'égard de l'URSS, pour que celle-ci exerce des pressions sur Cuba et le Nicaragua, Moscou a fait, vendredi 8 décembre, un pas en direction de Washington à propos de l'Amérique centrale. En effet, l'URSS a demandé notamment l'arrêt de l'assistance militaire aux mouvements rebelles, un sorte d'avertissement discret à ses deux alliés dans la région, le Nicaragua et Cuba ; c'est du moins ce qu'estiment les observateurs à Moscou.

Le gouvernement soviétique a rendu publique une déclaration dans laquelle il se prononce à nouveau pour un règlement politique dans cette région en soulignant « le besoin de plus en plus évident de mesures urgentes et effectives pour normaliser la situation ». L'Amérique centrale avait été le seul sujet qui avait conduit MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev à exprimer des positions nettement divergentes pendant le sommet de Malte le week-end dernier. M. Edouard Chevardnadze a révélé vendredi, dans une interview à l'agence espagnole EFE, reprise par l'agence Tass, qu'il avait eu de nouvelles consultations à ce sujet, après Malte, avec le secrétaire d'Etat James Baker. Les Américains avaient dit que les livraisons de Cuba et du Nicaragua aux gu-

illeros salvadoriens continuaient, en dépit des assurances données à Moscou.

« Le dialogue continue, il n'est pas facile mais sérieux et constructif », a déclaré M. Chevardnadze. « L'Union soviétique a non seulement proposé d'arrêter les livraisons d'armes aux pays d'Amérique centrale mais a également suspendu ses livraisons au Nicaragua », affirme la déclaration gouvernementale.

M. Chevardnadze a ajouté : « Un règlement en Amérique centrale est inconcevable sans la plus stricte supervision internationale avec la participation des Nations unies et de l'Organisation des Etats américains. »

Le ministre semble ainsi donner raison au président George Bush. La première réaction de Washington a cependant été négative. « Nous ne sommes pas intéressés par ce qui mettrait sur le même plan les intérêts des Etats-Unis et de l'Union soviétique en matière de sécurité », en Amérique centrale, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher. En acceptant que l'URSS soit le garant d'un accord, les Etats-Unis consacraient en effet son influence dans la région, ce qu'ils ont toujours refusé. — (AFP.)

SALVADOR : Alors que les combats continuent

L'état de siège est prolongé d'un mois

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

L'Assemblée législative s'est prononcée à l'unanimité, vendredi 8 décembre, en faveur de la prolongation pour un mois de l'état de siège décrété le lendemain de l'offensive générale déclenchée le 11 novembre par la guérilla. A quelques heures de l'ouverture, dimanche au Costa-Rica, de la réunion extraordinaire des cinq présidents d'Amérique centrale, les escarmouches se poursuivaient dans la périphérie nord de la capitale salvadorienne, mais les combats ont très nettement perdu de leur intensité, les rebelles poursuivant leur repli sur les flancs des volcans San-Salvador et Guazapa, à quelques kilomètres à peine de San-Salvador.

« Il s'agit d'un repli tactique, affirme un dirigeant de la guérilla, rencontré un plus tôt au Nicaragua. Les villes, et surtout San-Salvador, sont désormais nos principaux objectifs, car c'est là que se trouvent la tête et la virgine de l'ennemi. Nous avons obligé l'armée à concentrer l'essentiel de ses forces sur la capitale. »

« Le FMLN a prouvé qu'il n'y avait pas de solution au conflit sans un accord politique avec lui », constate de son côté M. Ruben Zamora, un des rares dirigeants de gauche, qui ose encore s'exprimer publiquement. Selon M. Zamora, la pression internationale va être déterminante pour obliger le président Alfredo Cristiani (droite) à négocier. « Cristiani est dans une position assez difficile que la nôtre. Sa marge de manœuvre est très réduite, et s'il ne livre pas à la justice les assassins des Jésuites [les six universitaires de l'Université d'Amérique centrale massacrés par les Escadrons de la mort, le 16 novembre], sa carrière politique risque d'être de courte durée. »

La justice semble en revanche beaucoup plus efficace, voire expéditive, pour traiter les cas de nombreuses personnes soupçonnées d'avoir aidé la guérilla. M. Jennifer Casolo, jeune Américaine de vingt-huit ans, arrêtée le 25 novembre après la découverte d'un véritable arsenal enterré dans le jardin de sa résidence, a été inculpée vendredi. Un pasteur évangéliste espagnol, Luis Serrano, et d'autres étrangers liés à des Eglises sont également détenus. L'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Rosa Chavez, a évoqué « le climat de persécution contre l'Eglise catholique et les autres religions » poussant ainsi de nombreux Salvadoriens à se terrer ou à s'exiler.

BERTRAND DE LA GRANGE

ASIE

PHILIPPINES

La manifestation de soutien à M^{me} Aquino a rassemblé trois cent mille personnes à Manille

Tandis que le dernier carré de rebelles retranché dans la base de Mactan, près de la ville de Cebu, faisait sa soumission samedi 9 décembre, un attentat à la grenade provoquait deux morts et quinze blessés dans les locaux de la grande poste, à Manille. Il a été annoncé d'autre part que pendant leur occupation du quartier des affaires de capitale, les rebelles ont assassiné deux employés de la compagnie des téléphones.

MANILLE

de notre envoyé spécial

Sous la statue de la Vierge, le cardinal, l'armée fidèle, le jeune du « pouvoir du peuple » de 1986 qui porta M^{me} Aquino au pouvoir, la foule, estimée à trois cent mille personnes. Tout était là. Manquait l'enthousiasme. La grand-messe au sanctuaire des Héros de EDSA, cette avenue où, en février 1986, se massa la foule formant un rempart humain autour des soldats rebelles de l'époque, fut néanmoins l'occa-

sion de réaffirmer un soutien populaire à M^{me} Aquino, vingt-quatre heures après l'échec du dernier putsch militaire visant à la renverser.

Sûre d'elle, tour à tour acerbe et émue, M^{me} Aquino passa à la contre-attaque, s'en prenant sans ménagement aux trois personnalités soupçonnées d'avoir été dans l'ombre de ce dernier coup de force : le sénateur Enrile, ancien ministre de la défense, M. Salvador Laurel, vice président, et le propre cousin de la présidente, M. Eduardo Cojuangco, le plus puissant des « barons » du régime Marcos, revenus aux Philippines quelques jours avant le coup. M^{me} Aquino a annoncé qu'une commission spéciale allait enquêter sur leur cas.

Dans son homélie, le cardinal Sin, archevêque de Manille, avait appelé les Philippines à s'unir derrière « celle qui avait montré la voie de la démocratie », mettant en garde contre la « catastrophe imminente » et le risque d'une « ruine économique ». La nouvelle et encore embryonnaire pugnacité de M^{me} Aquino, soutenue par l'Eglise, est-elle le signe que la pré-

sidente entend faire preuve de fermeté ?

Elle vient de proclamer un état d'urgence limité qui peut être évoué en cas de calamité naturelle. Le typhon est sans doute passé, mais non la saison des tornades. Demeurent les problèmes (dégradation de la situation sociale et incapacité du pouvoir d'y remédier), à l'arrière-plan du coup de force. De plus, une partie des mutins (plus d'un millier) et leurs chefs, restent dans la nature. La présidente est en outre sortie un peu plus affaiblie de l'épreuve.

La « reddition » des rebelles qui ont occupé Makati, le centre des affaires de Manille, tenait plus d'une parade de victoire que de la marche de vaincus regagnant, la tête basse, leur cantonnement. Une question de face dans une société fondamentalement « machiste » ? Peut-être. Mais si un côté a perdu la face dans ce « règlement entre soldats », c'est bien le gouvernement, ce qui a été présenté comme de la magnanimité apparaissant davantage comme un signe de faiblesse.

Les mutins ont échoué dans leur tentative de prendre le pouvoir, mais ils ont obtenu par leur démonstration de force dans l'offensive comme dans le repli, un effet psychologique certain. Ils ont établi un rapport de force avec le pouvoir civil comme avec la hiérarchie militaire. Ce putsch sans visage (les vrais chefs sont restés dans l'ombre), sa direction apparemment collégiale, le nombre des hommes qui y ont participé (au bas mot trois mille sont révélateurs d'un fait : les putschistes sont au cœur même des forces armées. Ils peuvent rassembler, estime-t-on, 10 % des militaires).

Tant le général Oscar Florendo, porte-parole des forces armées, que le chef du service de presse de la présidence, M. Adolfo Azcona, reconnaissent que la stabilité reste précaire. « Aussi longtemps que notre cause devra être défendue, nous n'aurons pas perdu », disait, pour sa part, en quittant Makati, le colonel Lim, commandant des rangs. Des propos qui donnent du poids aux rumeurs selon lesquelles il faudrait s'attendre à une deuxième offensive des putschistes.

Une grand-messe et la création d'une commission d'enquête sur les causes du coup de force suffisent-elles à M^{me} Aquino pour remédier à la perte d'autorité et de crédibilité de son gouvernement, contraint de faire appel aux Américains pour rétablir la situation ?

PHILIPPE PONS

INDE : enlèvement de la fille du nouveau ministre de l'Intérieur. — Des militants séparatistes du Cachemire ont enlevé vendredi 8 décembre la fille du nouveau ministre de l'Intérieur indien, M. Mufti Mohamed Sayeed. Ils ont menacé de l'exécuter si cinq de leurs partisans n'étaient pas libérés d'ici dimanche. — (Reuter.)

Océan Indien

COMORES

Les mercenaires ont la tête dure

Bob Denard et sa cohorte de mercenaires font la mauvaise tête et refusent d'obtempérer aux injonctions de Paris et de Pretoria qui les pressent de déguerpir des Comores où, depuis l'assassinat fin novembre du président Ahmed Abdallah, ils règnent en maîtres absolus sans même se dissimuler derrière une couverture locale. Ils savent pourtant que leur aventure est sans issue mais ils veulent, semble-t-il, négocier au mieux leur départ auprès de ceux qui perdant plus de dix ans les ont soutenus.

Tout le monde, aux Comores et en Afrique, s'impacientent. Combien de temps encore cette bande de maîtres européens va-t-elle imposer sa loi dans l'archipel où l'élection présidentielle est, en principe, fixée au 14 janvier ? Et les regards de se tourner éternellement vers la France, l'ancienne puissance coloniale, qui a les moyens de mettre au pas Bob Denard et les siens. Pas facile, cepen-

dant, de raisonner ces têtes brûlées, partagées entre l'appât du gain et la défense d'un idéal fumeux.

Pour l'heure, les autorités françaises s'efforcent de « ménager une porte de sortie honorable » aux mercenaires tout en exerçant sur eux de « fortes pressions ». Elles ont déjà annoncé la suppression de l'aide autre qu'humanitaire aux Comores et n'écarteront à priori aucun moyen pour motiver cette « révolte de sous-offs ». Jusqu'à une intervention militaire en bonne et due forme ? Des hélicoptères Puma ont été transférés de Djibouti sur l'île voisine de Mayotte ; des troupes y sont à pied d'œuvre et des navires croisent dans les parages. Des commandos de marine ont été envoyés à la Réunion, à quelque trois heures de vol, en Transil, de l'éventuel théâtre des opérations. Mieux vaut faire écouler de sa force pour ne pas avoir à s'en servir.

J. de B.

PROCHE-ORIENT

LIBAN

« Le général Aoun peut retarder une solution, mais pas l'empêcher » déclare M. Selim Hoss

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

« La violence n'est pas le moyen pour réunifier le Liban. Nous ne sous-estimons pas la difficulté du problème et le risque sérieux de partition qui menace le pays, mais nous sommes déterminés à tout faire pour l'éviter. Nous avons pour nous le droit, la légitimité et la reconnaissance internationale ». Inquiet sûrement, mais serais, le premier ministre libanais, M. Selim Hoss, refuse de se laisser aller au pessimisme ou à la précipitation. Contrairement à beaucoup de ses alliés notamment au sein de son gouvernement, il croit et il l'affirme : « Le temps est notre allié et pas notre ennemi. Beaucoup de choses peuvent être faites [pour isoler le général Aoun] et nous devons utiliser tous les moyens légaux et pacifiques dont nous disposons pour mettre fin à cette situation normale. Le plus tôt sera le mieux pour les Libanais », dit-il avant d'ajouter : « Le général Aoun peut retarder la solution et en conséquence prolonger les souffrances du peuple libanais, mais il ne peut pas l'empêcher ».

Sur les mesures politiques, économiques et financières que compte prendre son gouvernement, le premier ministre se veut discret, mais chacune d'elles est étudiée de très près avec le souci de ne pas heurter la population du camp chrétien, aujourd'hui rassemblée majoritairement autour du général Aoun.

Cet homme déterminé mais patient, habitué des situations difficiles, et qui jouit de beaucoup de respect dans la société chrétienne (par tradition, le premier ministre est un musulman sunnite), ne veut pas même presser le chef de file des modérés chrétiens, M. Georges Saadé, de participer effectivement à son gouvernement. Là aussi, pense-t-il, il faut attendre pour que sa venue soit mieux comprise et acceptée à l'Est (chrétien).

Quelle aide attend-il du triumvirat arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) dont les ministres des affaires étrangères ont entamé, samedi 9 décembre, une tournée à Damas, à Bagdad et au Vatican ? « L'essentiel du travail doit être fait par nous », répond M. Hoss, avant d'ajouter que, en cas de difficultés, son gouvernement doit défi-

nir et demander précisément ce qu'il veut au triumvirat. « La tournéa en cours est la bienvenue », dit-il à cet égard.

Celle-ci devrait consister, notamment à Bagdad, à Paris et au Vatican, à clarifier les positions de ces capitales à propos de la nouvelle légalité libanaise. On affirme à ce propos que Bagdad continuerait à fournir une certaine aide financière au général Aoun et que le Vatican, dont l'influence est déterminante sur l'Eglise maronite, n'a toujours pas plus reconnu le président Hraoui qu'il ne l'avait fait pour René Moawad.

FRANÇOISE CHIPAUX

AFRIQUE DU SUD Découverte d'un complot d'extrême droite

Johannesburg (AFP). — Le président Frederik De Klerk, plusieurs membres du gouvernement et des religieux du Mouvement anti-apartheid figurant sur une liste de personnalités à abattre trouvée par la police après l'arrestation de cinq activistes d'extrême droite, a annoncé, vendredi 8 décembre, la police sud-africaine.

Les cinq hommes projetaient d'assassiner simultanément le chef de l'Etat, le ministre des affaires étrangères, M. « Pk » Botha, celui de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, et celui de la défense, le général Magnus Malan, a déclaré à la presse un responsable de la police. L'archevêque anglican du Cap, Desmond Tutu, et le révérend Allan Boesak, chef de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, deux personnalités de premier rang du mouvement anti-apartheid, figuraient également sur la liste.

Les personnes arrêtées sont soupçonnées d'avoir formé un commando scissionniste du Mouvement de résistance afrikaner (AWB, extrême droite) d'Eugène Terre Blanche. La police a découvert des caches d'armes, de munitions et d'explosifs.

CANADA Un accord en faveur des Inuits

Une entente tripartite a été conclue, jeudi 7 décembre, à Ottawa pour régler la revendication territoriale des quelque 17 000 Inuits (esquimaux) du Grand Nord canadien. Cet accord conclu entre le gouvernement fédéral, celui des territoires du Nord-Est et la fédération Tungvik du Nunavut (FTN) qui représente les Inuits porte sur deux millions de kilomètres carrés. Après dix ans de négociations, les Inuits se voient accorder des droits de propriété en surface sur 225 000 kilomètres carrés et des droits sur le sous-sol de 36 257 kilomètres carrés supplémentaires. Ils obtiennent également une indemnité financière de 580 millions de dollars, des droits sur l'exploitation de la faune et celui de participer aux décisions sur la gestion de la terre. Une entente finale pourrait être signée dans dix-huit mois, après ratification par les trois parties concernées. — (AFP.)

CHINE Délégation surprise américaine à Pékin

Le conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, M. Brent Snowcroft, et le secré-

A TRAVERS LE MONDE

taire d'Etat adjoint, M. Lawrence Eagleburger, sont arrivés samedi 9 décembre à Pékin pour des entretiens avec les dirigeants chinois. Cette visite, qui n'avait pas été annoncée à l'avance, est la première de responsables à ce niveau depuis la répression du « printemps de Pékin » en juin dernier. Selon la Maison Blanche, leur mission officielle est de rendre compte du sommet sino-soviétique de Malte. — (UPI, AFP.)

CHINE : condamnations à mort et tortures. — Deux personnes ont été condamnées à mort et une autre à la prison à perpétuité pour avoir tué un policier pendant la nuit du 3 au 4 juin dernier, alors que l'armée intervenait contre les manifestants de la place Tiananmen à Pékin, a annoncé, vendredi 8 décembre, le quotidien *Pékin-Sol*. Par ailleurs, deux Américains ont publié des témoignages de Tibétains torturés dans des prisons chinoises ; huit d'entre eux, dont cinq moines, ont déclaré avoir été battus et victimes de chocs électriques. — (Reuter, UPI, AFP.)

Le numéro un laotien en visite officielle à Paris. — M. Kaysoné Phommavanh, secrétaire du PC laotien et premier ministre, est attendu lundi 11 décembre à Paris pour une visite officielle de quatre jours en France. Il sera reçu mardi à l'Elysée par le président Mitterrand.

CUBA Incidents à la base américaine de Guantanamo

Aux cris de « Le socialisme ou la mort ! » et « Nous vaincrons ! », des habitants de Calmanera, la ville la plus proche de la base américaine de Guantanamo, ont défilé dans les rues, jeudi 7 et vendredi 8 décembre, pour protester contre la présence de la base et réclamer leur soutien au leader cubain, Fidel Castro.

Jeudi, La Havane avait affirmé que des coups de feu avaient été tirés, à deux reprises, de la base américaine en direction de deux postes cubains situés à la périphérie, et qualifié cette action de « provocation grossière et délibérée ». Les tirs n'auraient fait aucun blessé, mais auraient brisé les vitres. La marine américaine avait, dès le lendemain, opposé un démenti formel, expliquant que le personnel de la base était actuellement engagé dans une série d'exercices trimestriels au cours desquels « des bombes sont larguées et des coups de feu tirés dans une zone destinée à cet effet ».

La base navale de Guantanamo, située à la pointe orientale de l'île, a été cédée aux Etats-Unis en vertu du traité signé en 1903 après l'aide apportée par les Etats-

Unis à Cuba pour mettre fin, cinq ans plus tôt, à l'occupation espagnole.

SOUDAN La justice est désormais libre d'appliquer la charia

Khartoum (AFP). — Le pouvoir judiciaire au Soudan est désormais libre de faire appliquer les sentences rendues selon la loi islamique (charia), d'après une déclaration faite jeudi soir 7 décembre par un membre de la jurte militaire au pouvoir depuis le 30 juin, le colonel Mohammed El Aminé Khalifa.

Cela signifie, selon les observateurs, que toutes les sentences rendues en vertu des lois islamiques de 1983 fondées sur la charia sont désormais applicables. Le code pénal, qui prévoit l'application des hachouks (peines islamiques), comme l'amputation de la main du voleur, n'a jamais été abrogé, mais son application avait été gelée dès le renversement du régime du maréchal Némery, en avril 1985.

Ce gel de l'application des sentences rendues selon le code pénal islamique, fruit d'un consensus politique, avait été respecté par les gouvernements successifs de M. Sedek El Mahdi jusqu'à son renversement le 30 juin.

Aujourd'hui, des milliers de personnes détenues pour vol risquent donc l'amputation, y compris des amputés récidivistes de l'époque du maréchal Némery.

POLITIQUE

Les travaux du Parlement

Le Groupement industriel des armements terrestres va changer de statut

L'Assemblée nationale a adopté, vendredi 8 décembre, en première lecture, par 279 voix contre 240, le projet de loi autorisant le transfert à une société nationale des établissements industriels dépendant du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT), qui réunit les moyens industriels de la direction des armements terrestres. 14 600 personnes travaillent pour lui; son activité principale est la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes complexes (blindés, pièces d'artillerie et munitions). Le Sénat avait adopté ce texte le 9 novembre. Un incident a eu lieu au cours de la discussion: trois ouvriers cégétistes de l'arsenal de Brest ont lancé des tracts dans l'hémicycle. Un millier de manifestants des arsenaux s'étaient rassemblés, en début d'après-midi, autour du Palais-Bourbon.

Le débat sur la transformation en société nationale du GIAT a été la copie conforme de celui qui avait porté, il y a quelques semaines, sur la modification des structures des P et T (poste d'un côté, télécom de l'autre). L'argumentation opposée du gouvernement et du groupe communiste donnait l'impression d'avoir été déjà entendue.

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'est défendu bec et ongles de vouloir privatiser le GIAT, tandis que les députés communistes dénonçaient la politique du gouvernement, accusé de « brader au privé cet ins-

trument industriel exceptionnel ». Les communistes ont d'ailleurs déposé une question préalable pour tenter de démontrer qu'il n'y avait pas lieu de débiter sur ce texte; elle a été repoussée.

Le ministre et le rapporteur de la commission de la défense nationale, M. Jean-François Delahais (PS, Isère), ont insisté sur la nécessité de débarrasser le GIAT de ses handicaps, au premier rang desquels sa structure juridique actuelle, inadéquate. Le rapport de M. Delahais souligne le fait que le GIAT, déconnecté des réalités du marché, ne permet pas une bonne responsabilisation de son personnel. Le choix de « société nationale », tout en offrant les garanties du maintien dans le service public, fournira, selon le rapporteur, un jeu plus souple et plus nerveux à un instrument industriel qui ne bénéficie plus, comme hier, d'un environnement très porteur.

L'opposition communiste

Isolation industrielle; spécialité exclusive dans le domaine de l'armement; gestion financière et activités commerciales non maîtrisées; impossibilité de mener une politique du personnel dynamique: tels sont les handicaps du GIAT que M. Chevènement a décrits. Le ministre a tenu à préciser, en réponse notamment aux critiques de la CGT et du PCF, que la déflation supplémentaire de mille deux cents postes, avant la fin 1992 (qui s'ajoutent aux huit cents qui devaient intervenir d'ici à la fin 1990), ne se fera pas par licenciements mais par départs anticipés à la retraite et par appel à la mobilité professionnelle. Il a rejeté toutes les accusations de privatisation, en affirmant son souhait de voir le

GIAT devenir l'un des pôles puissants du secteur public national. Il a précisé qu'une dotation en capital, de l'ordre de 10 milliards de francs, était envisagée. S'agissant du statut des personnels, il a également récusé l'idée avancée par le PC selon laquelle cette réforme conduirait à le briser.

Les députés communistes ont dénoncé ce texte « anachronique », parce qu'il traduit, selon eux, « un mépris des personnels concernés ». « Votre projet entraîne bien la liquidation du statut des personnels », a affirmé M. Jacques Kimbault (PCF, Cher). « Vous vous défendez aujourd'hui de vouloir privatiser le GIAT; tel est pourtant l'objet central que se fixe le projet de loi (...). Vous pourriez cet objectif aujourd'hui parce que vous avez fait le choix de soumettre la politique de défense de la France, sa politique d'équipement militaire en particulier, aux seuls besoins du profit d'un complexe militaro-industriel, friend de course aux armements (...). »

Tout en regrettant « le manque de souffle et d'enthousiasme » de ce projet, M. Jean-Jacques Weber (UDC, Haut-Rhin), a approuvé le principe de cette mutation, tout comme M. Arthur Pascht (UDF, Var). Mais, tandis que M. Eric Raoul choisissait de s'abstenir, tout en précisant que le succès de cette réforme dépendra des politiques d'accompagnement en direction des personnels notamment, l'UDF votait contre, dans la mesure où la réforme du GIAT s'inscrit dans le cadre plus général d'une politique de défense, qu'elle estime inadéquate. Le député RPR Christian Cabal (Loire), premier adjoint de Saint-Etienne, a, quant à lui, insisté sur les « bouleversements » que cette réforme allait introduire dans certaines économies locales.

Un souci partagé sur d'autres bancs, y compris socialistes (1).

M. François Hollande (PS, Corréze) a expliqué qu'il faudrait que le gouvernement prenne toutes les mesures qui s'imposent pour permettre à des villes comme Saint-Etienne, Tarbes ou Tulle d'absorber, dans de bonnes conditions, les conséquences de leur économie locale de cette réforme « souhaitable mais douloureuse ». Un amendement a été adopté par l'Assemblée nationale, qui institue dans les établissements industriels de la future société nationale une commission consultative, composée de représentants de la commune, du conseiller général du canton et des parlementaires territorialement intéressés, ainsi que des représentants du comité d'établissement ou du comité d'entreprise.

PIERRE SERVANT

(1) Le groupe socialiste a voté pour le projet de M. Chevènement. 34 députés sur les 41 se sont abstenus; 2 n'ont pas voté; 5 ont voté contre (MM. Boutin, MM. Baudis, Foncher, Guédel et Rochelandet).

87 députés UDF sur 90 ont voté contre; MM. Brocard et Pascht se sont abstenus, tandis que M. Peretti della Rocca ne participait pas au vote.

116 députés RPR sur les 131 ont voté contre, tandis que M. Eric Raoul était compté « pour » (il est possible que ce soit une erreur de clavier). 6 députés RPR s'abstenaient (MM. Cuy, Godfrain, De Lipkowski, Masden-Arns, Raynal, Farkozy). 8 n'ont pas voté (MM. Aubergier, Berthel, Cerville, Charles, Demange, Dithuin, Paccot et Ruffenacht).

Les 26 députés communistes ont voté contre le texte. Sur les 16 députés non inscrits, 7 ont voté pour, 6 ont voté contre, dont M. Claude Miquieu, qui d'ordinaire vote avec la majorité. M. Marie-France Stirbois s'est abstenue, tandis que deux autres députés non inscrits ne participaient pas au vote.

Rectifications de votes sur l'amnistie

Plusieurs députés ont fait une mise au point, vendredi 8 décembre, à propos de leur vote sur l'amnistie des infractions liées directement ou indirectement avec le financement des campagnes électorales ou des partis.

Pour les scrutins publics, les députés disposent d'un délai de huit jours pour faire connaître, à la division des scrutins de l'Assemblée, quelles étaient leurs intentions de vote. Mais ces mises au point ne modifient pas le résultat officiel proclamé en séance.

Six députés UDF et apparentés UDF, qui avaient été enregistrés comme s'étant abstenus lors du vote sur l'amendement, ont ainsi déclaré qu'ils voulaient en fait voter contre l'amendement: M. Jean-François Deniau, Hubert Falco, Jacques Farran, Georges Mesmin, Philippe de Villiers et Mme Yvonne Fiat. En revanche, M. François d'Harcourt (apparenté UDF), enregistré « contre », voulait, quant à lui, ne pas prendre part au vote.

M. René Couanau (UDC) et M. Claude Miquieu (non-inscrit), enregistrés également comme abstentionnistes, ont également fait savoir qu'ils se prononceraient « contre ». M. Jean Valérie (RPR), enregistré comme s'abstenant, déclarait également voter contre l'amendement. M. Guy Druet (RPR), inscrit « contre », voulait, quant à lui, ne pas prendre part au vote.

OUVERTURES EXCEPTIONNELLES

Lundis 4 - 11 - 18 décembre 1989

Nocturnes jusqu'à 22 heures

vendredi 22, samedi 23 décembre

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro: Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
REGIONALISME

Le catalogue 495 vient de paraître

Envoi sur simple demande

Les besoins de « la France au quotidien »...

L'Assemblée nationale a adopté, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 décembre, en première lecture, le projet de loi relatif au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social. Tous les groupes ont voté pour ce texte à l'exception du groupe communiste qui s'est abstenu. Le Sénat l'avait adopté le 26 octobre.

Ce projet comprend « diverses mesures pragmatiques visant à résoudre un certain nombre de problèmes concrets posés au secteur du commerce et de l'artisanat », a expliqué le rapporteur, M. Philippe Bassinet (PS, Hauts-de-Seine). « J'ai souhaité répondre aux besoins de ce que j'appellerai « la France au quotidien » en prenant des mesures pratiques et politiques de longue haleine », a affirmé, quant à lui, le ministre du commerce et de l'artisanat, M. François Doublé.

C'est ainsi qu'est prévue l'augmentation de 10 % de la taxe sur les grandes surfaces, l'extension du crédit-bail aux éléments incorporels du fonds de commerce ou également l'extension du champ d'activité des sociétés de caution mutuelle.

S'agissant des rapports entre franchisés et franchiseurs, les députés ont insisté sur la nécessité

de rééquilibrer les rapports entre les deux parties, comme l'impose l'article 1^{er} du projet. Un amendement présenté par M. Bassinet a été adopté, il précise que le contrat signé entre les deux parties l'est « dans l'intérêt commun des deux ». « Cette modification vise à préciser que les contrats de concessions ou de franchises établissent une véritable collaboration économique et non plus un simple rapport de subordination comme c'est trop souvent le cas », a expliqué le rapporteur.

D'autre part, ce projet institue un salaire différé en faveur des conjoints survivants de commerçants et artisans. Cette disposition tend à remédier à la situation assez fréquente qui voit, dans le cas où les époux ont opté pour le régime de séparation de biens, le conjoint survivant se retrouver sans ressources.

Enfin, suivant le rapporteur, les députés ont adopté un amendement tendant à réglementer l'usage de la publicité par voie de télex ou de télécopie. Ce texte précise que les personnes physiques ou morales peuvent demander de ne pas faire l'objet de démarchages publicitaires effectués par ces moyens en se faisant inscrire dans un fichier public rassemblant les personnes qui ne souhaitent pas recevoir de telles correspondances. Un sous-amendement de M. Jean-Louis Basson (RPR, Moselle), a été également adopté pour préciser que l'inscription dans ces fichiers sera gratuite.

P. S.

Un sénateur chargé d'une mission sur la Poste en milieu rural

Les crédits de la culture et de la communication, des postes, des télécommunications et de l'espace, ont été examinés et adoptés par le Sénat, vendredi 8 décembre. Les crédits des services du premier ministre (services généraux et économie sociale) ont été, quant à eux, repoussés.

N'en déplaise à l'homme de plusieurs provinces, qu'est M. Jack Lang, la discussion générale des crédits de son ministère n'a pas souvent dépassé les murs de Paris. C'est d'ailleurs le ministre lui-même qui a engagé les hostilités (si l'on peut dire, tant chacun a rivalisé de courtoisie) en estimant que « si l'on compare l'action culturelle ville par ville (...), Lyon, Marseille ou Bordeaux font infiniment mieux » que Paris. Avec une douce perfidie, M. Lang s'est déclaré « tout à fait d'accord avec M. Chirac, premier ministre en 1975, et pas encore maire, pour souhaiter que la Ville finance l'Opéra ».

En réplique au ministre, M. Paul Séramy (UC, Seine-et-Marne) s'est lancé dans une vigoureuse philippique contre l'Opéra-Bastille qui a fait le ravissement de ses collègues. « L'eau sainte dans les dessous de la scène, les herbes ne fonctionnent pas, les monte-charges ne montent pas, les plaques tournantes ne tournent pas (...), l'acoustique est parfaite lorsque l'orchestre est sur la scène, désastreuse lorsqu'il est dans la fosse », a-t-il asséné à M. Lang, qui ne s'en est pas pour autant laissé compter.

Les sénateurs ont adopté l'ensemble des crédits de la culture et de la communication (dont le budget avait été examiné lundi 4 décembre) après avoir voté un amendement réduisant la subvention de fonctionnement de l'Opéra de Paris.

fonctionnement de l'Opéra de Paris.

« Ce budget d'armistice financier avec le Trésor (...) est aussi un budget de paix sociale », a déclaré M. Henri Torre (RI, Ardèche) et Jean Faure (UC, Isère), rapporteurs des crédits du ministère de M. Paul Quilès, n'ont pas été chiches en compliments. Ils n'en ont pas moins plaidé pour une réforme d'urgence du statut de la poste sur la base des propositions du rapport Prévo. « Le débat ne peut pas avoir lieu lorsqu'on me dit « vous voulez privatiser », alors que je ne veux pas que le secteur public se rétrécisse comme une peau de chagrin », a répondu M. Quilès, avant d'affirmer que la poste se devait d'être à la fois au service de tous les citoyens et présente sur le terrain de la concurrence.

Pollution de l'enfance

Le ministre a d'ailleurs officiellement chargé M. Gérard Delfau (PS, Hérault) d'une mission de réflexion sur la présence postale dans le monde rural (M. Delfau rendra ses conclusions dans un délai de six mois, et un premier rapport intermédiaire en mars prochain).

M^{lle} Hélène Missolle (RPR, Val-d'Oise) a fait part, quant à elle, devant un Sénat médusé, de son apprentissage des maîtres roses (« Je n'étais pas au parfum, il m'a fallu plusieurs semaines de travail acharné au Sénat pour m'y mettre, et encore il paraît que je suis loin de tout connaître... »). Elle a estimé qu'il ne saurait y avoir de politique familiale avec cette « pollution de l'enfance ». A l'issue de la discussion qui a également porté sur l'adaptation aux contingences européennes, les crédits du ministère ont été adoptés.

Au « Journal officiel »

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 8 décembre 1989:

UN DÉCRET

• n° 89-879 du 4 décembre 1989 portant modification des articles R 53-1 et R 92 (1) du code de la route (ceinture et feu arrière); R.

DES LISTES

• Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'électronique et de radioélectricité de Grenoble ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1988;

• Des élèves de l'Institut d'économie d'entreprise et de formation sociale pour ingénieurs ayant obtenu en 1988 le diplôme de cet établissement;

• Des élèves de l'Académie commerciale internationale ayant obtenu en 1988 le diplôme supérieur d'études commerciales de cet établissement.

LIVRES POLITIQUES

Qui n'aurait envie, en ces temps où les promesses le disputent à l'incertitude, d'aller voir ce qui se passe en Europe? Les récits et les images des événements d'une actualité défilante en disent déjà long sans, pourtant, épuiser notre curiosité. L'Europe reste à découvrir, sinon à inventer: tout convie, aujourd'hui, à la revoir avec d'autres yeux, autrement, en particulier, que comme « un corps hémiplegique ».

L'expression est de Robert Lafont: le héros de l'Occident, est fort dépris de la France, est allé enseigner la sociolinguistique historique, à Vienne. Et c'est de l'ex-capitale de l'Empire austro-hongrois, quand ce n'est pas de Naples, qu'il adresse quelques lettres « à un ami européen » qui peut être vous, moi, n'importe quel d'entre nous.

Vienne est un bon poste d'observation et Robert Lafont un observateur qui, si pénétrant d'histoire et de culture européennes qu'il soit, n'en préserve pas moins l'originalité de son regard. Peut-être, précisément, parce qu'il a refusé de s'enfermer dans les moules des cultures étroitement nationales. Toujours est-il qu'il n'a aucune peine pour passer de la région, sa première passion, à l'Europe. « Je crois, écrit-il, à l'histoire comme à l'accélération des temps, à la réapparition des plus vieilles logiques de l'espace quand les édifices transitoires s'écroulent. » Là-bas, loin de l'Hexagone égocentrique, il a pu feuilleter les siècles « où deux mondes se sont rencontrés entre Vienne et Budapest, dont l'un laissait flotter ses racines humaines dans les steppes de Sibirie et l'autre avait pour centre la Méditerranée ». Régionaliste, Robert Lafont le demeure, même s'il révisé certaines de ses analyses antérieures. Les régions, l'Europe, en ne parle que de cela dans les villes et dans les campagnes: ce n'est pas le moment d'abandonner puisque, selon notre auteur, « les régions sont en train de débordier les Etats ».

Robert Lafont n'abandonne pas, mais il se place du point de

La multi-Europe

vue de l'Europe, d'une Europe plus large dans l'espace, plus ouverte dans l'histoire, que celle que l'on veut construire, et autrement composée que celle que nous connaissons et qui est en train de se défaire.

L'enterrement de Zita de Bourbon-Parme, dernière impératrice d'Autriche, la célébration du bicentenaire de la Révolution, la figure de Mirabeau, le sort historique de la Corse, le concept de colonisation intérieure, le retour de l'Occident à travers l'essor de « l'arc méditerranéen », la pérestroïka et le communisme, les avatars de « l'intelligence d'Europe », sont, parmi d'autres, les thèmes de méditation de ces lettres de Vienne. Leur expéditeur mène son itinéraire personnel et les chemins historiques par lesquels sont passés les Européens. Il le fait avec bonheur dans un genre difficile et qui ne supporte pas la médiocrité. C'est l'occasion de renouer avec un mode de communication qui se perd — la relation épistolaire — et de revenir, par des voies peu fréquentées à une interrogation d'actualité sur l'identité des groupes humains.

Cette interrogation n'est pas exclusivement française comme on le voit dans le dernier numéro de la revue l'Événement européen. Bruno Etienne y décrit une autre et très actuelle Europe: celle des communautés musulmanes. Elle est difficile à apprécier quantitativement faute de statistiques fondées sur l'appartenance religieuse. Pour donner un ordre de grandeur, plus qu'un décompte exact, on citera le chiffre de six millions et demi de musulmans en Europe occidentale. Il y en a six autres millions en Europe de l'Est, où il s'agit le plus souvent, en particulier en Yougoslavie et en Bulgarie, de nationaux. Bruno Etienne observe qu'il y a plus de « musulmans » dans l'ensemble des autres Etats de la CEE qu'en

ANDRÉ LAURENS

France et que la Turquie apparaît plus comme un fournisseur de force de travail pour la RFA que comme partenaire de la CEE.

Cet islam transplanté tend, ajoute-t-il, à s'établir en communautés religieuses et culturelles selon l'origine nationale. C'est ainsi que les musulmans turcs sont pris en charge par l'Etat turc, pourtant laïc, alors que l'Algérie et le Maroc « éprouvent quelques difficultés à contrôler leurs propres nationaux sur ce plan en France ». Selon Bruno Etienne, « la présence massive de musulmans potentiels nécessite l'étude rapide du statut des religions dans les différents Etats de la CEE dans la mesure où, après 92, celle-ci sera amenée à proposer des harmonisations ». Pour le moment, il existe une variété de statuts religieux que l'auteur décrit, le modèle le plus achevé et le plus exemplaire lui paraissant être le système consociatif en vigueur en Belgique.

Dans ce numéro consacré à « l'usage politique du religieux », Edgard Pisani rappelle que le nombre des musulmans est appelé à doubler dans les dix ou quinze ans en Europe. Le problème ne se résout pas de lui-même. L'auteur refuse de voir ériger en conflit de religions un problème de coexistence « entre une majorité nationale qui a fondé son équilibre sur la distinction entre le religieux, le moral, le social et le politique, et une minorité de « nouveaux venus » qui se réclament d'un système où la religion fonde, explique et contient tout ».

Pour Edgard Pisani, la solution est à rechercher entre le respect de la religion islamique en Europe et l'acceptation par les musulmans de la laïcité des sociétés où ils sont minoritaires « dès lors que celles-ci leur garantissent les droits qu'elles garantissent à toutes les croyances ».

► Lettres de Vienne à un ami européen, par Robert Lafont. Aubanel, 137 p., 88 F.

► L'Événement européen: l'usage politique du religieux, Souli, 222 p., 75 F.

الكتاب هو

POLITIQUE

Les « dérapages » du chef du FN évoqués lundi à Strasbourg

Le Parlement européen se prononce sur la demande de levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen

M. Jean-Marie Le Pen sera la vedette, lundi 11 décembre, du Parlement européen. En ouvrant sa session mensuelle, l'Assemblée de Strasbourg examinera, en séance publique, la demande, formulée par le gouvernement français, de levée de l'immunité parlementaire du président du groupe technique des droites européennes. Cette procédure étant longue à aboutir, c'est pour un « dérapage » ancien du président du Front national qu'elle arrive à son terme.

Dans un discours prononcé en conclusion de l'université d'été du Front national, le 2 septembre 1988, au cap d'Agde, M. Le Pen avait brocardé « M. Durafour et Dumoulin obscur ministre de l'ouverture ». Le ministre de la fonction publique ayant auparavant remarqué que « l'extrême droite ne cesse de gagner » des voix, M. Le Pen, sous les applaudissements de ses auditeurs, avait alors lancé : « M. Durafour, criminel, merci de cet aveu ! »

Ce triste calembour avait soulevé l'indignation de tous les autres milieux politiques, et même provoqué le départ du Front national de

plusieurs de ses anciens députés. Le ministre de la justice avait décidé d'engager des poursuites judiciaires. Seulement, M. Le Pen était déjà protégé par son mandat de parlementaire européen. En effet, le protocole sur le fonctionnement de l'Assemblée de Strasbourg précise, en son article 9, que ses membres jouissent, « sur le territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays ». Et si, en France, cette immunité n'existe que durant les sessions, l'Assemblée européenne est réputée siéger en permanence.

La levée de l'immunité constitue donc le préalable à toute poursuite judiciaire. Or, jusqu'à maintenant, les députés européens ne l'ont accordée que lorsque le parlementaire visé le demandait, estimant que tous les propos tenus par l'un d'eux relevaient de son activité politique. C'est en se fondant sur cette jurisprudence que la commission compétente, en mai dernier, avait envisagé un rejet de la demande du gouvernement français. Toutefois, les élus néo-fascistes

et britanniques, qui ont une autre conception de l'immunité (en Angleterre, elle ne couvre que les propos tenus dans l'enceinte du Parlement), avaient demandé une étude de droit comparé. La décision finale avait donc été renvoyée à plus tard, et ainsi confiée à l'Assemblée d'été en juin dernier.

La nouvelle commission n'en a pas moins décidé, par 19 voix contre 9 et 2 abstentions, de proposer à l'Assemblée plénière de refuser la levée de l'immunité. Lors de son débat de lundi, celle-ci ne pourra pas oublier, pourtant, que le gouvernement français a engagé une nouvelle procédure, après les déclarations de M. Le Pen, en août dernier au quotidien d'extrême droite *Présent*, sur le rôle de « l'Internationale juive » dans la création d'un « esprit antinational ». De même, le nouveau « dérapage » de M. Le Pen sur la prétendue « double nationalité » de M. Lionel Stoléru paraît très probablement évoqué. Les députés européens vont devoir décider, très clairement, si leur titre leur permet de dire n'importe quoi.

Th. B.

L'extrême droite souhaite participer à des élections libres en RDA

MM. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, et Franz Schönhuber, président des Républicains chrétiens allemands (extrême droite), ont réclâmé, vendredi 8 décembre, la possibilité pour tous les partis de participer aux éventuelles élections libres, sous contrôle international, en RDA.

M. Le Pen a déclaré que le groupe qu'il préside avait consacré une « grande partie de ses travaux » au problème de la réunification de deux Allemagnes. Rappelant l'attachement de son groupe « à la construction d'une Europe des parties et des peuples, fondée notamment sur la démocratie et le droit à l'autodétermination », il a réaffirmé « le droit du peuple allemand à pouvoir vivre dans un Etat unique, libre et ayant des frontières garanties ».

M. Le Pen n'a pas précisé s'il était d'accord avec les Républicains, qui réclament la réunification de l'Allemagne dans ses frontières de 1937, incluant notamment la Prusse orientale, aujourd'hui en URSS, et les territoires polonais à l'est de la ligne Oder-Neisse.

MM. Le Pen et Schönhuber ont, d'autre part, annoncé leur intention de porter plainte en diffamation contre l'*Humanité* après les déclarations de M. Georges Marchais traitant les Républicains de parti « ouvertement nazi ». M. Schönhuber a indiqué qu'il « attendait des preuves », du secrétaire général du PCF, qui pendant la guerre, « s'était affirmé, travaillant chez Messerschmidt à Augsburg ».

La prochaine réunion du groupe des Droites européennes aura lieu à Madrid en janvier.

EN BREF

□ M. Pasqua s'est pas inquiet. — Invité d'Antenne 2, jeudi 7, M. Charles Pasqua a expliqué qu'il n'était pas « inquiet » de la montée du Front national : « Si nous affirmions ce que nous sommes, au lieu de nous enorgueillir dans un consensus nous, nous retrouverons notre électorat ». L'ancien ministre de l'Intérieur a, aussi, affirmé que M. François Mitterrand était « le véritable responsable » de la modification de la loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, et qu'il devait donc faire « son autocritique ».

□ Une nouvelle présidence pour M. Giscard d'Estaing. — M. Valéry Giscard d'Estaing a été élu, jeudi 7 décembre à Strasbourg, président du Mouvement européen international. Il succède ainsi à la fonction à M. Baron Crespo, socialiste espagnol, président du Parlement européen. Ce mouvement regroupe les mouvements européens des douze pays membres de la Communauté.

□ Election des instances dirigeantes des Verts. — Les Verts réunissent leur conseil national interrégional (CNIR), samedi 9 et dimanche 10 décembre à Paris, au cours duquel ils débattent de la situation à l'Est en présence de représentants des mouvements écologistes de ces pays. Le CNIR devrait ainsi pourvoir l'élection des membres du collège exécutif du parti écologiste qui n'avaient pu être élus le mois dernier à Marseille à l'issue de l'assemblée générale du mouvement (le Monde du 21 novembre). Cinq personnes avaient été élues à cette occasion : trois porte-parole, le secrétaire national et le trésorier. Cette désignation s'était révélée totalement favorable au courant de M. Antoine Waechter et elle avait provoqué le départ de la salle, en signe de protestation, des tenants d'autres courants minoritaires qui voyaient là une tentative d'OPA de la part du candidat des Verts à la dernière élection présidentielle.

□ L'UNJP change de président. — L'Union des jeunes pour le progrès, mouvement de jeunes gaullistes proches du RPR, a élu à sa présidence M. Philippe Juin (vingt-cinq ans), interne des hôpitaux de Paris, jusqu'alors secrétaire général ; en remplacement de M. Georges Tron. M. Olivier Marleix (dix-huit ans), devient secrétaire général. Entrant également au bureau M. Eric Boyrie, qui a démissionné de ses fonctions de secrétaire général des jeunes CNI des Hauts-de-Seine, et M. Eric Pober, président de l'association antiraciste Objectif Tolérance.

Selon l'association « La Mémoire courte »

« Le gouvernement est piégé par l'économie »

L'association La Mémoire courte, proche du PS, a été créée au plus fort de la période « noire » de la gauche, en 1984. Elle se propose de « battre tambour » pour soutenir l'action de M. François Mitterrand, réhabiliter les valeurs de la gauche, secourir les défenseurs un peu endormis de ces valeurs, qu'il faut passer pour « archaïques ». Depuis, elle publie, entre autres activités un bulletin mensuel. Dans sa livraison de décembre, le petit tambour de La Mémoire courte... tire la sonnette d'alarme.

Sous le titre *Changer la vie*, l'éditorial affirme « le malaise est grand dans l'électorat socialiste et chacun s'inquiète de constater que rien n'a changé dans la vie quotidienne (...) et que personne ne remarque la différence, qui existe pourtant, entre un gouvernement de droite modérée et celui d'aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que le socialisme, dans la tête et le cœur des gens simples que nous sommes, a une signification profonde, faisant référence à des idées, à des attitudes et à des valeurs inaltérables : défense des droits de l'homme, des libertés individuelles et collectives, de la laïcité ».

La Mémoire courte explique ensuite qu'elle attendait « des idées et des actions révolutionnaires » défendues par des

hommes ardents, acteurs d'un véritable changement social et eux-mêmes soulevés d'enthousiasme. « Au lieu de cela, continue l'éditorial, nous avons un gouvernement piégé par l'économie et les pesanteurs héritées de la droite. (...) Nous en avons assez. Il faut maintenant s'expliquer. Le socialisme, ce n'est pas cela. Oh sont les projets ? (...) Qu'on vienne nous expliquer clairement, simplement, ce qui ne va pas, pourquoi et comment nous allons y remédier et à quel rythme. (...) On attend des socialistes d'autres attitudes dans les relations humaines. On attend d'un gouvernement socialiste du pain, certes, mais sans oublier les roses. (...) celles qui sont solides dans le poing qui les tient, celles qui symbolisent par leur éclat que la vie a changé ».

Ce numéro « spécial malaise » d'une association qui a toujours voulu refléter l'état d'esprit de la gauche « profonde » et populaire contient aussi plusieurs lettres de lecteurs critiquant le gouvernement. Le bulletin de La Mémoire courte explique à un lecteur qui, lui, soutient le gouvernement : « Nous ne sommes ni aigris ni déçus. Mais les lettres de protestations deviennent de plus en plus nombreuses. (...) C'est notre devoir de tirer la sonnette d'alarme ».

□ M. Delebarre et la maladie du PS. — Dans une interview publiée dans le numéro de décembre de *Globe*, M. Michel Delebarre déclare : « Le PS doit sortir de cette maladie quasi permanente qui est l'amour fou pour le nombrilisme, avec d'ailleurs plusieurs nombrils ». Le ministre de l'équipement ajoute : « Cette maladie est apparue plusieurs fois déjà dans l'histoire. Il faut faire attention. Cela signifie qu'il faut que nous nous intéressions un peu plus à ce qui se passe dans la société, et un peu moins à ce qui se passe au PS ».

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

L'ANTISEMITISME et LE PEN : NON !

Meeting du refus de la haine

Lundi 11 décembre 1989 à 18 h 30

au Cirque d'Hiver

100, rue Amelot - 75011 PARIS

Métro : Filles-du-Calvaire ou République

A l'appel du RENOUEAU JUIF

Avec la LICRA et SOS-RACISME

BP 433 - 75161 PARIS CEDEX 04

Nous sommes en deuil

Nous tenons à exprimer l'horreur, l'indignation et la colère que nous éprouvons face à la tragédie qui a eu lieu à l'Ecole Polytechnique de Montréal (Canada) où un jeune homme a assassiné quatorze femmes. Il a crié : « Je veux les femmes, je veux les femmes », « Vous êtes des femmes, vous allez être des ingénieurs. Vous êtes une bande de féministes. Je hais les féministes ». Il portait sur lui une lettre qui expliquait que son meurtre avait des « raisons politiques » et que « les féministes lui ont gâché la vie ».

Nous nous associons pleinement à la déclaration du Comité canadien d'Action sur le Statut de la Femme (3 millions d'adhérents) : « Il n'y a pas d'erreur possible, il s'agit d'une violence contre les femmes et d'une violence contre les féministes... Nous pouvons mesurer l'étendue de la haine d'un homme contre les femmes, et cela réveille dans le cœur de chacune de nous en ce pays la peur de la violence misogyne. Nous sommes toutes visées... Tout autant que la haine d'un homme contre les femmes, cet acte reflète aussi la peur qu'elles accèdent à l'égalité ». Ce massacre n'est pas un acte isolé, nous sommes toutes concernées. Il ne faut pas banaliser les violences, souvent mortelles, qui s'exercent chaque jour, partout dans le monde, contre les femmes et les petites filles.

En signe de deuil, le gouvernement du Canada a mis le drapeau national en berne, pendant une journée, à la Chambre des Communes. Nous voulons exprimer toute notre douleur, notre affliction aux femmes canadiennes, aux familles et aux ami(e)s des victimes ; les assurer de notre amour et de notre solidarité. Nous appelons les femmes et les hommes de notre pays, conscients qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité, à s'associer à ce deuil.

ALLIANCE DES FEMMES pour la démocratisation Paris, le 7 décembre 1989

Présidente : Antoinette FOUQUE - 5, rue de Lille 75007 Paris. Tél. 45.48.83.80

NOUVEAUTÉ
NANCY
1900

Rayonnement de l'Art Nouveau



304 pages 150 illustr. 290 F
tirage de tête limité à 600 ex. num.
papier vergé, collé, reliure 1390 F
45 planches couleur collées à la main

G. KLOPP

82 88 56 38 BP 66
57102 THIONVILLE

LE PRIX DE LA MEMOIRE

a été remis le 4 décembre 1989
au Palais de Chaillot à Paris

au Matenadaran d'Arménie
à Serge Klarsfeld
au Dalai Lama

Nous felicitons

le Dalai Lama

Prix Nobel de la Paix 1989

Le Prix de la Mémoire 7 Rue du Dragon 75006 PARIS

SOCIÉTÉ

Le débat sur l'immigration

M. Chirac demande aux Français d'« utiliser leur droit de pétition » pour réclamer un référendum

M. Jacques Chirac, qui intervenait au cours du journal télévisé de 20 heures sur TF 1, vendredi 8 décembre, a invité les Français à « utiliser leur droit de pétition » et à « saisir leurs parlementaires, ou le président de l'Assemblée nationale, pour leur demander d'organiser un débat et de demander au président de la République de faire un référendum sur le droit de vote donné aux étrangers pour les élections locales ». Le président du RPR souhaite que l'interdiction de vote des immigrés soit maintenue et confirmée car il doute de la résolution des dirigeants actuels du pays à ce sujet. L'octroi de ce droit aux étrangers était envisagé par M. Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français, lorsqu'il était candidat à son deuxième mandat présidentiel. Son éventualité a été de nouveau évoquée à « 7/7 », le 3 décembre, par M. Michel Rocard, qui a souligné toutefois que la question de l'octroi de ce droit de vote n'était pas opportune

actuellement, mais sans y renoncer définitivement. Elle figure comme un objectif dans nombre de contributions préparées pour le congrès socialiste de mars. Elle est enfin contenue dans une proposition de loi de M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat.

Selon M. Chirac, les incertitudes qui entourent ce droit devraient être levées par un référendum dont il demande à M. Mitterrand de prendre l'initiative mais dont il ne précise pas s'il devrait se référer à une révision de la Constitution selon l'article 89 ou à l'organisation des pouvoirs publics selon l'article 11.

Le président du RPR réhabilite une disposition prévue par l'article 146 et suivants du règlement de l'Assemblée nationale et qui est une application du principe juridique général de la « démocratie directe », celle du droit de pétition. Cette procédure a été rarement utilisée sous la V^e République (elle l'a été, par exemple, au moment des débats sur l'enseignement privé, en 1959, sous le gouvernement Debré).

Crèche laïque

En décorant le hall de son bureau de poste avec des guirlandes, mais aussi une crèche, le receveur du quartier des Sapins à Rouen ne s'attendait pas à déclencher un débat sur la laïcité. Un des employés de ce bureau, situé dans un quartier à forte population immigrée, a pourtant estimé qu'en ces temps d'intégrisme et d'intolérance, il est déplacé d'installer une crèche dans un lieu public. Militant CPDT, il s'est plaint à son syndicat et à la direction régionale des postes contre ce qu'il croit être un signe de propagande religieuse.

Le receveur, lui, n'y voit que le symbole de Noël. « Plus de 60 % de la population du quartier est immigrée, mais nous avons reçu des félicitations et des compliments de gens de toutes religions », a confirmé une autre employée. L'antenne régionale de la CPDT-PTT, tout en rappelant qu'il est « interdit d'afficher des opinions religieuses dans un lieu public », réserve sa position. En revanche, la direction régionale de la poste soutient le receveur. Sa religion est faite : « Pas question de retirer la crèche, qui est là avant tout pour faire plaisir aux enfants ».

Le MRAP et l'intégration des immigrés. — On est encore loin de l'accès à l'égalité des droits pour les immigrés, même si les mesures gouvernementales vont dans le sens d'un apaisement des tensions, a estimé le 7 décembre M. Mouloud Aouni, le secrétaire général du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples). « Il y a discrimination évidente vis-à-vis du droit de vote des immigrés, a-t-il ajouté. Tout en se félicitant de la reprise d'un certain nombre de nos propositions, comme l'affichage de la loi française contre le racisme », le MRAP s'insurge de « moyens effectifs » pour concrétiser les mesures annoncées en faveur de l'intégration.

Un dossier sur l'enracinement. — La revue *Espaces Temps* consacre son dernier numéro au thème de l'enracinement, sous le titre : « Racines, derniers temps. Les territoires de l'identité », avec des articles de Jean-Marie Baldaire, Hélène Dupuy, Philippe Genestier, Bénédicte Goussault, Jacques Haurau, Catherine Lejeune, Yveline Lévy-Piarroux, Nicole Loraux, Jean-Louis Margolin, Georges Elias Sarfati, Pierre-André Taghiel. (N° 42, 30 F. *Espaces Temps*, BP 117, 75463 Paris Cedex 10).

Sur TF 1

M. Tapie plus fort que M. Le Pen

Le pire était à craindre, vendredi 8 décembre, sur TF 1, où M. Jean-Marie Le Pen et M. Bernard Tapie se retrouvaient face à face pour traiter de l'immigration, en présence d'une poignée de témoins, après le refus de tous les autres invités politiques de participer à cette émission spéciale en signe de solidarité avec le secrétaire d'Etat chargé du Plan, M. Lionel Stoléru, pris à partie la veille par le président du Front national.

Et le pire se produisit, dès le début de ce nouveau duel, quand les deux hommes échangeant quelques bordées de gracieusetés peu fréquentes

FINI LE PEN, IL EST PLUS CONVAINCANT SUR LES AFFICHES !



dans les joutes politiques : « Hébert ! », « Martine ! », « Tartarin ! », « Macho ! », « Pire ! », « Grande gueule ! ». Le chef de file de l'extrême droite et le député de Marseille n'avaient pas encore commencé à parler du sujet de la soirée qu'ils se promettaient déjà de se casser la figure...

Mais il y eut un premier miracle, qui prit la forme de l'intervention très brève, très sereine, très forte, de l'un des témoins, M. Salem Kacot, cardiologue, maire adjoint de Roubaix, dont le propos tranquille imposa le silence sur l'ensemble du plateau. Cet enfant de Kabylie, qui ne savait ni lire ni écrire le français à son arrivée, dans notre pays, à l'âge de huit ans, raconte comment l'école laïque de la République lui avait fait aimer la France au point d'opter pour le français lors de son baccalauréat, alors qu'il avait rêvé du retour sur sa terre natale.

L'intégration tant réclamée par les uns, tant redoutée par les autres, prenait soudain un visage chaleureux.

Puis il y eut un deuxième miracle : il suffit d'un autre témoignage, celui du proviseur du lycée Paul-Eluard de Saint-Denis, M^{me} Françoise Loüys, qui trouva elle aussi les mots justes — en évoquant ces gestes quotidiens de fraternité qui font la nique à la xénophobie et au racisme dans l'immense majorité des classes françaises — pour ramener soudain l'affaire du foulard islamique à la dimension d'une péripétie.

Ce fut alors le troisième des miracles de cette soirée. Sans complexes, montant à l'assaut des thèses du Front national avec une pugnacité égale à celle de Jean-Pierre Papon, l'avocat-entraîneur de son équipe de football, à l'approche, des buts adverses, M. Bernard Tapie, qui avait parfaitement préparé cette rencontre, se révéla comme le meilleur des débatteurs opposés jusqu'à présent à M. Le Pen à la télévision. En se servant des mêmes effets médiatiques que lui, le député de Marseille, si souvent décrié pour ses habiletés, infligea au président du Front national une leçon de communication. Sans tomber dans la dénégation, bien au contraire, puisqu'il affirma tout et fut la nécessité de stopper l'immigration et de refouler les clandestins, M. Tapie prouva que les arguments de bon sens, présentés de façon claire et imagée, pouvaient transformer le verbe d'un tribun renommé en vulgaire langue de bois.

Les absents permirent ainsi à M. Tapie de faire la démonstration que la politique de la chaise vide constituerait désormais une erreur devant la pression électorale du Front national. Et, quand, en conclusion, M. Tapie compara M. Le Pen à un charlatan consultant aux malades de « se tromper le c... dans l'eau pour se guérir du cancer », il y eut sans doute beaucoup de télespectateurs pour juger que, cette fois, l'homme qui affirmait naguère dire « tout haut ce que les autres pensent tout bas », était tombé sur un bec. Avis à la « médecine » politique officielle !

ALAIN ROLLAT

Un symposium international à Genève

Les femmes restent largement sous-représentées dans la vie publique

GENÈVE
de notre correspondante

Les femmes représentent près de la moitié de la population mondiale mais ne détiennent que 12,7 % des sièges parlementaires. Que faire pour que ce chiffre soit (au moins) doublé en l'an 2000 ? Telle était l'une des principales interrogations du premier symposium sur « la participation des femmes au processus de décision dans la vie publique » organisé par l'Union interparlementaire dont le siège est à Genève. Ce symposium, qui n'avait rien d'un classique meeting féministe, vient de réunir, sous la présidence de M^{me} Leila Takla (Égypte), pendant quatre jours cent cinquante parlementaires venues de soixante-six pays, dont femmes, et de l'institution d'un « système efficace de sanctions » applicables en cas de violation des principes d'égalité établis par la loi.

Les participants comprenaient une ancienne présidente de la République, M^{me} Lydia Guerler (Bolivie), un ancien premier ministre, M^{me} Laura de Lourdes Pintasillo (Portugal), deux présidents en exercice de Parlement, M^{me} Lager Gjörv, présidente de la Chambre haute de Norvège, et M. Hilal Loutch, président du conseil national des Émirats arabes unis, ainsi que plusieurs ministres et anciens ministres. Parmi les parlementaires présentes, 16 % étaient du sexe masculin.

ISABELLE VICHNIAC

JUSTICE

L'affaire de Lanmezan

La police avait alerté les autorités sur l'existence d'un projet d'évasion

Olivier Leap, vingt-cinq ans, un des neuf évadés de la prison centrale de Lanmezan, a été arrêté, vendredi 8 décembre, par la gendarmerie au Pas-d'Azet, une station de ski d'altitude près de Saint-Lary (Hautes-Pyrénées). Blessé, au bord de l'épuisement, le détenu en cavale, condamné à seize ans de réclusion criminelle pour vol aggravé, s'est laissé interpellé sans opposer de résistance.

Après l'arrestation mercredi soir, dans la ville même de Lanmezan, de Thierry Etienne, vingt-six ans, et l'interpellation d'Olivier Leap, les recherches continuent pour tenter d'intercepter les sept autres évadés qui, depuis mercredi, ont réussi à échapper aux recherches.

Selon une information diffusée vendredi midi par Europe 1, les

autorités pénitentiaires avaient été informées depuis trois semaines par la police judiciaire, disposant d'un renseignement, de l'existence d'un projet d'évasion à la prison centrale de Lanmezan. Les enquêteurs de la PJ de Nantes avaient, en effet, découvert un plan annoté de la centrale chez la compagne d'un des détenus de cet établissement. Ils en avaient informé la direction de la prison et avaient rédigé un rapport à l'intention de l'administration pénitentiaire à la chancellerie.

Confirmant l'existence de ce rapport tout en démentant qu'il y ait été fait état de l'imminence d'une tentative d'évasion, la chancellerie indiquait, vendredi soir, qu'une enquête administrative avait été ordonnée.

POINT DE VUE

Contre le référendum

par Olivier Duhamel

Au lendemain de son triomphe à Dreux, Jean-Marie Le Pen demande l'organisation d'un référendum sur l'immigration. Valéry Giscard d'Estaing analyse, non sans raison, l'élection à 60 % de Marie-France Stirbois comme un référendum anti-immigré et réclame dans la foulée l'élargissement du recours au référendum. Il invoque à juste titre le soutien du candidat Mitterrand, dont la Lettre à tous les Français proposait, en avril 1988, l'extension du référendum aux « problèmes majeurs qui naissent de l'évolution de notre société » et l'ouverture des « réflexions sur l'éventualité du référendum d'initiative populaire ». Pour contribuer au débat sur ce sujet, exposons franchement les deux principales objections à l'encontre de ces élargissements du référendum.

1. — Le référendum inutile. L'argument va de soi à propos de l'immigration. De ce qu'il faut bien appeler le vote raciste à Dreux, Valéry Giscard d'Estaing a raison de dire qu'il constitue un référendum anti-immigré. Mais on comprend mal pourquoi notre ancien président enchaîne en demandant un usage plus large du référendum. S'il s'agit de savoir ce que pensent les Français, les éléments d'information ne manquent pas globalement, les parcelles du 3 décembre le disent : ils sont majoritairement contre la présence qu'ils jugent massive d'immigrés

d'Afrique du nord et en réclament le départ. Plus spécifiquement sur tel ou tel sujet, les enquêtes d'opinion montrent clairement en quelles matières une majorité reste tolérante — par exemple, l'existence de mosquées, — sur quels points elle préfère la répression — par exemple, le port du foulard islamique à l'école — (enquête Nouvel Observateur SOFRES des 7-10 novembre 1989).

Puisque nous connaissons l'état de l'opinion, à quoi servirait un référendum ? A donner aux Français l'impression qu'ils vont apprendre aux hommes politiques ce que ces derniers n'ignorent pourtant pas ? Mais pourquoi faire passer nos élus pour des imbéciles alors qu'ils sont déjà déconsidérés. A prendre des décisions qui ne peuvent pas l'être autrement ? Techniquement, ce n'est jamais le cas : une loi parlementaire peut faire la même chose qu'une loi référendaire. Politiquement on conçoit l'utilité du référendum pour sceller l'abandon d'une partie de notre territoire (Algérie, 1962), marquer l'adhésion nationale à l'élargissement de l'Europe (adhésion britannique, 1972) ou garantir des engagements aux yeux de communautés meurtries (Nouvelle Calédonie, 1988). Mais où est l'intérêt de conférer plus de force à l'expression de l'opinion anti-immigrée, déjà bien difficile à gérer ? D'inutile, le référendum devient franchement néfaste.

2. — Le référendum dangereux. L'inutilité même est dangereuse. Conçu pour pallier les déficiences de notre vie politique, le référendum de pur déroulement provoquerait peut-être un apaisement instantané, mais au prix d'une frustration durable. Un bulletin dans une urne ne refoulera pas à lui seul les irrégularités qui se glissent parmi les deux cent cinquante millions de franchiseuses de nos frontières en une année. Dans le même ordre d'idées, admettre un référendum d'initiative populaire déboucherait, un jour ou l'autre, sur une proposition de rétablissement de la peine de mort. Ce jour venu, de deux choses l'une, soit il est prévu un contrôle préalable du Conseil constitutionnel, auquel cas ce dernier constaterait l'incompatibilité d'un tel référendum avec le protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme que nous avons ratifié en 1985, et les partisans de la peine

de mort se trouveraient légitimement frustrés. Soit le référendum, promis, n'est pas tenu, et les partisans de la peine de mort se trouvent frustrés.

Décidément, le référendum en toute matière présente plus d'inconvénients que d'avantages. N'y voyons pas une illusoire panacée qui, loin de soigner les maux de la politique en France, risquerait de les aggraver. Et si des extensions du référendum restent concevables en des matières où la réflexion à ses chances face à la passion, à des conditions juridiques et politiques précises pour qu'une majorité n'impose pas ses goûts à une majorité apathique, n'agissons pas le chiffon référendaire à chaque éruption du vote protestataire.

En octobre dernier, Vie-le-Comte avait accueilli soixante Kurdes irakiens réfugiés en Turquie à la suite des bombardements chimiques de l'armée irakienne, en août 1988. « Il n'y a eu aucune tension, aucun problème jusqu'à maintenant », explique le maire, qui voit dans cet incident « le contre-coup d'un contexte national ». « Ces inscriptions sont peut-être le fait de quelques isolés locaux ou une manifestation extérieure à la commune ».

Des graffiti hostiles aux réfugiés kurdes dans le Puy-de-Dôme. — Le maire de Vie-le-Comte (Puy-de-Dôme), M. Henri Bertrand (PS), a déposé plainte pour injures et dégradation de monuments publics à la suite de l'apparition sur des bâtiments communaux de graffiti hostiles à la communauté kurde venue en France l'été dernier grâce à France-Liberté, l'association de M^{me} Danielle Mitterrand.

La grève de l'aide judiciaire

Les barreaux de Tours et de Lille se joignent au mouvement

Les avocats du barreau de Tours (Indre-et-Loire) ont décidé, vendredi 8 décembre, de se joindre au mouvement de protestation de plusieurs barreaux de France par une « interruption d'activités pour une période de quinze jours » à partir du 14 décembre. Cette décision, prise à l'unanimité lors d'une réunion du Conseil de l'ordre des avocats, sera reconductible, indique ce dernier, dans un communiqué. Selon ce communiqué, les avocats tourangeaux, plus d'une centaine, considèrent que « depuis des années l'accès au droit et à la justice du quotidien n'est pas convenablement assuré par les pouvoirs publics quels que soient les changements de gouvernement », et que leur profession supporte « une charge devenue beaucoup trop lourde au titre de l'aide légale ».

De leur côté les avocats du barreau de Lille se sont prononcés, vendredi, en assemblée générale, en faveur de la grève de l'aide judiciaire. Ils rejoignent ainsi le mouvement lancé le 2 novembre dernier par leurs collègues de Nantes qui souhaitent une réforme en profondeur de cette aide judiciaire, instituée en 1972 pour les justiciables les plus démunis, et revendiquent, sur ce plan, une indemnisation plus importante de la part de l'Etat.

Ventes aux enchères de voitures de collection à Paris

La légende de la Bugatti 54

Les cinq mille amateurs de sensations fortes en ont été pour leurs frais, lors de la vente aux enchères de voitures de collection organisée vendredi 8 décembre au Palais des Congrès, porte Maillot à Paris. Pas de record, cette fois, mais une performance d'ensemble plus qu'honorable avec un sommet atteint par une splendide berline Ferrari 275 GTBE de 1965 qui a été enlevée pour la modique somme de 5,2 millions de francs.

Ces enchères ont donc confirmé une fois de plus la bonne tenue des Italiennes et mirant en évidence le net regain d'intérêt pour les anglaises, au premier rang desquelles les Aston Martin. Pour crever tous les platonds, il aurait fallu une Bugatti 54. Un exemplaire de ce mythe roulant qui cota dix millions de francs dominière depuis cinquante ans, enfouï sous une chape de béton aux environs de Châteauneuf-Thierry, dans l'Aisne. La légende voudrait que son ancien propriétaire l'ait dissimulée avant de disparaître en déportation, sans jamais révéler son secret.

G. D.

L'Économiste

SOCIÉTÉ

Aux Etats-Unis

La Cour suprême devra dire si les parents d'un incurable ont le droit de demander d'arrêter le traitement

Un malade a-t-il un droit constitutionnel, aux Etats-Unis, de refuser un traitement médical ? Et, dans l'affirmative, comment ce droit peut-il être exercé quand il s'agit d'un malade incurable, vivant dans un état « végétatif », incapable de communiquer ?

Telles sont les questions essentielles que la Cour suprême aura à trancher et qui intéressent environ dix mille Américains vivant dans des conditions analogues à celles de Nancy Cruzan.

WASHINGTON

de notre correspondant

Victime, il y a sept ans, d'un très grave accident d'automobile, Nancy Cruzan, une jeune femme de trente-deux ans, est maintenant en vie par un tube alimentant son estomac. Elle respire sans moyens artificiels, mais est totalement inconsciente et ne communique avec personne. Les médecins excluent toute possibilité d'amélioration, mais ils estiment qu'elle pourra vivre encore pendant trente ans.

Ses parents, considérant que leur fille ne voudrait pas continuer à vivre dans ces conditions, avaient songé à enlever le tube d'alimentation. Ils estiment que la décision de la laisser mourir en paix leur incombe, étant donné leur connaissance de la personnalité et des conceptions de leur fille. Avant son accident, elle avait dit à une amie qu'elle ne voudrait pas vivre dans un état végétatif. Mais les parents ont été avertis qu'ils pourraient être poursuivis et accusés de meurtre s'ils débarrassaient le tube d'alimentation.

A l'issue d'un long processus judiciaire, la Cour suprême du Missouri avait déclaré que l'Etat avait un « intérêt spécial à maintenir Nancy en vie ». Elle soulignait qu'« aucune preuve claire et convaincante » n'avait été apportée sur le désir de la malade de mettre fin à ses jours ni sur la souffrance que lui causait l'installation d'un tube.

Devant la Cour suprême, l'avocat de l'Etat du Missouri est allé jusqu'à dire que l'Etat avait le droit d'imposer à un malade même conscient d'être alimenté, et cela pour ne pas être complice d'un suicide. Pour les avocats de Cruzan, la Constitution protège les individus, conscients ou non, contre l'intrusion de l'Etat et, dans le cas

présent, contre l'avis de la famille, s'estimant plus qualifiée que l'Etat pour prendre une décision à la place de leur enfant, totalement incapable de s'exprimer.

De nombreux cas réglés discrètement

Cette thèse fut implicitement admise dans les nombreux cas où, dans les hôpitaux, une solution discrète fut trouvée, par un consensus entre la famille et les médecins, d'accord pour laisser mourir le malade incurable.

L'arrêt de la Cour suprême doit faire jurisprudence car, au cours des dernières années, des décisions contradictoires ont été prises par les diverses juridictions. L'an dernier, la cour de New-York rejetait la demande d'une famille qui voulait refuser d'alimenter une parente de soixante-seize ans, souffrant d'une grave détérioration mentale. La Cour avait estimé que la preuve apportée par la famille sur les vœux de la malade était obscure. Mais, il y a deux ans, la cour de l'Illinois statuait en sens inverse, dans un cas analogue.

En Floride, un homme qui avait tué sa femme atteinte de la maladie d'Alzheimer fut condamné en 1985 à la prison à vie. Un an plus tard, un pathologiste qui s'était débarrassé de sa femme par

une drogue fut acquitté. Plus récemment, à Chicago, un père qui, sous la menace d'un revolver dirigé contre les infirmiers, avait débarrassé l'appareil, provoquant la mort de son enfant atteint d'une grave maladie mentale, ne fut pas même inculpé.

L'affaire Cruzan est suivie avec intérêt par les médecins, les associations du troisième âge, ainsi que par les groupes favorables ou hostiles à l'avortement. Les adversaires de l'avortement estiment que l'Etat doit garantir le droit de vivre à tous ceux qui « ne peuvent se protéger eux-mêmes ». Les partisans de l'avortement déclarent qu'en rejetant « le droit à mourir », la Cour encourage les Etats à appliquer leurs règlements, c'est-à-dire pratiquement à maintenir les tubes d'alimentation indéfiniment. La décision de la Cour n'intéresse pas seulement ceux qui vivent dans un état végétatif, mais des millions de personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer, de démence sénile et même du sida. Au début des années 80, on a noté une augmentation de 25 % des suicides chez les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans chez les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans, provoqués en partie par la crainte d'une maladie incurable.

HENRI PIERRE

SPORTS

RALLYE-RAID : le douzième Paris-Dakar

La Libye, puis le Tchad

Longtemps baptisé le Paris-Alger-Dakar, l'épreuve renaît des cendres africaines change de nom. Pour sa douzième édition elle devient le Paris-Tripoli-Dakar. Les organisateurs ont choisi de faire débarquer les quelque cinq cents concurrents à Tripoli, nouvelle cité d'accueil méditerranéenne des passionnés du désert. Autre innovation : une étape au Tchad.

« Nous avions juste posé un pied en Libye l'année dernière. Cette année nous allons pouvoir approfondir notre découverte du pays, avec des pistes extraordinaires », a déclaré vendredi 8 décembre Gilbert Sabine en dévoilant le parcours de la course.

Au pays du colonel Kadafi, le rallye prendra son véritable départ le vendredi 29 décembre. Les deux protagonistes, prévus le dimanche 24 décembre à Chevilly-Larue, dans la banlieue parisienne, et le mardi 26 à Marseille, n'étant que des mises en condition pour les 246 voitures, les 130 motos et les 93 camions. Les rumeurs concernant un éventuel refus des Libyens de décharger les navires français n'inquiètent pas trop Gilbert Sabine. Le père de Thierry semble maintenant maîtriser l'organisation de l'épreuve. Il déclare avoir prévu une solution de remplacement.

Les tempêtes qui signalent l'an dernier la société TSO, les critiques à peine voilées de certains prestataires paraissent loin. Le directeur tient la barre fermement et souhaite réussir la quatrième édition qu'il organise de l'épreuve créée par son fils. Il se plaît à décrire les paysages magnifiques qu'il a découverts en Libye où auront lieu quatre des dix-neuf étapes du rallye : « Les concurrents vont affronter 60 kilomètres de dunes

gaillardes avant Ghat, qui n'ont rien à envier à l'erg de Bilma au Niger ».

Combien parmi les engagés dans cette aventure arriveront le 1^{er} janvier 1990 à vaincre la piste cassante qui mène à Tripoli au Niger ? Le directeur de TSO se garde bien de le dire et pourtant c'est à ces « habiles » conducteurs qu'il propose l'autre innovation de cette douzième édition du Dakar : l'escapade au Tchad. Un aller et retour simple à N'Djamena, précédé d'une étape marathon où les assistants techniques ne pourront intervenir, ce qui permettra de tester, pour une fois, les privés, qui ne disposent pas de moyens considérables, et les véhicules des grosses écuries sur un pied d'égalité.

Une étape au Tchad pour répondre à l'appel des dirigeants de ce pays, qui souhaitent qu'il soit reconnu comme un Etat normal (le Monde du 9 décembre), et ensuite le rallye va retrouver ses marques. Agadez (Niger), pour le jour de repos le 7 janvier, puis Naimy et ses hôtels, avant les villes sinueuses de Gao et de Tombouctou, des étapes devenues habituelles. Après un passage en Mauritanie, puis une nouvelle incursion au Mali, problèmes frontaliers obligent. Il faudra emprunter les pistes du Sénégal avant l'arrivée prévue le 16 janvier à Dakar.

Au total 11 416,5 kilomètres à parcourir dont plus de deux tiers de secteur sélectif, car pour Gilbert Sabine « les étapes de liaison restent les plus dangereuses ». Obéissant par la sécurité, le directeur répète : « Un rallye réussi est un rallye sans accident ». Conseils aux pilotes, contrôles de vitesse dans les villages traversés doivent permettre, selon lui, que la prochaine édition de la course soit fidèle à la précédente au niveau de la sécurité.

SERGE BOLLOCH

EN Bref

□ Mosquée incendiée dans le Nord : une interpellation. — L'auteur présumé de l'incendie criminel qui a détruit des objets de culte dans une mosquée (le Monde du 9 décembre) à Montigny-en-Ostrevent, près de Douai (Nord), a été interpellé par la police. Il s'agit de Pascal Warot, vingt et un ans, originaire de la région, qui aurait reconnu avoir allumé cet incendie. Le jeune homme aurait affirmé avoir agi non pour commettre un acte raciste, mais parce qu'il avait « un peu trop bu » après une déception amoureuse.

□ Le colloque sur l'enfance à l'UNESCO. — Contrairement à ce que nous avons écrit par erreur dans le Monde du 9 décembre, le colloque sur le thème « Enfant de droit, la révolution des petits pas » aura lieu à Paris, dans les locaux de l'UNESCO, du 15 au 18 janvier prochain (et non du 15 au 18 décembre). Association La Harpe-Enfant de droit, 36, avenue Reille, Paris-14^e. Tél. : 45-65-38-71.

□ La protestation dans les universités. — L'université de Nantes

a décidé, à son tour, de fermer ses portes mercredi 13 décembre pour vingt-quatre heures afin de protester contre l'insuffisance de ses moyens et de ses locaux. Cette décision prise par le conseil d'administration de l'établissement fait suite à d'autres initiatives de même nature de la part des universités de Brest, Dijon, Paris-XI-Orsay et Lille-III. Fermetures et manifestations coïncideront avec la discussion à l'Assemblée nationale, jeudi, du budget complémentaire de l'éducation nationale (le Monde du 9 décembre).

□ Adoption d'une charte européenne de l'environnement. — Vingt-neuf pays d'Europe de l'Est et de l'Ouest ont adopté une charte de l'environnement et de la santé, vendredi 8 décembre à Francfort. Ce document est considéré comme un modèle pour l'élaboration par chaque pays des grandes lignes de sa politique dans ce domaine. Il stipule notamment que toute organisation publique ou privée portant atteinte à l'environnement devra en assumer les conséquences financières. — (Reuter.)

HIPPISME : la préparation du Prix d'Amérique

Les adieux d'Oursi

Considéré comme le meilleur cheval de trot de tous les temps, Oursi a effectué sa rentrée le 7 décembre à Vincennes, après six mois d'absence, dans le Prix du Bourbonnais préparatoire au Prix d'Amérique. En se classant deuxième alors qu'il rendait 25 mètres à ses meilleurs adversaires, notamment la gagnante *Quella Gede*, il a montré que, à neuf ans, il était encore compétitif.

Comme la plupart des vedettes du trot, Oursi est un vrai fils du peuple. Il a forgé sa réputation à la seule force du jarret. Ses origines (*Greyhound* et *Eleazar*) ne le prédestinaient pas à la gloire, pas plus que sa terre de naissance à Saint-Bienne l'Allier, dans l'Eure, en 1980. Son propriétaire-éleveur, un modeste « herbageur », Raoul Oustheimer, est sourd-muet de naissance : un gros handicap pour diriger en course, car il faut bien entendre les ordres du starter. Le cheval, dans son jeune âge, perdait donc souvent plusieurs longueurs au départ, mais gagnait quand même grâce à une classe évidente.

La décision fut alors prise de le confier à Jean-René Gougnot, ami de longue date de Raoul Oustheimer. A plus de cinquante ans, celui qui avait été le partenaire des champions du monde *Une de Mai* et *Roquepine* allait revivre une grande passion et exprimer toute la maîtrise d'un art comme entraîneur et pilote.

Pourtant, Oursi n'était pas facile. A l'entraînement, comme la plupart des bons chevaux, il ne se livrait pas beaucoup, réservant son influx. Au petit matin, il lui arrivait souvent, sur la piste du centre ultramodernisé de Maisy-Cramayel, en Seine-et-Marne, de refuser d'avancer si son inséparable cocher ne le suivait pas.

En course, il était d'un comportement spécial, jouant avec les nerfs de son mentor comme avec les nerfs de son public. N'aimant pas être bouclé, voulant toujours rester le « patron », paraissant en début de parcours se désintéresser de la compétition. Puis ensuite changeant de vitesse à son gré, capable alors d'accélération foudroyantes. S'adaptant aux circuits de l'étranger comme aux petites pistes de province, à Paris sur toutes les distances de 1 600 à 3 000 mètres depuis 1983...

Oursi a remporté ainsi cinquante-sept victoires et plus de 20 millions de francs de gains. Il a troqué dans des temps records : 1 min 11 s 5 au kilomètre aux Etats-Unis, et fréquemment 1 min 14 s en France. Il a remporté toutes les classiques, le championnat d'Europe et, trois fois de suite, le Prix d'Amérique.

Le 29 janvier 1989, Gougnot-Oursi, ce couple idéal, se présentait à nouveau au départ de la plus convoitée des courses de trot. Leur succès ne faisait aucun doute.

Pourtant, d'un seul coup, le cours du destin, ce jour-là, a semblé s'infléchir. Oursi échouait sous les yeux du président Mitterrand, qui avait souhaité faire sa connaissance, et au grand dam de millions de touristes accablés par la chute de l'idole.

Après cette défaite, Jean-René Gougnot, des jours de sang, rumina sa peine, cherchant encore à comprendre ce qui s'était passé, allant même jusqu'à s'accuser de s'être trompé de tactique ou de s'être laissé piéger par son cheval. Le mois suivant, stressé, soucieux, il était victime d'un grave infarctus du myocarde, dont il se remit lentement aujourd'hui, se posant sans cesse une question qu'il observe : « Oursi est-il encore Oursi ? »

Convoitises

Confié par la force des choses au frère de Jean-René, Minou Gougnot, le vieux cheval a renoué avec la victoire, mais sans convaincre. Il a connu également des petits ennuis de santé (blocage des reins, mauvaise analyse sanguine), mais surtout des sautes d'humeur. Le 15 juin dernier, il se cabrait en partant sur le terrain pour disputer le Prix René-Ballière. Il se blessait et était ensuite battu de loin. Comme s'il voulait manifester sa peine d'être séparé de son vieux compagnon de route.

Evidemment, un tel champion suscite bien des convoitises. D'abord celui d'un sordide déclinisme et son ancien entraîneur et son ancienne femme, Rachel Tessier, qui réclamaient sa part de l'argent. Maintenant syndiqué en vue de sa future carrière d'éleveur : son propriétaire, en juillet 1988, l'a vendu pour moitié (600 000 francs la part) à vingt actionnaires cherchant seulement un investissement productif. Entre eux, les discussions commencent à être serrées lorsqu'il s'agit d'opter soit pour l'entrée immédiate au haras, avec plus de cent saillies par an à 90 000 francs l'une, soit la poursuite d'une carrière qui pourrait être dévalorisée en cas de nouvelles contre-performances.

Depuis quelques semaines, Oursi est devenu le héros d'un très joli film tourné par François Reichbach et subventionné par la Société du cheval français destiné au circuit commercial au moment. Ce film est — comme par hasard — de la grande saison de Vincennes. Ses promoteurs souhaitent donc qu'il coure pour la cinquante fois le Prix d'Amérique. Ainsi, ils exciteront encore de nouveaux sommets de recettes au PMU et sur l'hippodrome. Ils mobilisent tous les médias pour assister aux adieux du champion. Jeudi 7 décembre, Oursi leur a encore une fois répondu « présent ». Le dernier dimanche de janvier 1990, il sera au rendez-vous et, quel qu'il arrive, c'est certain maintenant, — il quittera la piste.

GUY DE LA BROSE

CARNET

Naissances

— Nathalie LAINE et Olivier HURTIER ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille Juliette, le 7 décembre 1989, 60, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

— François, Thérèse et Isabelle SAND-CURADDA ont la joie d'annoncer que

Véronique a ouvert ses yeux émerveillés le 23 novembre 1989, à Nouméa, au foyer de Christophe et Valérie, 38, rue du Général-Delastre, 75016 Paris.

— Les familles Decoop et Verdier font part du décès de

Gaston DECOOP, ingénieur civil de l'aéronautique, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 12 décembre 1989, à 10 h 30, en l'église Saint-Gilles de Bourg-la-Reine, 6 bis, boulevard Carnot.

Decoop, 52, avenue Georges-Clemenceau, 92330 Sceaux. Verdier, 32, rue du Colonel-Candélot, 92340 Bourg-la-Reine. Decoop, 28, rue Vernier, 75007 Paris.

— Le président, Le directeur général, Les vice-présidents, L'équipe de direction, Les administrateurs, ont le regret d'annoncer le décès de

M. Jean-Philippe MARTIN, administrateur.

Caisse régionale d'assurance-maladie d'Île-de-France, 17-19, rue de Flandre, 75954 Paris, Cedex 19.

— M^{me} Elisabeth Hardy-Moulinot, son épouse, M^{me} Isabelle de Roo, sa fille, Ses beaux-frères, belles-sœurs, Neveux et nièces, ont le regret de faire part du décès de

Jean-Paul MOULINOT, comédien, sociétaire de la Comédie-Française, officier des Arts et Lettres.

survenu le 3 décembre 1989, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni couronnes. Selon son vœu, des dons peuvent être adressés à la Comédie-Française, au fonds d'entraide — Caisse Yvonne — place Colette, 75001 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Monastère, 1, allée des Tilleuls, 92410 Ville-d'Avray.

— Antoine Vitez, administrateur général de la Comédie-Française, La Société des comédiens-français, La troupe, Le personnel du théâtre, ont le regret de faire part du décès de

Jean-Paul MOULINOT, sociétaire de la Comédie-Française, officier des Arts et Lettres, survenu le 3 décembre 1989, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Un hommage lui sera rendu le jeudi 14 décembre, à 11 h 30, en l'église Saint-Roch, 236, rue Saint-Honoré, Paris-1^{re}.

Ni fleurs ni couronnes. Selon son vœu, des dons peuvent être adressés à la Comédie-Française, au fonds d'entraide — Caisse Yvonne — place Colette, 75001 Paris.

(Le Monde du 8 décembre.)

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Jean Goubaux, Emmanuel et Isabelle Pichaud, Claire Pichaud, M. et M^{me} Philippe Goubaux, Florence Goubaux, ses belles-sœurs, enfants, sœur, beau-frère, belles-sœurs et nièces, ont la douleur de faire part de la mort de

François PICHAUD, dans sa cinquante-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée dans l'intimité le lundi 11 décembre 1989, à 10 h 45, en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi.

— Pascale Viard et Paul Richardot, Amos Viard et Yves Goubaux, Frank, Béatrix et Brice Viard, ses enfants, et ses petits-enfants, Gisèle Labouret, ont la douleur de faire part du décès de

Maurice VIARD, lieutenant-colonel, officier de la Légion d'honneur, survenu le 30 novembre 1989, à Nantes (44).

Ses obsèques ont eu lieu à Nantes le 4 décembre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

93, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Remerciements

— M^{me} Mamon et ses enfants, Delia et Gary, ont la douleur de faire part du décès, le 4 décembre 1989, de

M. Renée Claude VALLIERES, président d'honneur de la société Avions Marcel-Dassault, leur frère et oncle.

La famille tient à exprimer sa reconnaissance à M. Serge Dassault, ainsi qu'à la société Avions Marcel-Dassault et à son personnel, pour leur dévouement exceptionnel et toute leur aide. Elle remercie également les nombreuses personnes qui ont manifesté leur attachement à la mémoire de M. Vallières.

Anniversaires

— Pour le huitième anniversaire du décès de

M^{me} Sarah LEIRA, et le deuxième anniversaire du décès de

Mademoiselle LEIRA, une très affectueuse pensée est dédiée à ceux qui sont restés fidèles à leur souvenir.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le mardi 12 décembre, à 14 heures, en l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e, à la mémoire de

M. Jean LAMEYRE, professeur de géologie, vice-président du conseil d'administration de l'université Pierre-et-Marie-Curie, vice-président de la Société géologique de France, décédé le 7 décembre 1989.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M. Pierre POINSIGNON, en union avec son fils

François, (†) le 10 mai 1985.

Une messe sera célébrée le samedi 16 décembre, à 10 heures, en la chapelle de la Vierge, église Saint-Sulpice, Paris-6^e.

Communications diverses

— Le Club des 101 : « De l'union de la gauche à l'eurogauche », débat, le mercredi 20 décembre 1989, à 19 h 30, autour des interventions de M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, M. Piero Fassino, secrétaire à l'organisation du Parti communiste italien, M. Patrick Sève, député du Parti socialiste et M. Claude Liebreu, rénovateur communiste. Faculté de la Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, place de la Sorbonne, 75005 Paris. Renseignements, tél. : 48-03-00-33.

— Un colloque sur le thème « André Malraux et l'Espagne » se tiendra les 11 et 12 décembre à la Casa de España, 7, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 40-70-92-92. Une exposition destinée à rappeler le rôle important que l'Espagne a joué dans la vie et l'œuvre de l'écrivain sera également inaugurée dans ce même lieu. Enfin, des projections de films et de documents seront organisées dans ce cadre.

FESTIVAL DU LEZARD
sacs - maroquinerie de poche
LA BAGAGERIE
45 48 86 48 45 48 86 48

CULTURE

ARTS

La mort de Hans Hartung



Hans Hartung dans son atelier à Antibes (1974)

Un classique de l'abstraction

Suite de la première page

Il ne renonce pas davantage à ses principes moraux et politiques, s'inscrit en 1939 comme « volontaire contre l'hitlérisme » et s'engage ensuite dans la Légion étrangère en décembre 1939. La défaite consommée, il ne lui reste plus qu'à se cacher dans une maison du Lot, aux côtés de Gonzalez et de sa fille Roberta, qu'il a épousée en juillet 1939. Poursuivi par la Gestapo, il parvient à s'enfuir en Espagne. Là, capturé par la police franquiste, il est

emprisonné pendant sept mois. Apprenant son état de peintre, ses bourreaux l'enferment dans une cellule peinte en rouge vif afin de le torturer plus efficacement en s'attaquant à ce qu'il a de plus précieux, sa vue. Libéré, il rejoint la Légion en Afrique du Nord et participe à la campagne de France. Blessé grièvement devant Belfort, il doit être amputé d'une jambe.

Tel était l'homme, que les succès des années 50 et 60, la reconnaissance officielle des musées et l'aisance matérielle enfin recon-

quise n'ont pas métamorphosé en vedette ni en affamé de réclame: un entêté, un intransigent discrètement héroïque qui ne posait pas au martyr, lui qui l'aurait pu légitimement. Et tel était le peintre, dont on a déjà dit la rectitude et la cohérence.

Expressionniste à ses débuts, élève et admirateur de Corinthe et de Nolde, il a séjourné dans les années 20 les enseignements de la peinture française cubiste et post-cubiste avant d'inventer une synthèse originale, frontale et architecturale comme l'art de Picasso et de Braque, expressive et gestuelle comme celui de Kirschner et de Kandinsky. Ses toiles et aquarelles de la fin des années 30 marquent précisément l'apparition d'un expressionnisme abstrait qui anticipe largement sur la vogue fran-

çaise de l'après-45 et sur les recherches de Gorky et Pollock à New-York.

Des méthodes singulières

A partir de 1947, date de sa première exposition personnelle à Paris — il a quarante-trois ans —, Hartung a œuvré à l'enrichissement et au développement de son vocabulaire abstrait. Cet admirateur de Rembrandt et de Goya a expérimenté le geste, tantôt courbe tantôt droit, le grattage, les superpositions de couleurs et de couleurs et tous les procédés hétérodoxes qui permettent de ne pas paralyser le premier mouvement du pinceau.

Il s'inscrit de plein droit dans la suite de ceux qui, de Ernst à Ma-

son et de Braque à Soulages, ont donné à leur art des procédés nouveaux et des méthodes singulières. Ennemis de la répétition et de tout système, il n'a cessé de combattre le « style » et, jusqu'à ces dernières années, se montrait grand amateur d'innovations techniques, usant de pistolets à peinture avec autant de dextérité que de balais ou de rameaux d'olivier qu'il plongeait dans le noir avant d'en frotter la toile. Son goût des tons stridents et acides, vert amande, bleus très durs, jaunes solaires, rouges sanguins, et des constructions picturales monumentales, l'a conduit à exécuter de larges compositions surprenantes de violence et de force. A chacune de ses métamorphoses, Hartung se renouvelait si radicalement, tout en demeurant naturellement abstrait, qu'il sem-

ble avoir épuisé toutes les ressources de son esthétique.

Son exigence de changement, qui trouve sa source dans la volonté constamment affirmée de ne pas glisser de l'expression à la rhétorique de l'expressionnisme, a souvent déconcerté le public, Hartung se souciant moins de séduire que de ne pas renier son ambition originelle. De larges rétrospectives — à Paris en 1968, à Cologne en 1974 — et de flatteuses expositions — au Metropolitan de New-York en 1975, à Paris en 1985 — ont néanmoins imposé sa figure et l'ont peu à peu établi à son véritable rang, celui de pionnier historique de l'abstraction et de « classique » du vingtième siècle.

PHILIPPE DAGEN.

CINÉMA

Rififi à Osaka

Le Japon comme métaphore de la violence urbaine : le dernier film de Ridley Scott (« Alien », « Blade Runner ») « Black Rain » rachète le fond — banal — par la forme, éblouissante

C'est une histoire de flics, encore l'histoire d'une paire de flics désaccordés, d'un classicisme effronté. Nick (Michael Douglas), détective new-yorkais un peu ripou, doit convoquer au Japon un redoutable criminel nippon (Yusaku Matsuda). Avant de mettre le pied à Osaka, Nick aurait dû lire son horoscope : le gangster s'échappe, son jeune équipier (Andy Garcia) se fait descendre sauvagement par les copains du fuyard... Pour le venger, Nick accepte de continuer sa mission et de s'associer avec l'un de ses collègues japonais, le très digne et peu disert inspecteur Matsumoto (Ken Takakura). C'est le choc attendu de deux mondes, de deux manières de comprendre la vie, de deux façons de dégrader un flingue et de manger le sashimi.

Après beaucoup d'incompréhension mutuelle et de violence partagée (Ah! la terrible précision avec laquelle les maffieux orientaux se mutilent le petit doigt comme s'il s'agissait d'une vulgaire tranche de chorizo), les deux hommes en viendront à s'estimer, à s'aimer, même, pour le plus grand bien de la loi à nouveau respectée et de l'ordre retrouvé.

Pas de quoi s'émouvoir a priori, une histoire de flics ne se distingue aujourd'hui d'une autre, que par la

marque des voitures engagées dans les poursuites. Ce n'est pas le cas ici, car si le scénario est banal son traitement est splendide. Cette nuit scintillante de dangers, exaspérée de luxe et de reflets, porte l'irréfutable marque du responsable : Ridley Scott. Ce Britannique par thé, depuis son premier exercice de style, les Duettes en 1977, n'arrête pas de dire la même chose autrement, ce qui est la meilleure définition possible du véritable auteur.

Ridley Scott est un amoureux pervers du cinéma. Un grand détournement de genres. A son profit. Et au nôtre, il détourne la science-fiction (« Alien », « Blade Runner »), il détourne (« Legend »), il détourne les comédies sentimentales américaines des années 40, (« Traquée »), il détourne les polars (« Black Rain »). Il décrit toujours des cités de l'Inde pour et montre des égarés dans la ville. Il dénonce toujours avec un humour meurtrier ces imbéciles codes de l'honneur qui régissent les actes des assassins et ceux de leurs victimes avec la même raideur. Et ne parle jamais du futur que pour mieux révéler notre passé antérieur et mettre à jour nos ennemis intérieurs.

Son mot-clé : environnement. Qui nous conditionne, dont nous

sommes le produit, qui chaque jour davantage, se détruit. Dans « Black Rain », dit Ridley Scott, l'environnement, le décor, entièrement naturel, est bien traité comme un personnage à part entière. Ayant choisi Osaka plutôt que Tokyo, il nous a fait être très sélectif afin que la ville devienne cette métaphore de la violence urbaine que nous recherchions. Car Osaka, au départ, est plaisante, ce n'est pas ce qu'il fallait! C'est une ville très plate, pleine d'arbres et d'enfants, une ville française, quasiment. Oui, Ridley Scott a aimé les japonais, qu'il assimile assez aux Anglais, c'est-à-dire à lui-même. « Cette réserve apparente, ce retard à se dévoiler, cet abord énigmatique qui laisse évidemment pressager le pire... » Il aime également beaucoup les acteurs, « leur donner un espace, de l'espace ». Pensant que s'il était acteur, ce qu'il n'a jamais rêvé d'être, « il se sentirait vulnérable dans un décor impropre, incapable d'y sentir, donc d'y restituer le parfum de la réalité ».

Le parfum de la réalité, Ridley Scott continue de le trouver dans la publicité. « J'adore, dit-il, ce processus qui me tient en vie. Certains regardent la pub comme un mal nécessaire, moi je la regarde comme un art. Trois de mes spots, Chanel, le pain Hovis, les cigarettes Benson and Hedges, sont exposés au Musée d'art moderne de New-York. J'en ai réalisé plus de trois mille, et en possède une collection d'un million à la maison.

Les spots constitueront bientôt des séries segmentées très révélatrices du style de vie des terribles riches au vingtième siècle... »

Le prochain Ridley Scott est déjà sur les rails. Et on ne peut que mettre chapeau bas devant l'esprit prémoniteur de cet esthète visionnaire. Son film, mis en chantier il y a plusieurs mois déjà, entraînera les spectateurs dans un train du futur, « très beau, très confortable, rappelant les trains de luxe d'autrefois, mais roulant sous la terre à grande vitesse ». Pour aller où? « De New-York à Moscou... »

DANIEL HEYMANN

Les prix Sadoul

Le prix Georges Sadoul 89 (du nom du grand historien du cinéma) a été décerné, vendredi 8 décembre, pour la France à Montalvo et l'enfant du français Claude Moulières.

Ce film, projeté à la Semaine de la critique au dernier Festival de Cannes, est tiré d'une chorégraphie de Jean-Claude Galotta : il montre le regard d'un enfant silencieux sur le monde des adultes, un monde bruyant et convulsif.

Par ailleurs, le jury du prix Sadoul, composé surtout de critiques et de représentants d'écoles d'écoles de cinéma, a distingué deux films étrangers : Sweetie de l'Australienne Jane Campion, présenté en compétition à Cannes, et Malcol de l'Italien Mario Bionta.

OPÉRA

Une mégère trop enchantresse

Barbara et Gabriel
le délicieux duo de « Don Pasquale »
au Théâtre du Huitième à Lyon

Donnez représentations pour Don Pasquale de Donizetti! Toujours hors les murs, l'Opéra de Lyon voit grand et gagne son pari, avec deux distributions, dont une de jeunes espoirs. Mais qui ne succomberait à la grâce de Barbara Hendricks et aux facettes de son amoureux empressé, Gabriel Bacquier, entourés par une distribution homogène et des chœurs aux interventions savoureuses, merveilleusement réglées?

Comme tous les spectacles de l'Opéra lyonnais, c'est la minutie, la justesse et le naturel qui dominent dans cette production, avec pourtant une équipe nouvelle, italienne : Patrizia Gracis pour la mise en scène, des décors et costumes de Laura Crisman et Gabriele Ferro comme chef d'orchestre. Ils respectent à ravir le dramma buffo de Donizetti, ce mélange si particulier de bel canto romantiquement déployé dans les grands airs qui soudain nous émeuvent, de comédie légère comme une dentelle et de bouffonnerie débridée des mots et des gestes à faire pâlir Rossini lui-même.

Si la « symphonie » de l'orchestre paraît quelquefois un peu étiquée, les petits ensembles et les solistes de l'Orchestre de l'Opéra de Lyon rivalisent avec les chanteurs de flexibilité et d'esprit.

D'un coup de baguette magique, le décor a transformé le moderne en un peu criard du Théâtre du Huitième en une scène du siècle dernier aux intérieurs balzaïens, avec, pour le duo des amoureux

réunis, un bel escalier blanc dans un parc sous la lune.

Gabriel Bacquier joue, avec une coquetterie irrésistible, les vieux beaux, lunettes et toupet de Monsieur Thiers, prétendant avec aplomb à la main d'une créature enchantresse qui, s'il est épousé, jouera les mégères infernales pour retrouver le nouveau amoureux que Don Pasquale a déshérité.

Est-il besoin de dire que Barbara Hendricks a quelque mal à nous convaincre de sa diablerie? Dans la belle cavatine d'entrée, sa voix voltige à travers tous les airs d'une virtuosité ailée, immatérielle comme celle que nous imaginons pour une Gristi ou une Patti... Mais elle nous paraît moins piquante, jaccante, voire brutale, que ne le veut ce rôle de furie impossible à apprivoiser, surtout entourée d'acteurs aussi acérés que Bacquier, Gino Quilico, Malatesta élégant et acquiesçant qui marche sur les traces de Van Dam, et l'amoureux Ernesto de Luca Canonici, ténor melliflue dans son air de désespoir ou sa sérénade, mais silfiant et toussotant quand il mène le bon combat...

JACQUES LONCHAMPT
Prochaines représentations au Théâtre du Huitième les 8, 9, 10, 12, 13, 14, 16 et 17 décembre, avec deux distributions en alternance : à Saint-Etienne, les 10 et 11 mars ; à Annecy, le 23 mars. Coproduction avec la Fenice de Venise et le Festival d'Aix-en-Provence. Enregistrement par Erato.

A partir du 11 Décembre

THEATRE DAUNOU

7, rue DAUNOU 42.61.69.14

50 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES

JEANNE COLLETTIN

JEAN-LAURENT COCHET

LE NOUVEAU TESTAMENT

SACHA GUITRY

MISE EN SCÈNE DE JEAN-LAURENT COCHET
DÉCOR DE ANDRÉ LEVASSOUR
ROBES ET COSTUMES DE LOUIS PERAUD

LOCATION AU THÉÂTRE A PARTIR DE 11H30

LA NOUVELLE COMÉDIE DE ROB REINER

Peut-on rester amis sans que le sexe s'en mêle?

BILLY CRYSTAL / MEG RYAN

Quand Harry Rencontre Sally...



Bernard

Augustin

Christophe

René
Maurice
Tomy
Lomb

CULTURE

ROCK

Amour, paix et orgues Hammond Aux Transmusicales de Rennes, Lenny Kravitz fait ses débuts en France. Une future star du rock

Lenny Kravitz, c'est exactement le genre de nom que Woody Allen choisit pour les personnages qu'il interprète dans ses films. Par exemple, un comique qui raconte des histoires juives pour le bonheur des vieilles dames aux cheveux violets dans les hôtels des Catskill.

Mais Lenny Kravitz est noir, joue du rock'n'roll et se tient en position de départ au seuil de la gloire. Il est venu en Europe pour quelques concerts, plutôt destinés aux professionnels qu'au grand public. A Rennes, mercredi 6 décembre, il a joué à l'Ubu, la petite salle où se terminent les nuits des Transmusicales. Il aurait eu sa place sur la scène du palais omnisports où s'étaient succédés De Diddley, grand anecdotique qui tréballe ses beaux restes avec une grande désinvolture, 24.7 SpyZ, groupe de rock radical noir avec Ouisanna Griot, Ghanéens.

Lenny Kravitz avance d'autant plus prudemment qu'il a l'intention d'aller loin. Sa maison de disques, Virgin, le présente comme une future grande star. Malgré les dénégations, on sent bien que quelque'un a concocté un plan de carrière. Tout en témoignant, les efforts de promotion du label au choix malin des Transmusicales pour lui faire faire son entrée en scène pour la France.

On commence déjà à entendre un peu partout *Let Love Rule*, le morceau qui donne son titre au premier album de Kravitz. Comme Stevie Wonder ou, plus récemment, Terence Trent D'Arby, il a joué de tous les instruments et produit le disque. Une fois l'œuvre achevée, son manager a fait le tour des maisons de disques. La musique de Kravitz n'est pas trop difficile à vendre, évidente et simple.

Comme d'autres musiciens de sa génération, il tire allègrement son trait sur les quinze dernières années et reprend les choses à l'endroit où les avaient laissées les héros de son Pantheon, John Lennon ou Curtis Mayfield. Jusqu'à son discours son violent qui reprend les deux articles de foi de la génération de Woodstock : « *Peace and love* ». Il est jeune et naïf (certains des titres de *Let Love Rule* sont extrêmement bonites), mais surtout très sûr. S'il fait penser à Lennon, c'est sûrement pour sa maîtrise des temps moyens insistants, mais plus pour sa propension au strip-tease émotionnel, la revendication militante de sa vulnérabilité, sans risquer le ridicule à chaque instant, mais aussi la grandeur.

EN BREF

□ Record pour « *Metropolis* ». — 131 000 F pour une affiche de cinéma : c'est le record enregistré vendredi 8 décembre à l'hôtel Drouot à Paris par la vente aux enchères de l'affiche originale du film *Metropolis*, de Fritz Lang.

Cette affiche, signée Boris Bilinski et créée pour la sortie du film de Fritz Lang en 1927, consécutive à *Le seul exemplaire connu à ce jour*, ont précisé M^{rs} Chayette et Calmel, responsables de la vente. Aucune vente d'œuvre de film n'avait dépassé jusqu'à présent les 100 000 F.

□ Les grands prix de la SACEM. — La SACEM a décerné ses grands prix annuels, jeudi 7 décembre. Sont couronnés pour la chanson : l'auteur Etienne Roda-Gil (parolier de Julien Clerc, Vanessa Paradis et Johnny Hallyday) et Jean-Jacques Goldman ; pour l'édition musicale : Georges Mary, éditeur et producteur de musiques de films (E. Morricone) ; pour le jazz : Claude Bolling ; pour l'interprétation de musique française d'aujourd'hui : Pierre Boulez ; pour la musique symphonique : Paul Meiano ; pour la poésie : Jean Tardieu.

JEAN MICHEL
JARRE
LES ANNÉES
LASER
UN COFFRET 10 CD

Une fois son album terminé, Kravitz a réuni un groupe (basse, batterie, guitares et saxophones). Depuis cinq mois, il répète en jouant quelquefois dans une petite salle. Quand il arrive sur scène, on a eu le temps de réaliser que, lui aussi, tout a été réfléchi : le choix des instruments (guitares Epiphone à la tonalité sigée, orgue Hammond écossais qui vibre comme sur les disques d'Otis Redding ; l'apparence de Kravitz genre beatnik de Greenwich Village (pantalon vert, chemise en dentelle synthétique violette, veste en cuir trop petite), pour montrer que même habillée au décalage-moïse, une star reste une star.

Une cohésion impressionnante

Pendant l'heure qui a suivi, on a très vite perdu de vue ces considérations. Kravitz et son groupe attaquent de front en jouant fort, serré, sans facilités psychédéliques. Malgré sa jeunesse, le groupe a déjà trouvé une cohésion impressionnante, atteignant presque systématiquement le but recherché : secouer le public sans lui faire mal. En reprenant *If six was nine* de Jimmy Hendrix, en le revisitant de fond en comble sans s'écarter d'un iota de la démarche du guitariste — l'aventure pour le plaisir, — Kravitz fait valoir ses droits incontestables à l'héritage d'une génération qu'il a à peine connue.

THOMAS SOTINEL

COMMUNICATION

M^{re} Thatcher veut réformer la télévision privée

Central TV ou la quête de la productivité

Les télévisions privées britanniques n'ont pas attendu le projet de loi de M^{re} Thatcher (*Le Monde* du 9 décembre) pour se préparer à la concurrence sévère des prochaines années.

OXFORD

de notre envoyé spécial

A deux pas de la vénérable université d'Oxford, les studios ultramodernes de Central TV, à Abingdon, symbolisent depuis le début de l'année une sorte de laboratoire de la télévision privée « à la britannique ».

Celle qui se prépare à la concurrence des satellites et des futures chaînes que le gouvernement de M^{re} Thatcher veut lancer. Celle aussi qui, tout en adaptant ses effectifs et ses moyens à la « nouvelle donne », entend conserver les atouts d'objectivité et de qualité, calqués sur ceux de la docte BBC, qui ont fait sa réputation.

Secondo par la taille des quinze sociétés privées qui forment le réseau d'ITV, Central TV a divisé sa région en trois zones, dont chacune produit ses propres informations. Le Sud, plus conservateur que les Midlands industriels, est couvert par Central South, à partir d'Abingdon. Ici, dans un bâtiment anonyme d'un parc industriel, une quarantaine de personnes, dotées d'ordinateurs et de caméras dernier cri, confectionnent chaque jour de la semaine à 18 h 25 un journal régional de vingt-cinq

minutes pour le million et demi d'habitants de la zone, suivi à 22 h 30 d'un flash de cinq minutes.

Un journaliste, un seul technicien, une quinzaine d'équipes légères sillonnent ainsi la région. Chaque journaliste écrit lui-même, sur son écran d'ordinateur, les titres ou notes qui viendront s'incruster à l'écran pendant son journal. Quand Wesley Smith, un jeune reporter de vingt-sept ans, s'installe pour présenter avec une conscience le journal du soir, il n'y a pas de caméraman dans le studio. Tout est commandé électriquement depuis la région, réduisant à cinq personnes les présences obligatoires lors du journal.

Cet effort de productivité, flagrant à Abingdon, est aussi sensible dans les deux autres grands centres de production de Central TV, à Birmingham et Nottingham, qui vont se convertir bientôt aux informations « robotisées ». Depuis vingt mois, l'effectif de la société est passé de deux mille cent à mille sept cents personnes. Les différentes activités de la chaîne ont été réorganisées en centres de profit autonomes. Ainsi, les studios, qui ne travaillaient auparavant que pour Central, s'ouvrent à de nouveaux clients, entreprises ou producteurs indépendants, qui forment déjà 20 % de leur activité. Objectif pour 1992 : 50 %. Côté publicité, Central a regroupé ses forces avec celles de sociétés régionales voisines, Anglia et Border, pour mieux démarcher les annonceurs nationaux. Enfin Central, qui produit

à elle seule 20 % des programmes du réseau national ITV, s'est armée d'une filiale pour commercialiser, à l'étranger les émissions — pour enfants, documentaires ou variétés notamment — qui sont ses points forts.

Toute cette agresseivité paie. Alors que sa région, les Midlands, compte seulement neuf millions d'habitants, Central a récolté 217 millions de livres de publicité en 1988 (environ 2 milliards de francs), soit plus du double des recettes de la Cinq sur la France entière. Et son budget total de 264 millions de livres (contre 152 millions en 1984) lui permet de diffuser vingt-quatre heures par jour, tout en régionalisant, au maximum ses émissions. Journaux, mais aussi émissions d'actualité ou de débat spécifiques aux trois zones de diffusion, atteignent ainsi soixante-quatre heures hebdomadaires.

Pourtant, le directeur général de Central, M. Leslie Hill, n'a pas l'intention de se reposer sur ces lauriers. L'année qui affecte depuis l'été la publicité, jusqu'au bout en hausse rapide, le préoccupe. Mais surtout, comme toutes les autres « franchises » d'ITV, il voit poindre l'échéance de 1993 et le grand remue-ménage qu'elle implique. Jusqu'alors, l'Independent Broadcasting Authority désignait pour dix ans le titulaire de chaque « franchise » ou concession régionale. C'est-à-dire le droit exclusif de faire une télévision commerciale dans une région donnée. C'est, d'ailleurs, à l'occasion de la dernière attribution, en 1982, que

Central a fait ses débuts dans la télévision, sous la houlette de ses trois principaux actionnaires (20 % chacun), les groupes Carlton, Maxwell et DC Thomson (éditeur de presse écossais).

Mise aux enchères ou qualité ?

Mais si M^{re} Thatcher parvient à ses fins, tout va bientôt changer. L'omniprésente IBA sera remplacée par une ITC (Independent Television Commission) bien moins tatillonne. Et les franchises seront tout simplement mises aux enchères, un processus dont les quinze d'ITV ne veulent pas. « Ce système du plus offrant aboutira à une baisse de qualité, l'argent ira à l'Etat, et pas aux programmes », explique Leslie Hill. De même, les titulaires actuels de franchises refusent la vente, proposée par M^{re} Thatcher, de 51 % de l'ITN, la société qui produit les informations nationales pour toutes les franchises.

« Les informations sont au cœur de notre activité, quel étrange concept que de les séparer... », poursuit Leslie Hill. Contrairement à pas mal de ses confrères des autres sociétés régionales, le patron de Central est pourtant un fervent avocat de changements vers une télévision plus « libérale » au sens théâtral. Ainsi, il se bat pour réduire le nombre de franchises, au nom de l'efficacité : « Quinze personnes pour décider, quinze règles pour séduire les annonceurs, quinze administrations, c'est trop... » Le seul moyen à ses yeux de faire une vraie télévision régionale est justement de centraliser certaines fonctions au niveau de grandes régions capables d'offrir l'Europe.

Cet l'échéance de 1993 n'est pas seulement britannique. Central est les autres savent que les grands de la télévision continentale sont à l'affût, les Berlusconi, Bouygues, CLT (centres de télévision) ou encore avec Revcom, filiale des Editions musicales françaises. Souvent cotées en Bourse, les sociétés d'ITV se préparent aux grandes manœuvres, en accumulant des réserves, et en liant leurs stars par des « menottes en or », des contrats de longue durée. Une seule chose est sûre : le modèle britannique va bouger. Comme dans d'autres domaines, Albion et sa télévision ne pourront plus rester isolés.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Le modèle britannique

— Deux chaînes publiques : BBC 1 (depuis 1936) et BBC 2 (depuis 1964), sans publicité, contrôlées par un Board of Governors, et qui drainent ensemble environ la moitié de l'audience. Financé par une redevance de 62,5 livres par foyer (environ 600 F), le budget net de la BBC atteint 1 080 millions de livres, dont 780 millions pour la télévision, et le reste pour ses quatre chaînes de radio.

— Deux chaînes privées : ITV (depuis 1955) et Channel 4 (depuis 1982), contrôlées par l'Independent Broadcasting Authority (IBA), se partagent le reste de l'audience, et le monopole de la publicité (2 127 millions de livres en 1988, soit 20 milliards de francs bruts, et 35,1 % des investissements publicitaires britanniques, la presse récoltant 58,1 % du total).

— Une, ITV ou Channel 3, est en réalité un réseau de quinze sociétés privées, titulaires d'une « franchise ». Chacune couvre une région, sauf à Londres, où deux compagnies opèrent l'une en semaine (Thames TV) et l'autre le week-end (LWT). Enfin, TV-AM, une société indépendante, confectionne les programmes du matin pour tout le réseau.

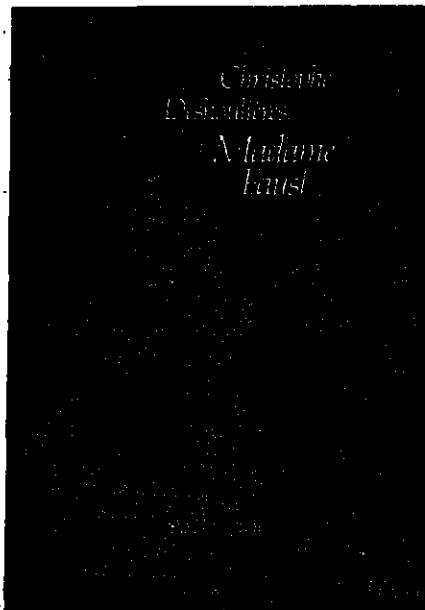
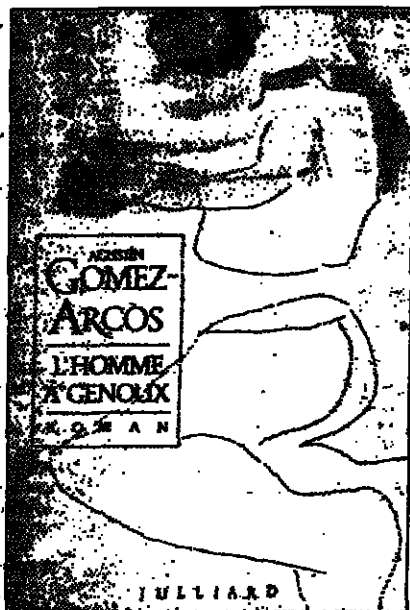
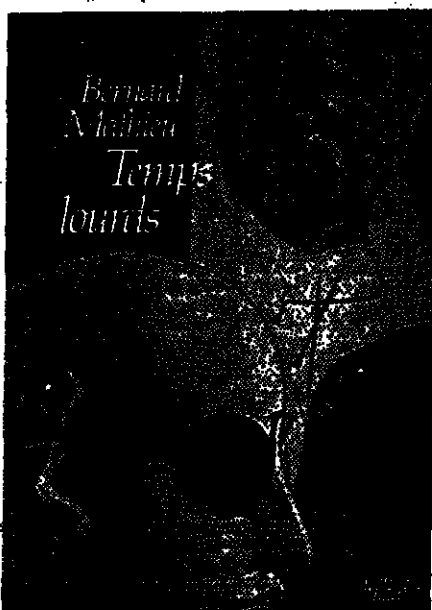
— Channel 4, pour sa part, dépend directement de l'IBA et doit s'adresser aux producteurs indépendants pour faire des programmes, à destination des minorités notamment. Plus « culturelle » qu'ITV, Channel 4 attire environ 8 % de l'audience. Une série de chaînes par satellites, Sky Television, a commencé ses émissions en février 1989. Mais le nombre réduit d'antennes et la faiblesse des réseaux câblés expliquent son peu d'audience et de recettes publicitaires dans l'immédiat.

cet automne, Julliard

Bernard Mathieu/Temps Lourds • « Une ville en déréliction, livrée au pillage, à la misère, aux errances, coupée en deux par une frontière fatale... on se croirait dans Beyrouth filmé par Schlöndorff. » LIBÉRATION

Agustín Gomez Arcos/L'homme à genoux • « Un très sardonique roman d'aventures, plein d'un humour qui ne fait ni rire ni sourire, mais réjouit le cœur de sa vengeresse féroce. » MICHÈLE BERNSTEIN/LIBÉRATION

Christophe Deshoulières/Madame Faust • « A vingt-sept ans Christophe Deshoulières fait en littérature des débuts monumentaux. Il nous convainc qu'un jeune romancier peut avoir une vision du monde épique, et une ambition sans borne. » ALAIN BOSQUET/LE QUOTIDIEN DE PARIS



AGENDA

SAMEDI 9 DÉCEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Théâtre Rappin (1953), de Marcel Carné, 16 h; Rik Grand (1950, v.o. s.t.), de John Ford, 17 h; le Convoi des braves (1950, v.o. s.t.), de John Ford, 19 h; la Cinématique de la danse présente: Tokyo Nights, le Dresseur japonais, de Louis Lumière, le Lys de la vie, de Léo Fuller, 21 h; la Argentine, la Gaîté parisienne, de Victor Janssen, 21 h 15; Quatre solistes, Josephine Baker, 21 h 45; les Plus Belles Publicités de Jean Goudé; le Sacre du prince de Maurice Béjart, 22 h; Bis de Pascal Bane, 22 h 50.

DIMANCHE

Plongé malgré lui (1950, v.o.), de John Ford, 15 h; la Charge héroïque (1950, v.o. s.t.), de John Ford, 17 h; les Nibelungen (1924), de Fritz Lang, 18 h.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-75-37-28)

SAMEDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma: l'Embarcadere (1988, v.o. s.t.), de Zoltan Palfi, 14 h 30; le Premier Maître (1987, v.o. s.t.), d'André Melchior-Kontchouk, 17 h 30; Rouges et Blancs (1988, v.o. s.t.), de Miklos Jancso, 20 h 30.

DIMANCHE

Révoltes, Révolutions, Cinéma: le Sal de la Terre (1983, v.o. s.t.), de Herbert J. Silberman, 14 h 30; Silence et Cri (1988, v.o. s.t.), de Miklos Jancso, 17 h 30; la Porte du paradis (1980, v.o. s.t.), de Michael Cimino, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (46-26-34-30)

SAMEDI

Montparnasse 1919-1989: Actualités anciennes: Actualités Gaumont, 12 h 30; Arrière-pensées: Des valises 1900 à la Grande Guerre (1987) de Jean-Marie Drot, Montparnasse et ses peintres (1987) d'Yves Allan, la Nouvelle Trinité (1979) de Carlos Vilardebó, 14 h 30; Music-Hall: la Rue de la Gaieté (1983) de Jean-Marie Drot, Dancin' (1989) de Juliet Berio, 16 h 30; Music-Hall: Bobino en scène du music-hall (1974) de Max Gérard, Rigobolche (1936) de Christian-Jaque, 18 h 30; la Tour infernale: Construction de la tour Montparnasse (1972) de Joseph Morier, Gratte-Ciel (1984) de Christophe Jacrot, Trois Petits Tours (1984) de Pierre-Oscar Lévy, l'Imprévisible (1977) de Jean-Louis Bertaut, 20 h 30.

DIMANCHE

Montparnasse 1919-1989: Autour d'Apollinaire: Henri Rousseau le douanier (1980) de Geneviève Bastid, A la recherche de Guillaume Apollinaire (1983) de Jean-Marie Drot, 14 h 30; Sculpteur: Bourdelle (1988) de Carol Marc Lavillier, Paris vu par... (1986) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Denis Follet, Claude Chabrol, Jean Rouch, Alberto Giacometti (1983) de Jean-Marie Drot, 16 h 30; Rencontres à Montparnasse: Bande annonce: 4 Aventures de Reine et N. (1987) d'Eric Rohmer, 4 Aventures de Reine et N. (1987) d'Eric Rohmer, 18 h 30; Au cœur de Montparnasse: Carrefour Verain (1981) de Claude Thibault, l'Homme fragile (1980) de Claude Chabrol, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMOUR EST UNE GRANDE AVENTURE (A., v.o.), Club, 8 (47-70-81-47).
L'ARME FATALE 2 (A., v.o.): UGC Emittage, 8 (45-63-18-18); v.o.: La Nouvelle Mandéville, 15 (45-64-84-85).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Cinéoches, 8 (46-33-10-82).

BAPTÊME (Fr.): Lucerna, 8 (45-44-57-34).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.): Saint-André-des-Arts II, 8 (43-26-50-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.): Cinéoches, 8 (46-33-10-82).

CAMILLE CLAUDE (Fr.): Elyées Lincoln, 8 (43-69-36-14).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

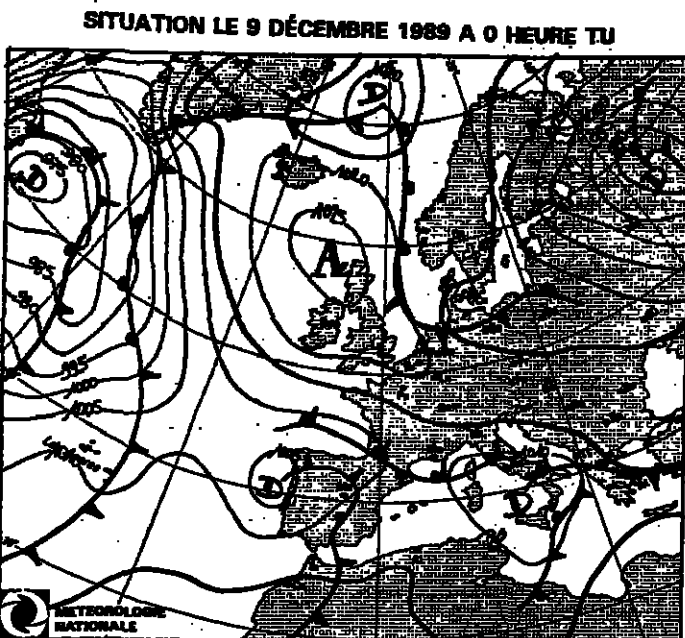
CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

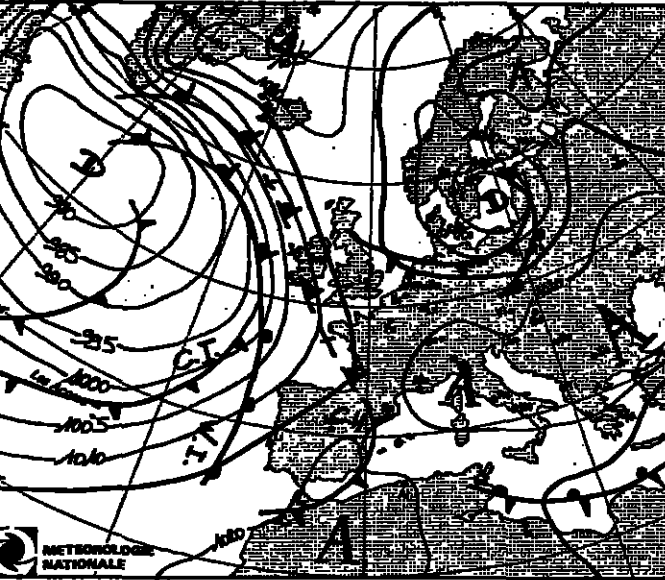
CHAMBRE A PART (Fr.): Rex, 2 (42-36-83-83); Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 11 DÉCEMBRE 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 9 décembre à 0 heure et le dimanche 10 décembre à 24 heures.

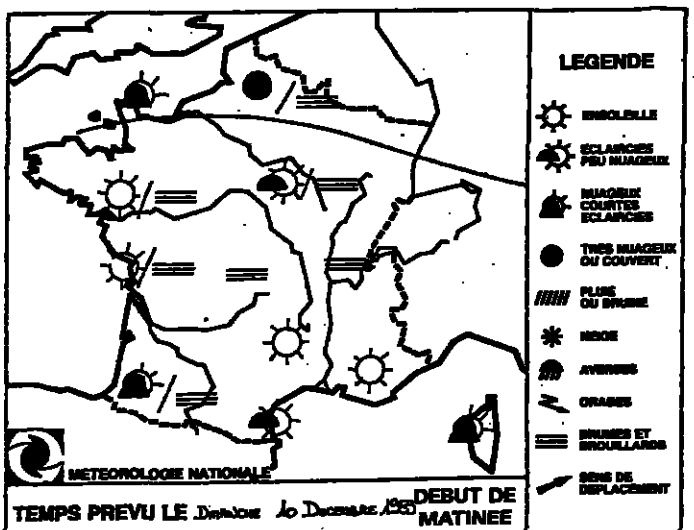
Conditions météorologiques toujours prédominantes et temps sec sur tout le pays.

Dimanche : une large majorité au soleil.

Après-midi, les brumes, brouillards localement gênants ou nuages bas seront fréquents du Nord-Pas-de-Calais à l'Alsace, Bourgogne, Franche-Comté, Lyonnais, Centre et Auvergne. Dans certaines vallées, le brouillard ne pourra pas tout à fait se dissiper. De l'Aquitaine au Midi-Pyrénées, au Roussillon et à la Corse, des nuages d'altitude voileront un peu le soleil, mais la journée sera agréable. Sur les régions du Nord-Ouest, ainsi que sur la Provence et les Alpes, le ciel sera bleu du matin au soir.

La vent d'est atteindra 30 à 50 km/h de la Bretagne au Cotentin et aux Charentes.

Les températures minimales seront encore négatives sur les trois quarts nord du pays : de -2 à -8 degrés en moyenne, et quelque -10 degrés dans le Nord-Est. Il fera toutefois de 4 à 7 degrés sur les régions du Midi. Les températures maximales seront stationnaires : de 3 à 5 degrés du Nord au Centre et au Nord-Est (mais de 0 à -2 degrés si le soleil ne se montre pas), de 5 à 8 degrés de la Bretagne au Massif Central et toujours plus pour le Midi, de 11 à 15 degrés.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé				Valeurs extrêmes relevées entre le 8-12-1989 et le 9-12-1989			
FRANCE				ÉTRANGER			
ALGER	17	9	N	ALGER	21	16	N
BARCELONE	15	9	D	AMSTERDAM	7	3	B
BELGRADE	13	2	N	ATHÈNES	17	12	C
BOMBAY	28	18	N	BANGKOK	30	21	D
BREITENBURG	1	-3	C	BELGRADE	5	-10	B
CAEN	6	-1	D	BERLIN	3	3	P
CHERBOURG	7	0	D	BRUXELLES	4	0	P
CLEMONTE-FERR	-3	-4	B	LE CAIRE	21	11	D
DUNKERQUE	-2	-3	C	CYPRUS	7	-2	C
GENÈVE	4	-3	D	DAKAR	25	22	D
LILLE	5	1	D	DELHI	25	9	B
LONDRES	13	1	D	DIJON	1	0	C
LYON	-1	-2	B	GENÈVE	22	18	N
MARSEILLE	10	4	P	ISTANBUL	8	2	D
NANCY	2	-5	C	JERUSALEM	14	9	B
NANTES	6	0	D	LEKAMP	16	14	A
NICE	17	6	N	LONDRES	7	1	B
PARIS-MONTMARTRE	7	0	D				
PARIS-ORLY	19	6	N				
PERPIGNAN	9	0	C				
RENNES	7	-2	D				
STRASBOURG	-1	-2	B				
STETTERN	0	-4	C				

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Samedi 9 décembre

TF 1	LA 5
20.40 Variétés : Sébastien, c'est fou !	20.40 Feuilletton : V (3 épisodes).
22.15 Magazine : Ushual.	22.25 Série : Le voyageur.
23.20 Magazine : Formule sport.	23.20 Théâtre : La face cachée d'Orion.
0.10 Journal.	0.00 Journal de minuit.
	0.05 La face cachée d'Orion (suite).
A 2	M 6
20.40 Variétés : Champs-Élysées spécial Téléthon.	20.30 Série : Le Saint.
0.10 Journal du Téléthon.	22.10 Téléfilm : La piste d'un homme mort.
0.55 Journal et Météo.	23.25 Six minutes d'informations.
FR 3	LA SEPT
20.35 Samy Darnay.	20.35 Documentaire : Du Kirov à l'Opéra.
21.55 Journal.	22.00 Concert : Jerry Lee Lewis au Printemps de Bourges 1987.
22.20 Magazine : Le divan.	22.30 Documentaire : Histoire parallèle.
Invité : Jean-Marie Le Pen.	De Philippe Grandjean.
22.40 Magazine : Musicales.	23.15 Jeux sonores collection.
23.40 Magazine : Sports 3.	23.20 Documentaire : Travail à domicile.
CANAL PLUS	23.25 Cartes postales vidéo.
20.30 Sport : Football. Championnat de France : Saint-Etienne-Monaco.	23.30 Documentaire : Marseille de père en fils.
22.45 Magazine : Exploits.	De Jean-Louis Comolli.
23.00 Cinéma : Double violence. ■ ■	
0.20 Cinéma : Salsam Bombay ! ■ ■	

Dimanche 10 décembre

TF 1	LA 5
15.40 Tiroc à Autouil.	17.00 Magazine : Télé-marchés dimanche.
15.50 Série : Vivement lundi.	18.00 Série : La cinquième dimension.
16.20 Dessins animés : Disney parade.	18.25 Résultats du championnat de football.
17.35 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?	18.30 Série : Ripide.
18.00 Magazine : Téléfoot.	18.50 Journal images.
19.00 Cinéma : 7 sur 7.	19.00 Ripide (suite).
Invité : Pierre Boulez.	19.30 Divergence : Tout le monde il est gentil.
20.00 Journal.	20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Deux heures moins le quart avant Jésus-Christ. ■	20.30 Drôles d'histoires.
22.20 Magazine : Ciné-dimanche.	20.40 Téléfilm : Nom de code Zebra.
23.30 Cinéma : On n'est pas tous d'or. ■	22.20 Magazine : Ciné Cinq.
0.00 Journal.	22.35 Cinéma : L'écroulante. ■
A 2	M 6
15.35 Feuilletton : Un château au soleil (4 épisodes).	15.50 Série : Poigne de fer et séduction.
17.30 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte de la mer.	16.20 Série : Brigade de nuit.
18.25 Magazine : Stade 2.	17.10 Série : Vegas.
19.00 Émission spéciale. Le président François Mitterrand répondra aux questions de Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel, Serge July et Christine Ockrent en direct de l'Élysée.	18.00 Informations : M 6 express.
20.00 Journal.	18.05 Série : Para et impaire.
20.35 Série : Renseignements généraux.	18.30 Série : Les années coup de cœur.
Magazine : Cinéma, cinéma.	19.00 Magazine : Culture pub.
23.20 Journal.	19.30 Série : Roseanna.
23.42 Soixante secondes.	19.54 Six minutes d'informations.
23.45 Chefs-d'œuvre en péril.	20.00 Série : Madame est servie.
FR 3	20.30 Téléfilm : Un meurtre doit être commis.
17.03 Magazine : Montagne.	22.05 Magazine : Sport 8.
17.30 Amuse 3.	22.15 Capital.
19.00 Série : L'étrange Monsieur Duvalier.	22.30 Téléfilm : Sa vie d'homme.
Série : Benny Hill.	0.00 Six minutes d'informations.
20.35 Documentaire : Optique.	
21.45 Magazine : Océaniques.	
22.05 Journal.	
22.30 Cinéma : Eva. ■ ■ ■	
0.45 Musiques, musique.	
CANAL PLUS	LA SEPT
18.25 Magazine : 24 heures.	18.30 Documentaire : William Foreythe au travail.
17.20 Magazine : Exploits.	19.30 Spectacle : Bleu, blanc, Gouda, la Marseillaise.
Documentaire : Et si nous étions des animaux.	20.30 Je me souviens... des années 80.
18.00 Cinéma : La puce et le grincœur. ■	20.35 Cinéma : Céléste. ■ ■
En clair jusqu'à 20.35.	Film allemand de Percy Adlon, d'après Cécile Auber.
19.45 Dessins animés : Ca cartoon.	22.20 Court métrage.
20.30 Magazine : Tranches de l'art.	22.30 Film d'animation : Street of crocodiles.
20.35 Cinéma : Sans unique. ■	23.00 Documentaire : Préfaces (II).
22.30 Cinéma : Jeux interdits. ■ ■ ■	23.30 Téléfilm : Moi, Charles Labussière, un citoyen sans importance ou un pirate sous la Terreur.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5149

HORIZONTALEMENT

I. Qui risquent de nous chiffronner. — II. Avoir une réaction brutale. Dernière demeure pour Homère. Prouvent qu'on n'a pas toujours fait bonne impression. — III. Vivent dans des lieux agréables. Évoque une règle très importante. Point de départ. — IV. La fin de tout. La classe des cancras. — V. Comme une plante dont on peut dire qu'elle est au poil. Fume à l'étranger. — VI. Pas libre. Faire circuler comme des livres. — VII. Difficile à gagner. Invitation à faire le grand saut. — VIII. Ceux de Langerhans sécrètent l'insuline. Enveloppé comme un pigeon. — IX. Utile pour égarer. Utilisé par les Égyptiens pour une bonne conservation. Fut colonisé par les mormons. — X. Pour tenir, il y en a un de bon. Un temple, chez les Aztèques. — XI. Jardin dans une Auberge. Pris. Dans les Pays-Bas. — XII. Traiter comme un fou. Certains sont de la haute. — XIII. Chargions comme un ballon. Froides quand on a eu chaud. — XIV. Dans l'entre. Une grosse tête. Se moule. — XV. Privilège l'enseignement de maître à élève. Qui peut payer. Agrément étranger.

VERTICALEMENT

1. Un homme qui a les jetons. A généralement un joli corps. 2. Est vraiment coton. Comme un mode, en musique. — 3. Qui ont fait leur apparition. Préfèrent vivre dans l'obscure. — 4. Ne peut trancher que s'il est bien éclairé. Peut être appelé sénescence. 5. Un vain pour le futur. N'a pas son compte d'électrons. — 6. Une région d'élevage. Une grande épreuve pour les femmes. — 7. Une plante envahissante. En Italie. Un pays de cochons. — 8. Draine un Sillon. Une odeur qui peut faire fuir. — 9. Qui a donc circulé. Souvent cité avec la taille. Expression enfantine. — 10. Sorti.

Solution du problème n° 5148

Horizontalement

I. Horlogers. — II. Émeute. lo. — III. Leaders. — IV. Il. Cam. — V. Côté. — VI. Overt. Nul. — VII. Nt. Ennui. — VIII. Édme. G8. — IX. O8. Usur. — X. Panneton. — XI. Ana. Tests.

Verticalement

1. Hélicon. Spa. — 2. Ornelette. An. — 3. Réa. Té. Cône. — 4. Lucion. Ion. — 5. Ota. Item. Et. — 6. Ger. Meute. — 7. Soine. S.O.S. — 8. Ri. Urgent. — 9. Sommeiller.

GUY BROUTY

LÉGION D'HONNEUR

Ministère de la défense

Sont élevés au grade de commandeur :

MM. Maxime Arié, Bernard Lejeune, Roger Le Roy, Yves Roumieu, Henri Saut, Guy Robert, Fernand Dufour, Serge Folret, Lucien Margale, M^{me} Simone Viel, épouse Puch.

Sont promus officiers :

MM. Bernard Crutet, Hubert Gros, Antoine Luguez, Louis Adonis, Georges Baret, M^{me} Madeleine Bilot, veuve Saint-Saëns ; MM. Pierre Bretonneau, Régis Chanaï, Jean Dupré, Roger Rosé, Maurice Gleize, Georges Ollivier, M^{me} Simone Le Pen, épouse Le Port ; Paul Michel, épouse Adonis ; MM. Roland Ory, Pierre Paron, Maxime Pavie ; M^{me} Sylviane Ricot, épouse Mignat ; Elisabeth Ricot, épouse London ; Renée Salann, veuve Mautrel ; MM. Yvon Sleuwart, Louis Talmé ; M^{me} Lucienne Tugnot, épouse Mignat ; Jacques Adam, Léon Colonne, Pierre Codi, Raymond Douay, René Ducros, Robert Favard, Jean-Claude Goulet, Georges Girard, Gérard Grassein, Jean Hardy, Roger Le Berre, Jules Marty, Laurent Masson, Louis Nais, Jean Palasse, André Pélissier, Guy Robert, Fernand Saut, Raphaël, Guy Rioual, Jean Simon ; M. Dominique Azoué ; M^{me} Simone Bertrand, épouse Komper ; MM. René Basso, Noël Bidault, Jean Borda, Jean Costantini, Louis Crozet, Fernand Davy, Michel Deragaucourt, Louis Donche, François Dufou, René Fournet ; M^{me} Louise Fournet, veuve Baret ; Yvonne François ; MM. Adrien Giesseman, Bernard Gros, Pierre Jaguand, Pierre Janssen ; M^{me} Eugénie Jenevaud, épouse Galesnier ; Georges Jourdain ; MM. Otho Keller, Jankiel Klajman ; M^{me} Eugénie Lechitz, veuve Fide ; MM. Yves Léon, Lucien Lema, MM. Méraud, Georges Passereau, Georges Perret, Jean Quémet, Jean Rousseau, René Roux ; M^{me} Marie Rozier, veuve Saut ; MM. René Rullier, Roger Tardieu, René Tuffin ; M^{me} Marie Tuffin, épouse Boissière.

Sont nommés chevaliers :

MM. Mohammed Abbou, Louis Achard, Joseph Bouchet, Jean-Louis Bourhis, Jean Constant, Marc-Jean Despey, Raymond Gysels, Robert Le Calvez, Rami Ledue, Alfred Lepout, René Limanour, André Maler, Daniel Mathy, Maurice Monton, Simon Négret, Roger Noblet, Emile Perroin, Lucien Reix, Edouard Ruppelt, Robert Sanchez, François Simon, Jean-Paul Szekala, Etienne Venner, Léon

Abt. André Amelle, André Arles, Jean Avuvin, Henri Barbin, François Barbin, Alexis Barette, Maurice Barnier, M^{me} Maria Barre, veuve Ioli ; M. Jean Beaulieu ; M^{me} Geneviève Benoit-Lucy ; M^{me} Aloyse Benzinguer, Georges Berger, André Bernard, M^{me} Rosine Bernheim, MM. Joseph Bettanier, Maurice Bojor, Jean Bourbigot, Henry Bostellier, Robert Branchet, Victor Bremlont, M^{me} Scolastique Brzecka, épouse Mociaga ; MM. Alexandre Brind, Jean-Baptiste Burg, Roger Collé, Albert Capelli, Auguste Cédier, Mario Celli, Jean Cezari, Roger Chaboud, René Claude, Jean Colla, Maurice Couhard, Jean Courcier, Robert Croux, Pierre Crouzet, Carlo Dallavalle, Jean David, Agop Dayan, Abel Defois, Paul Delon ; M^{me} Alice Demaux, Alice Desgout, épouse Lelout ; MM. René Deville, Francis Di Giovanni, Alexandre Dreyer, Lucien Ducloux, Justin Eloy, Julien Enne, Henri Everard, Jean Eysiedoux, Guy Falcou, M^{me} Jacqueline Flary, Emile Gallard ; M^{me} Victor Geyss, Joseph Geisler, Jean Giry, Marcel Got, Jean Gouvenaux, Jean Gramelle ; M^{me} Marie Grasser, Geneviève Guenot ; MM. Manuel Hernandez, Marcel Hogard, Alexandre Housais, Emile Isabella ; M^{me} Hélène Jadovska ; MM. Charles Jeannin, Georges Jonquais ; M^{me} Marie-Anne Jullit.

MM. André Lafarge, Henry Lagay, André Lambert, Jacques Lambou, Albert Larrea, Raymond Le Dorol, Jean Lelen, Marcel Le Moing, René Loriot, Marcel Malivet ; M^{me} Jeanne-Catherine Maréchal ; M. Jacques Marcel ; M^{me} Marie Marci ; M^{me} Pierre Mariche, Marcel Martin, Antoine Martine, Gaston Mentes, Louis Michel, François Mouchet, André Musier, Joseph Nard, Jean Nodot ; M^{me} Gertrude Opp, épouse Bodin ; Palmira Paulini ; MM. Marcel Passot, Gabriel Paul, Léopold Peltan, Albert Perron, François Philibert, François Piletta, Roger Poulet, Ewald Poulligon, René Raynal, Raymond Robert, Louis Rose, Ange Roux, Henri Samson, Hubert Saut, Fernand Schaeffer, Lucien Schaffhauser, Hubert Schaefer, Georges Serrano, René Stock, Gaston Thill ; M^{me} Marie-Antoinette Thirion ; MM. Marcel Thozan, Yves Toussaint, Camille Trébois ; M^{me} Guillaumette Tréster ; MM. Serge Vanoy, Pierre Vauvert, Charles Welsch, Antoine Willette, Louis Wurmer, Jean-Pierre Colla, Didier Hecht, Henri Jardinet, Henri Ribière ; M^{me} Marcelle Dupuch.

Neuf anciens harkis décorés aux Invalides. — Le secrétaire d'État à la défense, M. Gérard Renou, a remis, samedi 9 décembre, dans la cour d'honneur des Invalides à Paris, une série de décorations (dans l'ordre de la Légion d'honneur et dans l'ordre de la Médaille militaire) à neuf anciens harkis — Français d'origine nord-africaine anciens combattants. A cette cérémonie assistait notamment M. Maurice Benasayag, délégué aux rapatriés, qui a remis son étendard au détachement des cavaliers de l'armée d'Afrique.

C'est pratique, c'est efficace...
c'est l'Aspirine du Rhône.

C'est un médicament contre les maux de tête. Lire attentivement la notice.

R. PLABO

CHRONOLOGIE

Novembre 1989
dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois.
Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

ÉTRANGER

1. - **NICARAGUA** : Le président Ortega annonce la suspension du cessez-le-feu instauré en mars 1988 avec la Contra afin d'obtenir la démobilisation des rebelles prévue par les accords de Tela du 7 août. Des négociations entre sandinistes et « contras », du 9 au 21 aux États-Unis, n'aboutissent à aucun accord (du 3 au 15, 23 et 30).

2. - **GRANDE-BRETAGNE** : Jaguar accepte une OPA de 16 milliards de francs lancée par le constructeur américain Ford (2, 3 et 4).

3. - **GRÈCE** : Les deuxièmes élections législatives en cinq mois aboutissent à une nouvelle impasse. La Nouvelle Démocratie (conservateur) obtient 148 (4, 3) des 300 sièges, le PASOK (socialiste), 128 (4, 3), et la coalition qui regroupe le PC et divers partis de gauche, 21 (-7). Les dirigeants de ces trois forces politiques parviennent, le 21, à un accord sur la formation d'un gouvernement de coalition dirigé par M. Karamanlis. Le 22, M. Karamanlis, ancien gouverneur de la Banque centrale, avant qu'un nouveau scrutin soit organisé au printemps 1990 (1, 3, 4, 7, 8, 10, 12, 13, 22, 23 et 24).

4. - **LIBAN** : Les députés libanais, réunis dans une base militaire du nord du pays, élisent président de la République M. René Mouawad (chrétien maronite), qui appelle à la « réconciliation nationale » entre chrétiens et musulmans. Le général Aoun, qui avait annoncé, le 4, la dissolution du Parlement, juge « anticonstitutionnelle » cette élection, qui est favorablement accueillie à Washington, à Moscou, à Paris et dans les pays arabes. Mais le 22, jour de l'anniversaire de l'indépendance, René Mouawad est tué à Beyrouth-Ouest dans un attentat qui fait vingt-trois autres morts. Dès le 24, M. Elias Hraoui (maronite) est élu à la présidence par les députés réunis à Chama, dans le centre du Liban, contrôlé par la Syrie. Et, dès le 25, M. Solim Hoss (musulman sunnite), premier ministre désigné, le 13, par M. Mouawad et reconduit par M. Hraoui, présente un gouvernement d'« union nationale », qui est investi, le 26, par les députés. Le 28, le général Aoun, qui réclame ses nouvelles autorités, est destitué de ses fonctions de commandant en chef de l'armée. Mais, face aux menaces d'intervention militaire, il repart le soutien de dizaines de milliers de chrétiens qui se rassemblent chaque jour autour du palais présidentiel de Baabda où il s'est réfugié. Une trentaine de parlementaires français de l'opposition viennent aussi, le 19, lui apporter leur appui (du 2 au 15 et à partir du 18).

5. - **PROCHE-ORIENT** : Le gouvernement israélien accepte avec des réserves le plan Baker prévoyant un dialogue israélo-palestinien pour préparer des élections dans les territoires occupés. M. Shamir, premier ministre israélien, est accueilli très froidement, le 15, à Washington, par M. Bush et, le 21, à Paris, par M. Mitterrand (7, 14, 15, 19-20, 22, 23 et 24).

7. - **ÉTATS-UNIS** : L'élection à la mairie de New-York est remportée pour la première fois par un Noir, M. David Dinkins, tandis qu'en Virginie un autre démocrate, M. Douglas Wilder, devient le premier Noir élu gouverneur (5-6, 7, 9, 10 et 29).

7. - **PAYS-BAS** : Entrée en fonctions du cabinet de centre-gauche formé par M. Ruud Lubbers, chef d'un gouvernement de centre-droit depuis 1982. Après le scrutin du 6 septembre, un accord de coalition a été conclu fin octobre entre les chrétiens-démocrates de M. Lubbers et les socialistes de M. Wim Kok (4, 8 et 14).

7-11. - **NAMIBIE** : Aux élections constitutives, la SWAPO, principal mouvement indépendantiste, avec 41 des 72 sièges, s'attribue la majorité des deux tiers. Son chef, M. Sam Nujoma, devient à Windhoek le 14 septembre après trente ans d'exil, se déclare prêt à coopérer avec ses adversaires politiques. Le 22, s'achève le retrait des soldats sud-africains, qui occupaient le pays depuis 1915 (du 2 au 7, 9, 11, du 14 au 17 et 23).

8. - **JORDANIE** : Aux élections législatives, les premières depuis avril 1967, les islamistes remportent 31 des 80 sièges du Parlement, dont 20 obtenus par les Frères musulmans (8, du 10 au 13, 28 et 29).

9. - **CHINE** : M. Deng Xiaoping renonce à ses dernières fonctions officielles, mais il affirme, le 10, que, malgré sa retraite, il continuera « à jouer son rôle comme il se doit » (10, 11, 15, 18, 21, 22 et 23).

9. - **TURQUIE** : M. Turgut Ozal, investi chef de l'État, comme un de ses proches, M. Yildirim Akbulut, pour lui succéder comme premier ministre (11 et 18).

11. - **SALVADOR** : Les guérilleros du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) lancent une offensive générale. À San Salvador, l'armée subit d'importants revers avant de reprendre le dessus à partir du 15. Les combats, très violents, provoquent plus de mille morts chez les rebelles et près de trois cents chez les militaires, ainsi que des centaines de morts dans la population civile victime des affrontements et des bombardements de l'armée. Le 16, l'assassinat de six jésuites dans leur université est attribué aux Escadrons de la mort, liés à l'armée et à l'extrême droite (du 14 au 28 et 30/XI, 2/XII).

12. - **ESPAGNE** : Mort de Dolores Ibarruri, héroïne de la guerre civile et de l'antifranquisme surnommée la Pasionaria (14 et 18).

12. - **PÉROU** : Les élections municipales sont marquées par le

succès de la coalition de droite Front démocratique et l'échec du mot d'ordre de boycottage lancé par le mouvement de guérilla Sendero lumbino (du 3 au 6, 10 et 14).

15. - **BRESIL** : Au premier tour de l'élection présidentielle, le premier depuis 1960, M. Fernando Collor, candidat populiste de droite, avec 27 % des voix, et M. Luiz Inácio da Silva, dit « Lula », candidat du Parti des travailleurs (gauche), avec 16 % des voix, arrivent en tête. Le deuxième tour entre ces deux hommes est fixé au 17 décembre (1, 3, 8, 9, 11, 14 et du 16 au 21).

17. - **FINANCES MONDIALES** : Une hausse sensible des taux d'intérêt à long terme en RFA attirant les capitaux vers ce pays, le deutchmark monte et le dollar retombe à ses niveaux du début 1989 (5-6, 12-13, 14, 19-20, 23, 26-27, 28 et 30/XI, 3-4/XII).

20. - **ESPAGNE** : Un député basque de la coalition Herri Batasuna, proche de l'ETA, est assassiné à Madrid. L'extrême droite, vers l'extrême droite, alors qu'Herri Batasuna avait annoncé, le 7, son intention de ne plus boycotter les travaux du Parlement (9, 19-20, 22 et 23/XI, 2/XII).

20. - **ONU** : L'Assemblée générale des Nations unies adopte à l'unanimité une convention internationale sur les droits de l'enfant (21, 22, 23 et 28).

22-26. - **INDE** : Aux élections législatives, ni le Parti du Congrès (193 sièges - 222) de M. Rajiv Gandhi, premier ministre depuis décembre 1984 ni le Front national (145 sièges), coalition hétéroclite qui regroupe le Janata Dal (141 sièges) et quatre partis régionaux, n'atteignent la majorité absolue de 263 sièges. Les élections n'ont pu être organisées dans 17 des 542 circonscriptions. Le Front national recevant le soutien de la droite hindouiste (88 sièges : +86) et des deux partis communistes (44 sièges), M.V.P. Singh (Janata Dal) est chargé, le 1^{er} décembre, de former le gouvernement (2, 11, 15, 17, 22, 24 et du 28/XI au 4/XII).

23. - **AFRIQUE** : Un rapport de la Banque mondiale estime que, pour enrayer le déclin de l'Afrique subsaharienne, l'aide publique au développement devrait passer à 22 milliards de dollars par an d'ici

à l'an 2000, soit le double des niveaux de 1986 (28).

24. - **ITALIE** : Le comité central du PCI approuve, après cinq jours de débats houleux, l'ouverture d'un « phase consensuelle » pour la fondation d'un nouveau parti de gauche qui n'aurait plus le mot « communiste » dans son nom (16, 17, 23, 25 et 26-27).

26. - **COMORES** : Le président Ahmed Abdallah est assassiné. La garde présidentielle (GP), dirigée par Bob Denard et d'autres mercenaires français et belges, prend le contrôle de l'archipel (9, 25 et du 28/XI au 2/XII).

26. - **HONDURAS** : M. Rafael Callejas, candidat du Parti national (conservateur), remporte l'élection présidentielle. Il succède, le 27 janvier 1990, au président José Azcona, dont le Parti libéral est au pouvoir depuis 1981 (28 et 29).

26. - **SUISSE** : 35,6 % des votants se prononcent par référendum pour la suppression de l'armée, mais les « non » l'emportent par 64,4 % (25 et 28).

26. - **URUGUAY** : M. Luis Lacalle, candidat du Parti blanco, est élu président de la République. Il succède, le 1^{er} mars 1990, à M. Julio Sanguinetti, membre de l'autre formation conservatrice, le Parti colorado. M. Tabaré Vázquez, un socialiste marxiste, est élu chef de Montevideo (28).

28. - **PÉTROLE** : L'OPEP porte le plafond de production pour 1990 de 20,5 à 22 millions de barils par jour afin de se rapprocher du niveau réel d'extraction (5-6, 29 et 30).

30. - **CAMEROUN** : Mort à Dakar d'Ahmadou Ahidjo, président camerounais de 1960 à 1982 (2/XII).

30. - **FRANCE-CORÉE DU SUD** : M. Roh Tae-woon, en tant qu'une tournée européenne qui a conduit en RFA, en Hongrie et en Grande-Bretagne, effectue en France jusqu'au 2 décembre la première visite d'État d'un président sud-coréen (8, 22 et 25/XI, 2 et 3-4/XII).

30. - **RFA** : Alfred Herrhausen, président de la Deutsche Bank, la plus importante banque de RFA, est tué ainsi que son chauffeur, près de Francfort, dans un attentat à la bombe revendiqué par la Fraction armée rouge (1^{er}, 2 et 6/XII).

représentants du Forum civique, les députés votent, le 29, à l'unanimité, l'abolition du rôle dirigeant du parti (16 et à partir du 19).

18. - **CEE** : Les douze chefs d'État ou de gouvernement de la CEE, M. Delors et M. Rocard, réunis à l'Élysée pour un dîner à l'invitation de M. Mitterrand, expriment leur « solidarité » avec les « mouvements de réforme » en Europe de l'Est, qui « accélèrent le déclin des totalitarismes ». Mais l'aide pour « restaurer ou instaurer une économie saine » est conditionnée au « retour vérifié à la démocratie ». La création d'une banque européenne, au capital de 70 milliards de francs alimenté par des fonds publics, est envisagée, alors que le montant de l'aide à la Pologne et à la Hongrie déjà annoncée par les Occidentaux s'élève à près de 40 milliards de francs. Le 22, à Strasbourg, M. Mitterrand et Kohl présentent au Parlement européen les conclusions du « dîner des Douze » (8 et du 14 au 28).

23. - **EUROPE** : M. Mitterrand, dans un entretien à Paris-Match sur les années 80, estime que l'événement dominant de la décennie est « la transformation de l'Europe, l'Europe communautaire qui se fait, l'Europe communautaire qui se défait » (24).

23-25. - **POLOGNE-URSS** : M. Mazowiecki, lors de sa première visite à Moscou en tant que chef du gouvernement polonais, s'accorde avec M. Gorbatchev sur la nécessité de préserver les frontières et les systèmes d'alliances actuels en Europe (du 24 au 28).

24. - **ROUMANIE** : M. Nicolae Ceausescu, au pouvoir depuis 1965, est réélu à l'unanimité secrétaire général par les 3 308 délégués du 14th congrès du PCR. Il exclut toute renouveau en cause du socialisme et

FRANCE

4. - Pour tenter d'apaiser les polémiques sur le foulard islamique, M. Lionel Jospin demande l'avis du Conseil d'État. Celui-ci estime, le 27, que le port de signes religieux n'est « pas incompatible » avec la laïcité de l'école publique, mais que les actes de prosélytisme ou le refus de suivre tous les enseignements doivent être proscrits. Cependant, pendant tout le mois, le débat s'élargit aux problèmes de l'immigration : alors que M. Le Pen dénonce « l'islamisation de la France », le gouvernement est prié de mettre en œuvre une politique d'intégration plus active (à partir du 2).

7. - Un attentat contre un complexe touristique est revendiqué, le 16, par l'ex-FILC, qui rompt ainsi la trêve observée depuis juin 1988, pour protester contre la spéculation immobilière en Corse (8, 9, 11, 14 et 19-20).

8. - Le gouvernement envisage une cotisation sociale généralisée pour la Sécurité sociale. Alors que les comptes publiés le 7 prévoient un excédent pour 1989, mais un déficit important en 1990, les prélèvements exceptionnels de 0,4 % sur les revenus imposables et de 1 % sur les revenus du capital sont reconduits pour 1990 (du 8 au 11).

8. - Le projet de réforme des FTT prévoit la séparation des postes et télécommunications en deux entités autonomes mais le maintien du statut de fonctionnaire pour les 450 000 agents (10, 16 et 22/XI, 2/XII).

8. - Un projet de loi destiné à faciliter le logement des plus démunis est adopté en conseil des ministres (9 et 10).

10. - Remy Martin et Cointreau fusionnent pour constituer le troisième groupe français du secteur des spiritueux (11, 12-13 et 17).

16. - M. Michel Vauzelle (PS) est élu président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Il succède à M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF), qui a abandonné son mandat de député pour rester parlementaire européen et président du conseil régional d'Auvergne (du 5 au 13, 16, 17 et 18/XI, 1^{er}/XII).

17. - M. Jacques Médéric (RPR) de Nice, est inculpé de délit d'ingérence sur plainte de plusieurs de ses adversaires politiques. Face aux multiples enquêtes fiscales et judiciaires dont il est l'objet, M. Médéric démissionne une « cabale politique » (1^{er}, 5-6, 12-13, 15, du 18 au 23 et 28/XI, 1^{er}/XII).

19. - M. Jacques Chirac, présentant la nouvelle doctrine sociale du RPR, propose d'« amplifier » et de « généraliser » la participation et l'investissement dans les secteurs privé et public (16 et 21).

20. - Le projet de budget pour 1990 est considéré comme adopté en première lecture à l'Assemblée nationale. Après l'engagement, le 17, de la responsabilité du gouvernement, la motion de censure déposée par l'opposition ne recueille que

254 voix (du 4 au 13, du 15 au 20 et 22).

20. - M. Bernard Gérard, directeur de la DST, déclare que c'est sur ordre de M. Charles Pasqua que ses services ont fourni, en 1986, un « vrai-faux » passeport à M. Yves Chaler, impliqué dans l'affaire du Carrefour du développement. Le PS envisage le renvoi de M. Pasqua devant la Haute Cour (22, 23 et 24).

20. - Renault est autorisé par le gouvernement à fermer en 1992 l'usine de Billancourt, alors que la Commission européenne continue d'exiger une réduction de la capacité de production en contrepartie de l'annulation par l'État de 12 millions de francs de dettes (11, 16, 17, 18 et du 22 au 28).

21. - Le Sénat, où la droite est largement majoritaire, approuve, par 190 voix contre 103, la politique du gouvernement face aux bouleversements dans les pays de l'Est (18 et 22).

22. - Un rapport sur les revenus des Français entre 1974 et 1988 constate que les inégalités se sont accrues depuis 1985, en particulier parce que les revenus d'activité ont progressé beaucoup moins vite que ceux issus de la propriété mobilière et immobilière (23 et 24).

24. - Le PSU, fondé en avril 1960, se saborde avant de fonder, le 26, avec la Nouvelle Gauche (ex-comités Juquin), l'Alternative rouge et verte (du 25 au 28).

24. - En octobre, le nombre des chômeurs a baissé de 0,3 % et les prix ont augmenté de 0,4 % (14, 17 et 25/XI, 1^{er}/XII).

26. - La progression du Front national lors du premier tour de deux élections législatives partielles, à Dreux et à Marseille, entraîne une réaction quasi unanime des partis politiques traditionnels qui appellent à « faire barrage » à l'extrême droite, alors que les représentants de la gauche sont diminués du second tour (7, 10, 23 et à partir du 26).

27. - M. Mitterrand, inaugurant à Lyon le nouveau siège d'Interpol, appelle à un « sursaut collectif » dans la lutte contre les trafiquants de drogue (26-27 et 29/XI, 2/XII).

28. - Le projet d'amnistie totale en Nouvelle-Calédonie est approuvé à l'Assemblée nationale par 305 voix (PS, PC) contre 260 (RPR, UDF et UDC) (8, 9, 14, 25 et 30).

28. - Un rapport du gouvernement indique que le pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires progressera de 3,3 % en 1989, alors que, depuis 1980, la hausse n'avait jamais dépassé 1,5 % (29).

28. - Le groupe Rivaud annonce le rachat de la majorité du capital de Pathé-Cinéma qu'il avait vendue en décembre 1988 à MTF, afin de mettre fin au conflit juridique entre le gouvernement et M. Parretti, l'homme d'affaires italien qui contrôle MTF (19-20, 22 et 30).

LES BOULEVERSEMENTS EN EUROPE DE L'EST

1. - **RDA** : Dès la réouverture de la frontière avec la Tchécoslovaquie, l'exode des Allemands de l'Est reprend. À partir du 3, ils peuvent passer librement la RFA à partir de la Tchécoslovaquie et ils sont dix mille par jour à le faire. Cependant, les manifestations en faveur de changements rapides sont quotidiennes dans les principales villes : elles rassemblent 500 000 personnes, le 4, à Berlin-Est et 300 000, le 6, à Leipzig. Les autorités promettent des réformes, mais sous la pression de la rue, le gouvernement démissionne le 7 et, dès l'ouverture des travaux du comité central du Parti communiste (SED), le 8, le bureau politique est profondément renouvelé après avoir démissionné en bloc. M. Hans Modrow, un réformateur, chef du parti à Dresde, est chargé de former le gouvernement (du 3 au 10).

3. - **ALLEMAGNE** : A l'issue du 54th sommet franco-allemand réuni à Bonn, M. Mitterrand, interrogé sur la réunification de l'Allemagne, estime que « c'est la volonté des citoyens allemands qui en décide » tout en soulignant que « cela ne doit pas remettre en cause la paix ». Le 15, après la destruction du mur de Berlin, M. Dumas précise que « la réunification ne peut pas être un problème d'actualité » (du 3 au 6, du 10 au 24/XI et 1^{er}/XII).

7. - **URSS** : Le cérémonial est allégué pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre, tandis que des contre-manifestations ont lieu à Moscou, Tbilissi (Géorgie), Erevan (Arménie), ainsi qu'à Kichinev (Moldavie) où de violents affrontements opposent, le 10, des manifestants nationalistes aux forces de l'ordre (8, 9, 12-13, 14, 18 et 21).

9. - **RDA** : Les autorités annoncent l'ouverture de la frontière inte-

allemande et du mur qui sépare Berlin depuis août 1961. Tandis que cet événement historique est salué dans tous les pays occidentaux, que la vie des retrouvailles éclate dans les deux Allemagnes, des centaines de milliers d'Allemands de l'Est, en particulier les Berlinois, se rendent à l'Ouest : le week-end des 11 et 12, ils sont 2 millions et 3 millions, celui des 18 et 19. Mais, pour la plupart, ils ne restent pas chez eux : l'exode est interrompu (du 11 au 21).

9-14. - **POLOGNE-RFA** : Le chancelier Kohl, lors de sa visite en Pologne, interrompue les 10 et 11 pour se rendre à Berlin-Ouest, promet une aide de 3 milliards de deutschemarks (10,2 milliards de francs) en crédits garantis (3, 10, 11, 14, 15 et 16).

10. - **BULGARIE** : M. Todor Zhivkov, au pouvoir depuis 1954, est remplacé à la tête du Parti communiste par M. Petar Mladenov, ministre des affaires étrangères depuis 1971. Les jours suivants, ce dernier consolide son pouvoir et engage son pays sur la voie d'une « restructuration » à la soviétique, qui ne remet pas en cause le socialisme. Le 18, une manifestation autorisée réunit 50 000 personnes à Sofia : c'est le plus grand rassemblement jamais organisé par des mouvements indépendants (du 3 au 6, 12-13, du 15 au 24, 28 et 29).

15. - **ÉTATS-UNIS** : M. Lech Walesa, parlant à Washington devant les deux chambres du Congrès, appelle les Américains à « investir dans la liberté, la démocratie et la paix ». Le 18, le Congrès vote 852 millions de dollars d'aide à la Pologne, soit deux fois plus que ce que M. Bush avait proposé (15, 17 et 28).

15. - **HONGRIE** : La Hongrie est le premier pays de l'Est à déman-

der son adhésion au Conseil de l'Europe (4, 5-6 et 17).

17. - **RDA** : M. Modrow présente son gouvernement : onze ministres sur vingt-huit sont issus des milieux subalternes des milieux traditionnels du SED. Il annonce des réformes sur le plan des libertés et de l'économie. Mais, alors qu'il réaffirme « la légitimité de la RDA comme État socialiste et comme État souverain », des slogans en faveur de la démocratie sont scandés, le 20, par les 200 000 participants à la traditionnelle manifestation du lundi à Leipzig (du 9 au 29).

17. - **TCHÉCOSLOVAQUIE** : Une manifestation d'étudiants, qui réunit 30 000 personnes à Prague, est si brutalement réprimée par la police que la population se mobilise contre le régime. Tandis que les mouvements indépendants se regroupent dans un Forum civique, le 19, à l'initiative de Vaclav Havel, les manifestations prennent de l'ampleur : des dizaines, puis des centaines de milliers de personnes se rassemblent chaque jour place Venocasse à Prague. Le 24, ils ovationnent M. Alexandre Dubcek, secrétaire général du parti en 1968, avant que soit annoncée la démission en bloc du bureau politique du PCI, qui est ensuite profondément remanié : plusieurs responsables de l'écrasement du « printemps de Prague » de 1968 sont exclus et M. Karel Urbánek remplace M. Milos Jakes à la tête du parti. Les manifestations de masse sont d'une ampleur sans précédent le 25 et le 26. Elles sont suspendues à partir du 27, après la grève générale de deux heures, suivie par des millions d'étudiants et de salariés. Tandis que des négociations ont lieu entre M. Ladislav Adamcsek, chef du gouvernement démissionnaire, et des

représentants du Forum civique, les députés votent, le 29, à l'unanimité, l'abolition du rôle dirigeant du parti (16 et à partir du 19).

18. - **CEE** : Les douze chefs d'État ou de gouvernement de la CEE, M. Delors et M. Rocard, réunis à l'Élysée pour un dîner à l'invitation de M. Mitterrand, expriment leur « solidarité » avec les « mouvements de réforme » en Europe de l'Est, qui « accélèrent le déclin des totalitarismes ». Mais l'aide pour « restaurer ou instaurer une économie saine » est conditionnée au « retour vérifié à la démocratie ». La création d'une banque européenne, au capital de 70 milliards de francs alimenté par des fonds publics, est envisagée, alors que le montant de l'aide à la Pologne et à la Hongrie déjà annoncée par les Occidentaux s'élève à près de 40 milliards de francs. Le 22, à Strasbourg, M. Mitterrand et Kohl présentent au Parlement européen les conclusions du « dîner des Douze » (8 et du 14 au 28).

23. - **EUROPE** : M. Mitterrand, dans un entretien à Paris-Match sur les années 80, estime que l'événement dominant de la décennie est « la transformation de l'Europe, l'Europe communautaire qui se fait, l'Europe communautaire qui se défait » (24).

23-25. - **POLOGNE-URSS** : M. Mazowiecki, lors de sa première visite à Moscou en tant que chef du gouvernement polonais, s'accorde avec M. Gorbatchev sur la nécessité de préserver les frontières et les systèmes d'alliances actuels en Europe (du 24 au 28).

24. - **ROUMANIE** : M. Nicolae Ceausescu, au pouvoir depuis 1965, est réélu à l'unanimité secrétaire général par les 3 308 délégués du 14th congrès du PCR. Il exclut toute renouveau en cause du socialisme et

condamne les « déviations » dans d'autres pays de l'Est (5-6, 17 et du 19 au 27).

26. - **HONGRIE** : L'opposition remporte de justesse lors de la première consultation électorale environnementale libre organisée dans un pays de l'Est depuis la guerre. 50,07 % des électeurs se prononcent en faveur du report de l'élection présidentielle après les législatives du printemps 1990 (2, 16 et du 29/XI au 1^{er}/XII).

27. - **CEE-URSS** : Un accord de commerce et de coopération est conclu entre la Communauté européenne et l'Union soviétique (28 et 29).

28. - **ALLEMAGNE** : Le chancelier Kohl présente au Bundestag un plan, en dix points, visant à la réalisation de l'unité allemande dans le cadre de « structures confédérales », qui suscite embarras à l'Ouest et réprobation à l'Est (à partir du 29).

28. - **URSS** : Le Soviet suprême vote la suppression du comité spécial chargé depuis le 12 janvier d'administrer le Haut-Karabakh, enclavé à majorité arménienne au territoire azérbaidjanais. Cette décision, loin d'apaiser la tension, relance l'agitation nationaliste tant en Arménie qu'en Azerbaïdjan (30/XI et 1^{er}/XII).

29-30. - **ITALIE-URSS** : M. Gorbatchev se rend en visite officielle en Italie. Le 30, à Rome, dans un discours au Capitole, il évoque l'avenir d'une Europe réunifiée, mais dans le respect des équilibres actuels. Afin de réaffirmer l'intangibilité des frontières issues de la guerre, il suggère une réunion au sommet « des 1990 » des trente-cinq membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (du 28/XI au 4/XII).

CULTURE

5. - Mort de Vladimir Horowitz, pianiste américain d'origine russe (7).

16. - La troisième version, revue et complétée, de *Voyage nuptial* de Pierre Boulez est créée à Metz. Le 17, le compositeur, à la tête de l'Orchestre des chœurs de la BBC, interprète à nouveau cette œuvre pour le Festival d'automne à Paris, ainsi que la *Ville d'En-Haut* d'Olivier Messiaen, donnée en création mondiale (16, 18 et 21).

20. - Jean Vautrin, pour *Un grand pas vers le Bon Dieu* (Grasset), obtient le prix Goncourt, et Philippe Doumenc, pour *Les Compagnons du Sud* (Le Seuil), le prix Renaudot (21 et 22).

20. - Mort de Leonardo Sciascia, écrivain italien (21 et 24).

23. - Mort d'Armand Salacrou, écrivain et dramaturge (26-27).

27. - Les prix Femina (romans français et étrangers) sont attribués à Sylvie Germain pour *Jours de colère* (Gallimard) et à l'Américain Alison Lurie pour *La Vérité sur Lorin Jones* (Rivages). Les prix Médicis (romans français et étrangers, essai) récompensent Serge Doubrovsky pour *Le Livre brisé* (Grasset), le Colombien Álvaro Mutis pour *La Nieve de l'Amiral* (Sylvie Messinger) et le Tchèque Václav Jemel pour *Traité de courtes nouvelles* (Grasset) (28).

30. - Les *Noëx de Fierrette*, tableau peint par Picasso en 1905, est adjugé 500 millions de francs à la salle Drouot-Montaigne à Paris. La vente aux enchères était retransmise par satellite à Tokyo, le tableau est acheté par un industriel japonais. L'autorisation de sortie de France des *Noëx de Fierrette* avait été accordée au propriétaire, le 9, après qu'il eut donné à l'État la *Céléstine*, portrait peint par Picasso en 1904 (10, 11, 17 et 30/XI, 1^{er} et 2/XII).

Les autorités so
des cherINVESTISSEMENT
INDUSTRIEL

CHOMAGE

Le voyage à Moscou de 80 adhérents du CNPF

Les autorités soviétiques regrettent la timidité des chefs d'entreprise français

Le président du CNPF, M. François Périgot, a été reçu, vendredi 8 décembre à Moscou, par le premier ministre, M. Nikolaï Rykov. Il achevait ainsi une visite officielle de trois jours à l'occasion de laquelle la délégation de quatre-vingts chefs d'entreprise qu'il présidait et lui-même ont eu des entretiens avec les principaux dirigeants économiques de l'URSS. Les problèmes bilatéraux ont été évoqués. Plusieurs contrats ont été signés, notamment par Thomson, Total et EDF.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Le 6 décembre, à Kiev, M. Gorbatchev avait notamment renouvelé auprès de M. Mitterrand le souhait des Soviétiques de rencontrer plus souvent les hommes d'affaires français en URSS. Au même moment, une importante délégation du CNPF arrivait à Moscou. Menée par M. Périgot, son président, elle était composée de quatre-vingts dirigeants d'entreprises privées (Sodexho, BSN, William Safran...) publiques (EDF, Charbonnages de France...) ou autres (Caisse des dépôts et consignations). Les 7 et 8 décembre, les participants ont rencontré, soit ensemble, soit à l'occasion de visites individuelles, les principaux responsables économiques du pays, notamment M. Lev Voronine, le premier vice-premier ministre.

A l'occasion de ces rencontres, les visiteurs se sont fait verbalement tancer par les Soviétiques, qui ont, à plusieurs reprises, regretté que les Français ne soient pas plus actifs. Certes, depuis deux ans, les ventes françaises en Union soviétique ont sensiblement augmenté (+ 10 % en 1988 et + 11 % au cours des sept premiers mois de 1989). Mais elles avaient fortement chuté en 1986-1987 (- 30 %). Malgré la reprise des ventes de biens d'équipement (2,65 milliards de francs au cours des neuf premiers mois de 1989, 3,1 milliards sur toute l'année 1988), la France n'est, en définitive que le cinquième fournisseur occidental de l'Union soviétique.

Join derrière l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis et l'Italie.

Les Turcs plus forts

M. Voronine a, en particulier, regretté que les Français n'aient jamais donné suite aux nombreuses propositions faites, notamment, lors du voyage de M. Gorbatchev à Paris. Il s'agit surtout des projets pour la reconversion des usines militaires dans l'industrie civile ou d'un échange de gaz soviétique contre des biens de consommation occidentaux. Mais le vice-premier ministre soviétique a été plus dur encore à l'égard des Français à propos de la grande affaire des sociétés mixtes. « Les Turcs font mieux que vous », a-t-il lancé d'une manière quelque peu provocatrice, expliquant qu'à l'occasion de sa visite en début de semaine en Turquie, les chefs d'entreprise d'Ankara lui avaient proposé cinquante projets d'entreprises communes, alors que les Français n'en avaient établi jusqu'à présent que trente-sept.

Plus sérieusement, M. Voronine a regretté que les Français ne soient pas plus actifs dans ce

domaine, pourtant considéré comme désaturé par les dirigeants soviétiques actuels. Sur le millier de sociétés mixtes (mélange de capitaux occidentaux et de capitaux soviétiques), il y en aurait environ cent soixante constituées avec des Allemands de l'Ouest, une centaine avec des Finlandais et une autre centaine avec des Américains, notamment avec des Italiens. Mettant en doute la réalité de ces chiffres — « notamment des projets italiens » —, M. Périgot a plaidé la cause des Français en indiquant que si l'on prend en compte le moment des investissements effectués (500 millions de francs), les Français se retrouvent au deuxième rang.

An-dé-là de la polémique comptable, les discussions ont surtout porté sur les difficultés qui subsistent en ce domaine. Les industriels français ont souligné la persistance des problèmes d'approvisionnement. Les responsables de l'entreprise française Serbo ont ainsi indiqué qu'ils rencontraient de grandes difficultés pour obtenir la construction de bâtiments qui devaient abriter l'usine de fabrication de meubles en bois prévue dans le cadre d'une société mixte. Les problèmes de garanties financières ont été aussi longuement

débattus. Une trentaine de projets seraient actuellement bloqués pour cela. Les Français souhaitent que soit élargie la liste des organismes (actuellement limités à la VEB, la banque du commerce extérieur) éligibles aux garanties de la Coface dans le cadre du protocole franco-soviétique.

En réponse, les dirigeants soviétiques ont annoncé aux industriels français une prochaine série de textes nouveaux sur le fonctionnement des sociétés mixtes, visant notamment à faciliter l'accès direct de ces entreprises au marché de gros, propo- sant des exemptions fiscales sur les sommes consacrées au développement de la sphère sociale et autorisant enfin les entreprises d'Etat à transmettre matériaux et produits économisés à des sociétés communes.

A l'issue de l'ensemble des discussions, M. Périgot s'est déclaré confiant dans l'avenir des relations franco-soviétiques. Jugant la situation économique « moins déprimée » qu'il ne l'avait cru depuis Paris, il a également été frappé par « la détermination des dirigeants soviétiques à aller de l'avant, sans se cacher les difficultés ».

ERIK IZRALEWICZ

Quelques accords

A l'occasion de la visite de M. Périgot et des quatre-vingts chefs d'entreprises français à Moscou, plusieurs affaires ont débouché sur des accords.

— pour la première fois, EDF a réussi à conclure un accord avec l'URSS. M. Delaporte, le président d'EDF, a signé, vendredi 8 décembre, un contrat d'ingénierie pour un montant de 10 millions de dollars (environ 80 millions de francs). Il s'agit de la vente d'un système de conception assistée par ordinateur dans le domaine des centrales nucléaires. EDF a en outre signé un accord cadre plus général avec le ministère de l'énergie nucléaire prévoyant une coopération dans tous les domaines, et en particulier dans celui de la sûreté des centrales.

— Total, qui avait déjà signé, il y a un an, un accord avec les Soviétiques pour la

coopération sur pays tiers, en l'occurrence le Yémen, a signé, mercredi 6 décembre, un protocole d'accord en vue de la création d'une société mixte pour l'exploitation d'un champ pétrolier qui se situe à l'est de la Volga, à 500 kilomètres environ de Moscou. Vingt millions de tonnes de pétrole brut en sont extraits actuellement chaque année. Des investissements d'environ 600 millions de francs d'accroître fortement la production de ce champ.

— Thomson a annoncé la création prochaine d'une société mixte détenue à égalité par les parties françaises et soviétiques. Cette société fabri- quera 600 000 récepteurs par an dont une partie devra être réexportée. La production devrait démarrer à la mi-1990.

— Actif depuis de nom- breuses années en Union sovié-

tique, Pechiney a mis au point les modalités de l'augmentation de capital de la société mixte « Em Kanaz ». Celui-ci sera porté à 500 millions de francs (dont 125 millions souscrits par la partie française). Cette augmentation doit permettre la modernisation de l'usine d'emballages souples située en Arménie. L'usine devrait produire en 1994 560 millions de mètres carrés de papier, soit plus que toute la production française actuelle. Le départ d'une dizaine de cadres français pour Evren est prévu pour la première semaine de janvier 1990 (au total, avec les familles, une vingtaine de personnes). Pechiney a d'autres projets, dont la création d'une autre société mixte dans le Kazakhstan pour la fabrication de tubes souples en aluminium.

Dans le cadre de la loi sur l'endettement des ménages

Les députés réforment le taux de l'usure

Une petite révolution a eu lieu dans la nuit du 7 au 8 décembre dans l'hémicycle quasi désert de l'Assemblée nationale. Après trois années et demie de négociations entre le comité des usagers (institué par la loi bancaire de 1984) que préside M. Denis Kessler, économiste, et les différents ministres de l'économie et de la consommation qui se sont succédés depuis 1986, les députés de tous les partis ont adopté la loi sur l'endettement des ménages et, au sein de cette loi, un amendement présenté par la commission des finances portant réforme du calcul du taux de l'usure.

Comme chacun sait, l'usure est un crédit abusif. C'est-à-dire un crédit assorti d'un taux d'intérêt trop élevé par rapport au coût réel de l'argent prêté mais aussi par rapport à la moyenne des taux d'intérêt pratiqués par les établissements financiers. Comme l'explique M. Denis Kessler, un taux usuraire n'est pas un taux immoral ou politiquement dangereux pour un gouvernement, mais simplement un « hors marché ». Une définition qui concilie à la fois transparence et moralité en matière financière.

Pour des raisons culturelles et politiques propres à l'Hexagone, la France a été l'un des rares pays d'Europe à définir un taux de l'usure. A partir d'un plafond d'intérêt fixé à deux fois le taux du marché obligataire (marché où se retrouvent les émetteurs d'emprunts), les établissements financiers se sont vu jusqu'à ces derniers jours interdire de prêter de l'argent. Cette limite légale satisfaisait les politiques qui trouvaient le dossier du crédit explosif ; mais elle avait deux inconvénients : les prêteurs n'étaient pas réellement protégés et les établissements financiers n'étaient pas réellement contraints.

En effet, pour pallier les pertes créées par les mauvais débiteurs, les établissements financiers

avaient tendance à tirer l'ensemble de leurs taux de crédit à la consommation vers ce taux plafond qui leur était assigné. Autrement dit les bons payeurs se retrouvaient payer plus cher pour leur canapé en cuir ou leur automobile à cause des mauvais payeurs. Quant aux consommateurs, ils ne pouvaient pas se fier au taux auquel ils empruntaient dans la mesure où il ne reflétait pas le coût réel du crédit. Les « frais de dossier » ou perceptions forfaitaires perçus par les banques au moment de la signature du contrat n'étaient en effet pas inclus dans le taux affiché. Or 120 F de frais de dossier sur un crédit de 10 000 F représentent plus de 1 % de taux d'intérêt.

La nouvelle loi Neiertz met désormais fin à ce système tarabiscoté. Les perceptions forfaitaires sont supprimées ainsi que le vieux calcul du taux de l'usure. La nouvelle loi prévoit que dans un avenir proche les différents crédits existants seront regroupés en catégories. Les crédits immobiliers formeront l'une d'elles, les crédits de trésorerie une autre. Et pour chacune de ces catégories, la Banque de France déterminera un taux moyen. Le taux de l'usure sera alors ce taux moyen majoré de 33 %. Ainsi, s'il s'avère que la Banque de France établit que la moyenne des taux des crédits immobiliers se situe aujourd'hui autour de 10 %, le taux de l'usure pour ce secteur sera alors situé autour de 13,3 %. Certaines banques qui pratiquent aujourd'hui des crédits aux travailleurs immigrés de l'ordre de 16 % pour l'achat de chambres de bonne à Paris se verront alors passibles des tribunaux.

Un double avantage

Ce système a un double avantage : il est transparent et incite les établissements financiers à la concurrence. D'autant qu'il est complété par une nouvelle mesure : l'abolition des pénalités en cas de remboursement anticipé. Désormais, si un particulier achète un appartement à 12 %, et trouve par la suite un crédit à 10,5 %, il pourra contracter un prêt au taux le plus bas pour rembourser, sans pénalité aucune, le prêt précédent.

La loi Neiertz ne précise pas pour l'instant le nombre de types de crédits qui seront ainsi établis. Ceux-ci sont encore en cours d'élaboration du côté de la Banque de France. Mais il est vraisemblable qu'il existera entre trois et sept catégories de crédits (crédit de trésorerie, crédit affecté à un bien de consommation particulier comme l'automobile, crédit immobilier, etc.), toutes assorties d'un taux de l'usure particulier.

Sauf accident, les associations de consommateurs ne pourront qu'apprécier cette amélioration tant du côté de la transparence que du côté du renforcement de la concurrence qui est ainsi instaurée. Quant aux établissements financiers auxquels l'opacité convenait parfois, ils trouveront peut-être une compensation au fait que ces taux moyens de marché seront redéfinis tous les trimestres par la Banque de France. Le gouvernement lui aussi a tout lieu de se réjouir. Le conseil des ministres de la consommation réuni au Luxembourg voici quelques mois avait laissé à la France jusqu'à 1995 pour harmoniser sa législation en matière de taux d'intérêt pour les crédits à la consommation. Désormais, le nouveau calcul français ne constitue plus un obstacle à l'unité communautaire mais au contraire un modèle que d'autres pays pourraient bien adopter.

YVES MAMOU

Washington est prêt à assouplir les exportations de technologies vers les pays de l'Est

Washington (AFP). — Le secrétaire américain au Commerce, Robert Mosbacher, s'est prononcé en faveur d'un assouplissement des règles du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations) qui régissent les exportations de technologies vers les pays de l'Europe de l'Est, lors d'une émission de télévision préenregistrée qui devait être diffusée samedi 9 décembre aux Etats-Unis sur la chaîne publique PBS.

L'Union soviétique ne sera pas dans l'immédiat concernée par ce relâchement, précise M. Mosbacher, mais la Pologne et la Hongrie le seraient en premier.

Ces déclarations contrastent avec la position adoptée jusqu'ici par l'administration. Des responsables au département d'Etat, dont les représentants siègent au COCOM, manifestaient encore une opposition totale à un relâchement des règles au lendemain de la rencontre Bush-Gorbatchev à Malte, le week-end dernier. Le secrétaire à la Défense, M. Richard Cheney, et le secrétaire au département d'Etat, M. James Baker, mettaient en avant les questions de sécurité.

« Nous allons réexaminer la liste du COCOM (...) et nous effectuerons probablement des changements », a déclaré M. Mosbacher, qui paraît partager le sentiment des milieux d'affaires selon lesquels cette liste de matériels sensibles n'est plus adaptée. « Nous recommanderons de limiter cette liste à l'essentiel », poursuit M. Mosbacher.

Le COCOM a été créé en 1949. Il comprend les membres de l'OTAN — moins l'Islande —, le Japon et l'Australie. La demande des pays d'Europe de l'Est d'un assouplissement des règles du COCOM est soutenue par plusieurs pays occidentaux, dont la France et l'Allemagne. A cause de l'opposition américaine, ces règles avaient pourtant été reconduites encore en octobre dernier lors de la dernière réunion annuelle de l'orga-

REPÈRES

INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

Progression rapide en France

Les dépenses d'équipement des chefs d'entreprises vont continuer d'augmenter rapidement en France l'année prochaine. L'enquête effectuée par l'INSEE en novembre montre que les investissements devraient augmenter de 14 à 15 % en valeur, soit — compte tenu de la hausse des prix — de 11 % en volume. Cette progression suivrait celle déjà forte de 1989, estimée à 11 % en valeur soit 7 % en volume.

La part des investissements destinés à accroître les capacités de production reste aussi forte que dans les enquêtes précédentes.

CHOMAGE

Légère remontée aux Etats-Unis en novembre

Le ralentissement de l'activité économique américaine commence à se traduire dans les chiffres de l'emploi. En novembre, le taux de chômage est remonté à 5,4 %, son plus haut cours depuis janvier dernier. Le chômage avait atteint son creux au mois de mars (5 %). Les créations d'emploi ont été encore assez nombreuses en novembre, avec un chiffre de 210 000, mais la forte révision pour le mois d'octobre — 93 000 alors que la première estimation était de 233 000 — jette un doute sur ce résultat apparemment satisfaisant. L'industrie a continué à perdre des emplois — 240 000 en novembre — tandis que le secteur tertiaire reste fortement créateur de postes

de travail, précise le département du travail.

DURÉE ANNUELLE DU TRAVAIL

50 heures de moins entre 1982 et 1986 en France

La durée annuelle du travail a diminué de 50 heures en moyenne entre 1982 et 1986, selon les dernières données fournies par le ministère du travail. Pratiquement cinq ans après l'ordonnance de janvier 1982 instituant le passage aux 39 heures hebdomadaires et la généralisation de la cinquième semaine de congés, la durée annuelle de travail est passée de 1 812 heures en 1982 à 1 762 en 1986.

Alors que la durée moyenne de travail par semaine était de 39,8 heures en 1982, celle-ci s'établissait à 39 heures en 1986. Ce sont toujours les salariés des entreprises de transport et ceux des hôtels-café-restaurants qui travaillent le plus (1 867 heures en 1986 pour ces derniers) et les ouvriers de l'électricité et du gaz qui travaillent le moins (1 683 heures en 1986). Parmi les non-ouvriers, mis à part le personnel de l'électricité et du gaz, ce sont les employés des assurances qui ont la durée annuelle de travail la plus faible.

En 1988, un quart des salariés ont bénéficié de plus de 5 semaines de congés, en moyenne. Le travail en équipes successives s'est développé puisque dans les établissements de plus de 10 salariés la part des travailleurs postés est passée de 11,6 % en 1984 à 12,2 % en 1988.

L'avenir des chantiers navals de La Ciotat

Lexmar obtient le feu vert du conseil général

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Après quatre mois de négociations ardues, le groupe américain Lexmar a obtenu, jeudi 7 décembre, un petit feu vert du conseil général des Bouches-du-Rhône pour la relance des chantiers navals de La Ciotat. Par une délibération adoptée par la commission des affaires économiques, le président (PS) de l'assemblée départementale, M. Louis Philibert, a, en effet, été autorisé à signer au profit de la société Lexmar-France une convention d'utilisation d'outillage public d'une durée de trente ans (1). Le conseil général se réunira le 22 décembre pour entériner cette décision, fruit d'un laborieux compromis au sein de la fragile majorité socialo-communiste et qui reste soumise à plusieurs préalables. A supposer qu'elle les remplisse, la société Lexmar devra également vaincre l'hostilité déclarée — et rejetée à chaque occasion — du conseil municipal de la commune de La Ciotat, dont elle est titulaire pour diverses autorisations administratives (permis de construire notamment).

La délibération de la commission des affaires économiques énumère les conditions de la concession à remplir par Lexmar. Celle-ci paiera un loyer annuel de 4 millions de francs et devra soumettre au conseil général un plan détaillé de ses investissements « qui seront au moins égaux à 350 millions de francs » et garantis par une caution de 100 millions de francs déposés dans une banque française. Le texte précise, par ailleurs, que la société mère de Lexmar, Lexington, ainsi que la société libanaise Starlux — propriétaire d'une partie de la flotte de Lexmar — et Lexington-USA « apporteront leur caution conjointe et solidaire pour la prise en charge des déficits éven-

tuels de la société Lexmar-France ».

La tâche du groupe américain, toutefois, pour boucher son dossier, s'annonce des plus difficiles. La municipalité (UDF-RPR) de La Ciotat s'en tient, pour sa part, à l'accord signé au début de l'été, avec tous les partenaires concernés (gouvernement, conseil régional, conseil général, syndicats ainsi que les groupes Tapie, Duménil et Sarri), qui prévoit une diversification des activités économiques de la commune.

Décidée à faire obstacle à Lexmar, elle a voté, le 6 décembre, le principe de la création de quatre ZAC portant sur l'ensemble des terrains du site des anciens chantiers navals, aussi bien ceux du domaine privé de l'ex-société Normed — attribués à la Banque Worms — que ceux du domaine public maritime.

GUYPORTE

(1) Le conseil général avait pris, le 25 septembre dernier, une décision de principe attribuant à la société Lexmar 27 hectares du domaine public maritime contre 5 au groupe Tapie. Le texte ne précise pas si cette répartition est ou non maintenue.

info

SUR FRANCE INFO
TOUTES LES DEMI-HEURES

Avec Jean-Pierre Gailford et Christophe Reille
Toute l'information économique et financière
• A 7 h 57, la clôture des grands marchés
TOKYO, WALL STREET, PARIS
• La Bourse de Paris en direct
• La vie des citadins
De 6 heures à 1 heure du matin.

BORSES
ÉTRANGÈRES

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'attrait du tableau d'honneur

Déçus dans leur attente d'une baisse du niveau de l'intérêt aux États-Unis, les investisseurs internationaux ont été nombreux ces derniers jours à consulter leurs eurobanques, leur demandant s'il ne conviendrait pas de solliciter avant Noël le marché international des capitaux et d'amorcer dès à présent leur programme d'emprunt de l'année prochaine. Le niveau absolu des taux de rendement est raisonnable, et rien dans l'environnement actuel ne permet d'affirmer que les conditions s'amélioreraient en janvier.

Il convient de se féliciter que de telles interrogations n'aient guère rencontré d'écho, surtout en ce qui concerne le dollar. Une accumulation de nouveaux emprunts aurait très certainement conduit à de sévères échecs car les investisseurs, qui disposent des mêmes éléments d'appréciation que les emprunteurs, demeurent sur la réserve. L'année devrait donc logiquement s'achever dans le calme. A quel-ques exceptions près, l'activité primaire, celle des émissions nouvelles, pourrait revêtir un aspect essentiellement factice, caractéristique de la concurrence acharnée

qui se livrent certains établissements financiers.

A l'heure des bilans annuels, des listes sont dressées dans le but de refléter l'activité des différentes eurobanques. Ces listes sont précieuses car elles donnent une assez bonne idée du marché. Leur interprétation n'est cependant pas toujours aisée, et il y a, bien sûr, plusieurs façons de les lire. Mais pour les intéressés, elles prennent souvent l'allure d'un tableau d'honneur qui, si l'on figure aux premières places, pourra, l'année suivante, être utilisé comme argument publicitaire. C'est ainsi par exemple qu'au dernier moment, des émissions internationales peuvent apparaître au grand jour, dont les conditions n'auraient en d'autres circonstances pas été rendues publiques car leur placement est limité à un cercle restreint d'investisseurs. En révélant son rôle dans une opération de ce genre, son chef de file peut espérer gagner un rang au palmarès des banques les plus dynamiques. Certains établissements japonais sont connus pour user et abuser de situations de ce genre.

garantie par la République française. D'environ six ans et demi de durée, les titres seront bientôt assimilables à ceux d'une opération précédente rémunérée à 9 % l'an. La transaction fait l'objet d'un swap, mais seulement pour les deux premières années.

Une des caractéristiques de la structure actuelle des taux d'intérêt sur la plupart des grands marchés de l'argent et des capitaux est d'être « inversée », c'est-à-dire qu'à brève échéance les niveaux de rémunération des placements sont plus élevés qu'à moyen ou long terme. C'est précisément de cette inversion dont le Crédit foncier tire avantage. L'échange temporaire du produit de son emprunt lui fournit durant deux ans des fonds en dollars des États-Unis sur lesquels il aura à servir un intérêt relativement faible : le taux en sens d'environ 1 % inférieur à la référence internationale que constitue le Libor.

Crédit local de France a pour sa part retenu la solution d'un simple contrat d'échange de taux d'intérêt pour son nouvel emprunt de 100 millions d'euros. Ses obligations, lancées à 102 % rapporteraient aux souscripteurs 9,75 % durant cinq ans. Mais grâce au swap organisé par Paribas, le chef de file de l'opération, le débiteur aura à rembourser cette dette à taux variable (et non à taux fixe) durant toute la durée de l'emprunt, à un niveau qui se situe à environ 35 centimes au-dessous du Libor en euros.

Deux banques de commerce extérieur, celle de Suède (SEK) et d'Autriche (OKB), sont également au nombre des plus récents emprunteurs en euros, chacune ayant ajouté une tranche de 50 millions à une souche d'environ cinq ans de durée. L'émission de SEK, dirigée par Bankers Trust International, est assortie d'un coupon de 9,75 %. Celle d'OKB, dirigée par Merrill Lynch International, porte intérêt au taux facial de 9,50 %. Les prix d'émission diffèrent, ce qui rétablit l'équilibre. Au pied des commissions, les rendements sont pratiquement identiques (9,55 % et 9,53 %).

Le swap qui accompagne la transaction autrichienne procure à OKB des ressources en yens à taux fixe.

Promotion du marché de l'écu

Le marché de l'écu bénéficie actuellement d'un regain d'attention de la part des autorités nationales et européennes. Il est question à Paris de rouvrir bientôt, pour la troisième fois, l'emprunt d'État 8,50 % 1997 en euros et on parle déjà d'une seconde ligne que le Trésor pourrait lancer prochainement. Pour sa part, la Commission européenne a retenu l'écu comme monnaie d'emprunt dans le cadre de l'aide qu'elle s'approprie à accorder à la Hongrie.

Ces efforts de promotion officielle devraient trouver un terrain tout à fait favorable. L'unité de compte qui est l'écu a en effet récemment servi à libérer un nombre assez important de nouveaux emprunts internationaux qui, émis pour le compte de débiteurs de tout premier plan, figurent tous parmi les réussites de ces derniers jours sur l'euromarché. Le succès de ces transactions est dû, d'une part, à la fermeté du deutschemark, qui a rehaussé l'attrait de l'écu (dont la monnaie allemande est une des

grandes composantes), et, d'autre part, aux possibilités offertes aux débiteurs de conclure des swaps très intéressants.

L'exemple le plus frappant est celui de la Banque mondiale qui croyait mardi dernier encore sur le point de s'adresser directement au marché des capitaux de Francfort et qui a finalement choisi de lever des fonds en ECU. Mais c'est pour y associer un contrat d'échange afin de disposer de fonds en deutschemarks. Le détournement par Londres et le marché de l'écu aura valu la peine. Il en coûtera en effet bien moins cher à la Banque mondiale que si elle s'était présentée sur le marché allemand. L'emprunt porte sur 100 millions d'euros d'obligations de cinq ans de durée qui, émises à 101,875 % du pair, seront rémunérées à 9,50 % l'an. Il est dirigé par la Deutsche Bank Capital Markets.

La construction montée pour le Crédit foncier de France par UBS Phillips et Drew retient également l'attention. Il s'agit d'une opération de 50 millions d'euros,

Christophe Vetter

LES DEVICES ET L'OR

Retour à décembre 1988

6,05 francs, 1,77 deutschemark. Les cours du dollar, le vendredi 8 décembre 1989 ? Oui, mais également ceux du 30 décembre 1988, dernière séance de l'année. Si les marchés des changes restent jusqu'à la fin du mois aussi calmes qu'ils l'ont été ces derniers jours, les cours enregistrés à la veille de la Saint-Sylvestre risquent bien d'être identiques à ceux enregistrés pour ceux qui s'affaiblissent vite des mouvements erratiques du dollar.

Certains analystes anticipent une récession aux États-Unis, donc une chute des taux d'intérêt outre-Atlantique et celle du dollar. D'autres voyaient dans le vigoureux persistance de l'économie américaine, dans les problèmes internes de la RFA et du Japon, la poursuite d'une forte demande de billets verts. Peu tablent sur la stabilité. Force est de constater que, avec ou sans l'aide des grands argentiers (quatre réunions du groupe des Sept ont été tenues en 1989, en février, en avril, juillet et septembre), les cours des principales devises n'ont finalement que peu varié en un an.

an cours de laquelle les dirigeants des Sept avaient affirmé leur volonté de faire baisser la devise américaine.

La similitude de la situation d'une année sur l'autre se retrouve également sur la parité mark-franc puisque, si la devise allemande flirte actuellement avec son plus haut niveau historique (3,4195 francs), elle avait justement atteint ce niveau en décembre 1988. Le franc continue de souffrir de la grande fermeté du mark contre le dollar, et annonce d'un excédent de 2 milliards de francs de la balance commerciale de la France en septembre n'a donné qu'un répit passager à la devise française ; le mark était coté à Paris, vendredi 8 décembre, à 3,4170 francs, contre 3,4146 francs une semaine auparavant.

Yes et livre deux exceptions

Si l'on ne peut parler pour l'instant de déviance vis-à-vis de la monnaie française ou de réajustement de sa parité avec le mark, les parités du moment doivent inciter les autorités monétaires de l'Hexagone à la plus grande prudence, d'autant plus qu'à partir de janvier l'écart d'inflation entre la France et la RFA est amené à se creuser.

La comparaison entre la configuration actuelle des devises et celle de la fin de l'année 1988 souffre néanmoins de deux exceptions de taille. Le yen et la livre sterling se sont nettement dépréciés par rapport aux principales devises. Fin décembre 1988, 100 yens valaient 4,85 francs et 1 dollar s'échangeait à 125 yens. Vendredi 8 décembre, ces cours

étaient de 4,18 et de 144. De même, la livre sterling est tombée de 11 francs à 9,50 francs, et de 1,80 dollar à 1,50 dollar. Clairement, la baisse du yen est accusée sans grand mécontentement au Japon, où elle permet un renforcement de la compétitivité. Le taux de croissance du PNB nippon a d'ailleurs atteint 12 % en rythme annuel au troisième trimestre, une performance inégalée depuis près de seize ans.

En revanche, en Grande-Bretagne, le déclin de la livre apparaît de plus en plus comme le symbole des doutes manifestés par la communauté financière à l'égard de la politique économique menée par le premier ministre, Mme Margaret Thatcher, et son nouveau chancelier de l'Échiquier, M. John Major. Pour l'instant, aucun signe de modification de la politique de rigueur monétaire et de flottement de la livre n'est perceptible.

M. Major a encore répété cette semaine que « la croissance encore forte de M0 [l'agrégat le plus étroit de la masse monétaire] ne nous permet pas d'assouplir notre politique monétaire et fiscale, qui restera serrée encore un bon moment ». Au terme de la première journée du sommet européen de Strasbourg, le 8 décembre, la Grande-Bretagne n'avait pas non plus indiqué son intention d'accepter l'entrée de la livre dans le SME, ou la révision du traité de Rome, afin de permettre la construction de l'union économique et monétaire.

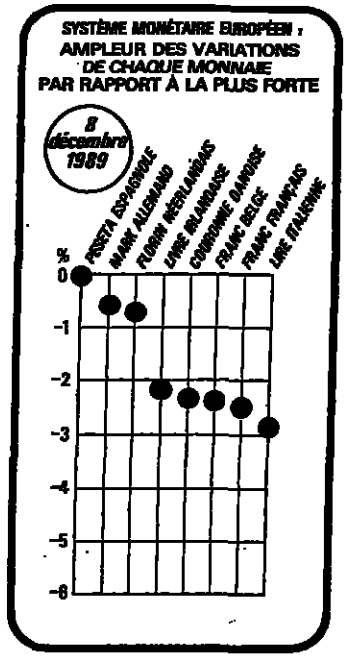
FRANÇOISE LAZARE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 AU 8 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEK	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florie	Lire italienne
New-York	1,5000	-	16,5043	62,7156	56,3856	2,0899	50,0000	8,7765
Paris	1,5038	-	16,4869	62,5702	56,4224	2,0880	49,6524	8,7760
Paris	5,5732	6,8999	-	378,99	341,41	16,2929	302,95	4,4338
Paris	9,2501	6,0959	-	381,41	340,42	16,2623	302,63	4,4338
Zurich	2,5191	2,5881	26,3185	-	89,5289	2,2871	75,778	1,7198
Zurich	2,4977	2,5881	26,3185	-	89,5289	2,2847	75,5446	1,7192
Frankfurt	2,8021	1,7755	25,7785	111,23	-	4,7687	85,679	1,5569
Frankfurt	2,7998	1,7850	25,7883	111,70	-	4,7638	85,6296	1,5574
Bruxelles	38,1602	37,19	4,1739	23,5239	28,5096	-	18,5958	2,2484
Bruxelles	38,2456	37,47	4,1777	23,5916	28,5916	-	18,6048	2,2484
Amsterdam	3,1479	2,8140	336,49	126,43	112,83	5,3744	-	1,5316
Amsterdam	3,1479	2,8140	336,49	126,43	112,83	5,3744	-	1,5316
Milano	2,8536	1,397	215,71	819,89	754,96	35,1438	653,58	-
Milano	2,8536	1,397	215,71	819,89	754,96	35,1438	653,58	-
Tokyo	227,83	144,20	21,7993	90,4388	81,3081	3,2774	72,1080	8,1103
Tokyo	225,98	143,20	21,5111	89,6746	80,2081	3,2344	71,1519	8,1094

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 8 décembre, 4,2018 F contre 4,2533 F le vendredi 1^{er} décembre.



MATIÈRES PREMIÈRES

Remous sur le cacao

Au terme d'une semaine de baisse, les cours du cacao à Londres s'établissent le 8 décembre à 664 livres la tonne, leur niveau le plus bas depuis une quinzaine d'années. Cette faiblesse tient, pour l'essentiel, à la crise de surproduction dont continue de souffrir le marché. On estime, pour l'actuelle campagne, les excédents à quelque 230 000 tonnes de fèves. Les surplus accumulés de saison en saison porteront sur 1,3 million de tonnes, l'équivalent de sept mois de consommation.

Premier producteur de cacao dont elle tire au moins le quart de ses recettes en devises, la Côte d'Ivoire est la plus touchée par les effets économiques et sociaux du trop-plein. Ces derniers jours, les autorités d'Abidjan se sont abstenues de vendre tant les cours leur semblaient déprimés. « Les gens ont profité de la fête de l'indépendance pour prendre un congé et assister à un match de football gratuit », indiquent vendredi un négociant français. De toute façon, le cacao ivoirien n'est pas ramassé. Personne n'a d'argent pour financer la campagne, et la marchan-

dise reste en brousse, sur les arbres.

Ainsi, nul ne peut vraiment évaluer quel sera le volume de la récolte. Les professionnels européens qui se rendent régulièrement sur le terrain la situent entre 700 000 et 800 000 tonnes. D'autres excédents en perspective, qui continueront de peser sur les marchés comme sur la marge de manœuvre économique des pays producteurs, ceux d'Afrique en particulier.

Certains spécialistes du développement considèrent que, contrairement aux idées avancées sur le conflit d'intérêt entre les pays de l'Est et ceux du Sud, les producteurs de matières premières tropicales pourraient bénéficier de l'ouverture du rideau de fer en écoulant une partie de leurs surplus. L'URSS, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont de l'appétit pour le chocolat, le café, le sucre, les bananes ou les ananas. Mais la constitution d'un axe Est-Sud autour de produits de base reste pour l'instant très hypothétique. Elle pose la question du mode de paiement de ces produits par les pays de l'ancien bloc communiste.

solvable pour ceux du Sud, rien n'indique que les réformes entreprises à Varsovie ou à Prague se traduiront en priorité par un apport de calories supplémentaires venues d'Afrique... D'après les courtiers européens, la Côte d'Ivoire n'a pas réussi à placer directement son cacao auprès de l'Union soviétique et de la RDA. « Ils sont tous insupportables, les Ivoiriens comme les acheteurs de l'Est. Les opérations se réalisent par l'intermédiaire de négociants », explique un professionnel.

Une fois n'est pas coutume, c'est précisément le monde des négociants qui vient d'être secoué par l'exclusion de la firme britannique Philip Brothers (filiale de l'Américain Salomon Brothers), de l'Association française du commerce des cafés (AFCO).

Cet organisme, qui regroupe les chargeurs, les négociants et les transformateurs, a rendu public le 6 décembre cette décision prise le 10 novembre. Philip, qui se présente comme le numéro un mondial du hégémonie de cacao, s'était engagé en 1988 à livrer 12 000 tonnes de fèves ivoiriennes à une époque où le président de Côte d'Ivoire, M. Houphouët-Boigny, se refusait à écouler le moindre sac, croyant ainsi pouvoir influencer le marché à la hausse.

Devant cette situation, Philip avait invoqué le cas de force majeure pour justifier son impuissance à honorer ses contrats. Après enquête, il est apparu que la Côte d'Ivoire, moyennant un prix supérieur aux cours mondiaux, acceptait tout de même de fournir du cacao aux négociants. L'AFCO a d'abord condamné Philip à lui verser 30 millions de francs de dommages-intérêts, soutenus par une décision de chambre arbitrale. Le refus de payer du groupe britannique a entraîné son exclusion, qui lui interdit désormais de traiter avec les membres de l'AFCO. Une nouvelle qui ne doit pas trop attrister la firme française Sucres et dérivés, le principal concurrent de Philip sur les « origines » africaines.

ERIC FORTINORIO

« Ils sont tous insupportables »

Le tiers-monde n'a en effet que faire de monnaies non convertibles qui viendraient s'ajouter à ses propres fragilités financières. Les relations de troc entre l'Est et le Sud n'ont jamais été très stimulantes pour les pays en voie de développement : en échangeant sa banquette contre du matériel industriel soviétique, (dont des chasse-neige), la Guinée a longtemps renforcé sa dépendance vis-à-vis de Moscou, tout en restant prisonnière d'une matière première peu rentable. Le même cas de figure s'est produit à Cuba, où la révolution castriste s'est singulièrement édulcorée dans les plantations de canne à sucre, chassée gardée du grand frère soviétique.

Quand bien même les pays de l'Est représenteraient un marché

PRODUITS	COURS DU 9-12
Café (g. ind.)	1 529 (- 83,5)
Trois mois	Libres/tonne
Aluminium (London)	1 658 (- 44)
Trois mois	Dollars/tonne
Nickel (London)	8 200 (- 100)
Trois mois	Dollars/tonne
Sucre (Paris)	2 385 (- 55)
Décembre	Francs/tonne
Café (London)	664 (- 15)
Janvier	Libres/tonne
Cacao (New-York)	982 (+ 55)
Décembre	Dollars/tonne
Biz (Chicago)	410 (+ 2,20)
Décembre	Cents/bushels
Malt (Chicago)	234,2 (- 1,80)
Décembre	Cents/bushels
Sole (Chicago)	179,71 (+ 2,70)
Décembre	Dollars/c. court

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une semaine sans douleur

Malgré les inquiétudes persistantes sur l'évolution future des taux d'intérêt, les dernières séances n'ont pas été porteuses d'une nouvelle chute du marché obligataire. Un nouvel assoupissement du marché face à un mark toujours très fort, dont le cours flôta à 3,42 F, à un centime seulement de son cours plafond de 3,4305 F, au sein du système monétaire européen fait toujours craindre aux opérateurs la possibilité d'un relèvement des taux de la Banque de France. La semaine dernière, l'institut d'émission, impavide, s'était abstenu de le relever. Mais, si le cours du mark persistait à des niveaux aussi élevés, une telle mesure deviendrait nécessaire.

Sur le MATIF, le cours de l'échéance mars (celle de décembre a largement perdu sa liquidité), après avoir flôté 106, est retombé jusqu'à 105 jeudi 7 décembre, avant de se redresser vendredi à 105,36. L'annonce, aux États-Unis, d'une légère remontée du chômage en novembre - et surtout celle d'une poursuite de la diminution des emplois industriels - est ainsi parvenue à redonner un peu d'optimisme au marché français. Mais les mouvements récents ont été enregistrés dans des volumes très faibles (45 000 lots seulement ont été échangés vendredi, contre 87 000 la veille). Après une baisse du marché obligataire français, qui a duré plusieurs semaines, les dernières séances échauffées ont été rassurantes. En seront-elles pour autant suffisantes pour entraîner les opérateurs sur un nouveau « trend » haussier ?

A Paris, l'événement de la semaine a bien sûr été l'adjudica-

98 milliards d'OAT en 1989

La conséquence en a été une nouvelle et légère tension des rendements jeudi, celui de l'OAT 8 1/8 % 1999 passant d'un mois sur l'autre de 8,96 % à 8,98 %, et celui de l'OAT 8 1/2 % 2029 augmentant davantage, à 9,09 % contre 9 %, le tout pour 7 milliards de francs (une troisième tranche a été émise à taux variable). Certains opérateurs s'attendaient à la sortie d'une nouvelle tranche en euros, sur le gisement créé en avril dernier, mais les autorités ont choisi de couvrir l'ensemble des besoins financiers en monnaie nationale.

L'adjudication du Trésor de jeudi dernier aura porté l'emprunt brut de l'État français en OAT cette année à 118,67 milliards de francs (contre 109,86 milliards en 1988), auxquels il convient d'ajouter les 9 milliards de francs empruntés en euros. Si l'on déduit que les quelque 32 milliards d'OAT (obligations renouvelables du Trésor) remises en paiement d'OAT lors des adjudications, les responsables du Quai de Bercy auront effectivement respecté la promesse de contenir l'emprunt entre 80 et 100 milliards de francs.

Accusés d'être absents du marché français au cours des derniers jours, les investisseurs japonais se sont néanmoins fait remarquer sur le marché américain en fin de semaine, profitant, en particulier vendredi, de l'ouverture du marché créée par la publication des statistiques du chômage. Ainsi, outre-Atlantique, le rendement de l'emprunt du Trésor à trente ans 8 1/8 % clôturé vendredi à 7,89 %, contre 7,88 % une semaine auparavant. Le marché allemand s'est également relativement bien tenu, la vive hausse des taux enregistrée au cours des dernières semaines ayant fait place à une tension plus modérée. On murmure outre-Rhin que la Banque fédérale d'Allemagne pourrait à nouveau majorer ses taux directeurs en janvier prochain, si les négociations sur les salaires dépassaient sous la poussée des revendications des syndicats.

Sur le marché primaire, l'activité a été très calme, et le seul emprunt notable a été celui de 500 millions de francs du Crédit lyonnais, assimilable à la tranche lancée en octobre. L'emprunt, d'une durée de onze ans, a été émis à 9,20 % et est ressorti à un taux actuariel de 9,42 % ; il n'a pas rencontré de difficulté particulière de placement. Bien que pratiquement privé d'émissions, le marché primaire n'a pas été sans action puisque plusieurs emprunts émis les semaines passées se négociaient encore activement. C'est le cas en particulier des titres du CEPME, très demandés, alors qu'ils avaient été accueillis avec peu de chaleur la semaine dernière.

F. L. et F. R.

TCHÉCOSLOVAQUIE : au terme d'ultimes négociations

Accord pour la formation d'un gouvernement où les communistes seront minoritaires

ALBANIE

Début de glasnost

Belgrade (AFP). — La Sigurimi, la police secrète albanaise, a été vivement critiquée dans un roman paru récemment à Tirane, à-t-on appris vendredi 8 décembre à Belgrade, un fait auquel on ne connaît pas de précédent en Albanie. *Thikat* (Les Couteaux), écrit par un ancien fonctionnaire du ministère de l'intérieur devenu romancier, Neshat Tozaj, dénonce les violations des droits de l'homme, la brutalité et le pouvoir absolu de la police secrète en Albanie. Cet ouvrage, qui a fait l'objet de critiques élogieuses dans plusieurs revues littéraires en Albanie, a reçu le soutien de l'écrivain Ismail Kadare, le seul auteur albanais de réputation internationale.

Thikat raconte comment la Sigurimi a transformé l'acte d'une femme mentalement déséquilibrée, qui avait crevé les pneus de plusieurs voitures étrangères à Tirane, en un complot organisé par un groupe lié à l'étranger, par la falsification des résultats de

l'enquête et en arrêtant arbitrairement plusieurs personnes. « Pour un groupe d'employés dégoûtés et satisfaits de la vie de nombreuses personnes devant être détruite sans pitié et sans scrupule », a écrit Ismail Kadare en commentant favorablement la revue *Drita*, publiée à Tirane.

« Une société qui ose dénoncer le mal marche vers le progrès », ajoute Ismail Kadare dans ce commentaire qui souligne par ailleurs que « le problème de la démocratie, du respect de la loi et des droits de l'homme » fait l'objet d'un « grand intérêt » en Albanie.

L'Albanie est restée jusqu'à présent totalement à l'écart du mouvement de réformes qui touche le monde communiste et a décliné dans les termes les plus vifs la « restauration du capitalisme » qui menace, selon elle, en Union soviétique et en Europe de l'Est.

■ Amorce de déblockage à la Laiterie de Roubaix. — Une amorce de déblockage est apparue, vendredi 8 décembre après-midi, à la Laiterie de Roubaix (VEV-Prouvost) entre la direction et les syndicats, qui occupent les locaux de l'usine prise depuis jeudi pour protester contre la mise en œuvre d'un important plan de suppressions d'emplois.

Lors des négociations, qui ont débuté à 14 h 30 dans une usine quasi déserte puisque les grévistes

en bloquent toutes les issues depuis jeudi soir, la direction a annoncé aux délégués CGT, CFTD, FO et CFTC, une révision à la baisse des 754 licenciements annoncés lors d'un CE, le 27 octobre dernier.

« Compte tenu du départ d'une cinquantaine de salariés depuis cette date, le plan concerne aujourd'hui 648 personnes », a indiqué M. Michel Gilles (CGT), secrétaire général du CE, à l'issue de la séance. (AFP.)

Il semble que l'on s'achemine vers une issue à la crise du pouvoir en Tchécoslovaquie. Un accord est en effet intervenu, vendredi soir 8 décembre, entre l'opposition et les communistes pour la formation d'un gouvernement dans lequel ces derniers, pour la première fois depuis quarante ans, ne détient pas la majorité des portefeuilles.

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Le nouveau premier ministre, M. Marian Calfa, membre du Parti communiste (PCT), nommé par le président Husak pour former un gouvernement de coalition après l'échec de M. Adamcok, a annoncé, dans la soirée du 8 décembre à la télévision, qu'il était prêt à accepter une équipe composée pour moitié de ministres non membres de partis politiques légaux et pour moitié de membres de partis politiques légaux, essentiellement le PCT, le Parti socialiste et le Parti populaire, ce qui signifie que le PCT ne disposera même pas de 50 % des sièges au gouvernement. Un peu plus tôt, le porte-parole du PCT, M. Josef Hora, avait indiqué que dans le processus de formation du gouvernement, « l'affiliation politique était devenue secondaire ».

Une nouvelle équipe slovaque

Prague (AFP). — Le ministre slovaque de la justice, M. Milan Cich, un juriste communiste de cinquante-sept ans, a été chargé de former un nouveau gouvernement slovaque, à-t-on appris officiellement vendredi soir 8 décembre à Prague. L'opposition slovaque rassemblée dans le mouvement Public contre la violence, l'équivalent pour la Slovaquie du Forum civique, a déclaré qu'elle n'avait pas d'objection à cette désignation à condition que M. Cich forme une équipe gouvernementale composée d'hommes « compétents et non idéologues ».

Six ministres du gouvernement régional slovaque, dont M. Cich, avaient annoncé leur démission du gouvernement vendredi matin. Les neuf autres ministres restants, dont le chef du gouvernement Pavel Hrivnák, ont été relevés de leurs fonctions dans l'après-midi.

A Paris, en 1990

La taxe d'habitation augmentera de 4,9 %

En 1990, la taxe d'habitation qui pèse sur les Parisiens va augmenter, après trois années sans changement. Cette hausse, de 4,9 % au total, se partage entre 2,5 % de relèvement et 2,4 % dus à une nouvelle surtaxe instituée par l'Etat.

M. Jacques Chirac, maire de Paris, en présentant le budget 1990 de la Ville de Paris, a précisé que la hausse de 2,5 % était justifiée par la diminution de la dotation globale de fonctionnement, qui est le principal apport financier de l'Etat aux collectivités locales. « Le manque à gagner pour la ville est de 205 millions de francs, soit l'équivalent de trois points d'impôts locaux », a déclaré le maire de Paris en protestant contre cette décision du gouvernement.

De plus, la loi de finances pour 1990 institue une surtaxe qui va accroître d'environ 2,4 % la taxe d'habitation pour les résidences principales dont la valeur locative annuelle dépasse 30 000 francs, c'est-à-dire la plupart des logements locatifs du parc privé, en n'oubliant cependant pas que la valeur locative officielle ne suit que de très loin la flambée des loyers.

Rappelons enfin que la taxe d'habitation, cet impôt local payé par les locataires et les propriétaires occupants, est beaucoup moins élevée à Paris que dans la plupart des villes de province.

J.D.

le plus important étant la compétence professionnelle des candidats ». Cela équivaut à un changement radical de position, puisque le précédent gouvernement, proposé par M. Adamcok, et rejeté par le Forum civique, comprenait seize communistes sur vingt et un membres.

Au terme de moins de quatre heures de négociations, qui se sont déroulées vendredi sous forme d'une table ronde réunissant toutes les forces politiques du pays, c'est-à-dire les partis légaux plus le Forum civique et son organisation sœur slovaque, le Public contre la violence, « un accord relativement important », selon l'expression du Forum civique, était conclu sur le processus de formation du gouvernement. Ce gouvernement, qui pourrait être présenté dès dimanche au président de la République, devrait être « un gouvernement d'entente nationale ».

En fait, les négociations de vendredi ont porté sur la répartition des postes gouvernementaux entre formations politiques. A partir de l'accord intervenu dans la soirée, le premier ministre, M. Calfa, pouvait se consacrer dès samedi à l'attribution proprement dite des portefeuilles. « Les négociations sont terminées, maintenant il faut former le gouvernement », déclarait l'économiste Vaclav Klaus, candidat du Forum civique pour le ministère des finances, ajoutant que le Forum avait « pratiquement » obtenu ce qu'il voulait.

Autre économiste, proposé par le Forum — bien que membre du Parti communiste — comme premier vice-premier ministre, M. Václav Komárek, estimait, de son côté, « avoir de bonnes raisons d'être optimiste ». Grave, le militant slovaque des droits de l'homme Jan Čechovský, possible vice-premier ministre, promettait que tout se déciderait dans les heures à venir.

Il était minuit passé, et la conscience d'une lourde responsabilité, teintée d'une douce satisfaction, se lisait sur les visages des membres de la délégation du Forum civique qui, M. Vaclav Havel en tête, venaient de se réunir avec les principaux responsables du mouvement au nouveau siège de l'organisation, installé depuis quelques jours dans les locaux que lui a cédés l'Association... soviéto-tchécoslovaque, pour faire le bilan des négociations.

Celles-ci ont eu lieu en deux temps : au cours d'une première séance de deux heures dans l'après-midi, les participants, parmi lesquels MM. Vaclav Havel et Jan Čechovský, qui dirigeaient la délégation de l'opposition tchèque et slovaque, et deux membres du bureau politique, MM. Václav Mohorčević et Ondřej Šolc, qui représentaient le PCT, ont exposé leurs positions. Les responsables du PCT ont alors ensuite rendu compte aux organes dirigeants du parti. Puis les discussions, portant cette fois sur la répartition des postes gouvernementaux, ont repris vers 20 heures, pour s'achever moins de deux heures plus tard.

Le sort de M. Husak

La question de la présidence de la République a également été évoquée au cours de ces négociations. L'opposition, rejointe par le Parti socialiste et le Parti populaire, a réclamé à plusieurs reprises, ces dernières semaines, le départ de M. Husak, lui fixant même la date limite du 10 décembre pour quitter « le château ».

Le 10 décembre, c'est dimanche, et la menace pèse toujours d'une manifestation monstre visant à appuyer la revendication de la démission de M. Husak. L'opposition, qui n'avait encore, samedi matin, ni confirmé ni annulé l'appel à manifester, n'aurait sans doute aucun mal à réunir cent ou deux cent mille personnes place Venceslas, comme elle l'avait fait lundi 4 décembre avec succès pour réclamer la démission du gouvernement à peine formé par M. Adamcok.

Les étudiants semblent particulièrement déterminés à ne pas céder sur la question du départ du président de la République, et plus encore sur la question de la démission de M. Husak. En révisant jeudi qu'il serait prêt, le cas échéant, à « se sacrifier » et à accepter la fonction présidentielle si « l'évolution de la situation » l'exigeait, M. Vaclav Havel a fait redoubler les spéculations d'une démission rapide de M. Husak, rendue tout à fait plausible par la confirmation de M. Calfa comme chef de gouvernement : celui-ci étant slovaque, le remplacement de M. Husak, qui est tchèque aussi, par un Tchécoslovaque devient inévitable pour respecter

l'équilibre entre Tchèques et Slovaques à la tête de l'Etat.

Amnistie

M. Vaclav Havel avait aussi émis l'hypothèse que M. Husak, âgé de soixante-dix-sept ans, ne souhaite en fait démissionner qu'après avoir donné au peuple tchécoslovaque « un bon gouvernement », condition qui pourrait être réalisée dès dimanche. Secrétaire général du PCT jusqu'à décembre 1987, M. Husak a déclaré, il y a dix jours, qu'il n'avait pas l'intention de s'accrocher indéfiniment à son poste ; mais il souhaitait visiblement faire une sortie honorable. Peut-être dans cette optique, il a été annoncé vendredi soir que le président avait décidé une large amnistie recouvrant un grand éventail de délits politiques, notamment celui d'avoir quitté la République de Tchécoslovaquie, et dont bénéficient donc un grand nombre d'émigrés politiques.

Sauf nouvelles complications, qui ne sont jamais à exclure dans une situation où les choses changent parfois d'heure en heure, la Tchécoslovaquie paraissait donc ce week-end bel et bien engagée sur la voie d'une transition démocratique accélérée après tant d'années d'immobilisme. Après la participation de l'opposition au gouvernement, après l'avènement maintenant envisagé d'un non-communiste à la présidence de la République, la prochaine étape devrait être les élections libres. Selon le porte-parole du PCT, la date d'élections anticipées figure à l'ordre du jour de la table ronde.

SYLVIE KAUFFMANN

■ PAYS-BAS : attentat revendiqué par l'ETA. — Une personne, affirmant parler au nom de l'ETA, a revendiqué auprès du journal basque *Egin*, l'attentat commis, mercredi 6 décembre à La Haye, contre la résidence de l'ambassadeur d'Espagne au Pays-Bas. Le mois dernier, l'organisation séparatiste avait affirmé être responsable de trois attentats perpétrés fin octobre, également à La Haye, contre le consul général et deux dépendances de l'ambassade d'Espagne. L'enquête n'avait pas permis officiellement d'établir la participation de l'ETA. — (Corresp.)

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a soixante-dix ans : Proust, prix Goncourt 2

ETRANGER

Le conseil européen de Strasbourg
L'accord sur la conférence gouvernementale sur l'union monétaire et la charte sociale 3

L'évolution dans les pays de l'Est
Bulgarie : M. Jivkov exclu du comité central ; RDA : l'évolution de l'armée 4

POLITIQUE

Les débats parlementaires
L'Assemblée nationale adopte un changement de statut pour le Groupement industriel des armements terrestres 6

Les livres politiques
« La multi-Europe », par André Laurens 6

SOCIÉTÉ

MM. Le Pen et Tapie à TF 1
Le président du Front national est « tombé sur un bec » 8

Sports
Hippisme : les adieux d'Oursi ; automobilisme : le douzième Paris-Dakar 9

CULTURE

« Black Rain », de Ridley Scott
Le Japon comme métaphore de la violence urbaine 10

« Don Pasquale » à Lyon
Barbara et Gabriel, un délicieux duo 10

CHRONOLOGIE

Novembre 1989 dans le monde 14

ECONOMIE

Une délégation du CNPF à Moscou
Les Soviétiques reprochent aux entreprises françaises leur timidité 15

Revue des valeurs 16

Crédits, changes, grands marchés 17

Services

Abonnements 2
Cartes 8
Mots croisés 13
Météorologie 13
Spectacles 12
Télévision 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 décembre 1989 a été tiré à 544 833 exemplaires

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM

Ecole Suisse de Graphologie, Boite 5012, CH-2011 Yverdon, Suisse

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde ÉCONOMIE

GLOBE L'EST LE VRAI 7 écrivains dans 7 capitales